

Les grandes manœuvres de M. Reagan

Comme le prouve l'évolution de ses relations avec M. Gorbatchev, M. Reagan peut être, lorsqu'il pense y trouver son compte, fort pragmatique. Mais il peut se montrer aussi considérablement entêté lorsqu'il a réussi à se persuader de son bon droit.

Le message n'en est pas moins fort explicite : ce n'est pas tous les jours que les Etats-Unis envoient de toute urgence un tel contingent militaire hors de leurs frontières. Et l'histoire est lourde d'interventions américaines en tous genres aussi bien en Amérique centrale que dans les Caraïbes.

Or force est de reconnaître que la solution politique de la crise nicaraguayenne ne progresse guère. Les autorités de Managua ont certes pris quelques mesures symboliques de libéralisation, mais leur conception de la démocratie est encore loin de celle qu'on s'en fait dans le monde développé.

Tous ces éléments ont bien sûr été pris en compte par le président Reagan, qui n'a jamais caché sa méfiance à l'égard du plan de paix mis au point par le président du Costa Rica, M. Oscar Arias.

Dans un premier temps, le chef de la Maison Blanche cherche manifestement à faire revenir les parlementaires américains sur leur vote hostile à toute aide à la Contra, il n'est pas exclu qu'il y parvienne. Il se peut qu'en période électorale bon nombre de démocrates ne veulent pas pouvoir être accusés d'avoir laissé massacrer ceux que M. Reagan appelle « les combattants de la liberté ».

Le pire, bien sûr, n'est jamais certain. On ne peut cependant pas l'exclure. La balle, de ce point de vue, est actuellement dans le camp de Managua, qui va devoir très vite choisir entre deux « options », la militaire et la politique.

M. Reagan compte sans doute, même s'il ne le dit pas, sur les conseils de modération que M. Gorbatchev pourrait discrètement adresser aux sandinistes.

La publication des comptes de la nation

Le krach boursier aura peu d'effet sur la croissance

Croissance économique modérée, mais seulement très légèrement ralentie malgré le krach boursier, investissements des entreprises en croissance continue, maintien du déséquilibre commercial, poursuite de la désinflation : telles sont les principales prévisions faites pour cette année par la Commission des comptes de la nation réunie, le vendredi 18 mars, sous la présidence de M. Edouard Balladur.

Le fait le plus notable est peut-être la prévision d'une croissance économique de 1,9 % cette année, un taux à peu près équivalent à celui de 1987 (+2,1 %) et de 1986 (+2 %). Preuve que les effets du krach boursier d'octobre 1987 apparaissent maintenant relativement faibles puisque, en septembre 1987, le gouvernement prévoyait 2,2 % de croissance en 1988. La commission des comptes ne table que sur un taux de croissance de 1,9 % en 1989.

Autre élément relativement rassurant : l'investissement produit des entreprises devrait progresser cette année de 5,5 % en volume, après déjà 5,4 % en 1987. Pour l'année prochaine, une progression équivalente est prévue. De même, les exportations devraient-elles bien se comporter : les comptes officiels prévoient une

hausse de 3,5 % cette année et de 3,7 % en 1989 après deux années très médiocres (-0,6 % en 1986, +1,6 % en 1987).

Point noir de la prévision : les importations continuent de progresser plus vite que les ventes à l'étranger : +4,2 % en 1988 après déjà 7,3 % en 1987 et 6,1 % en 1986. Le déséquilibre de notre commerce extérieur, s'il n'est pas considérable, persiste néanmoins, confirmant une des faiblesses structurelles de notre économie.

Ce mauvais point est à rapprocher d'une consommation des ménages dont la progression se ralentit (+1,9 % en volume cette année après +2,4 % en 1987) mais reste néanmoins relativement forte (voisine de 2 %) pour un pays en déficit extérieur.

(Lire la suite page 27.)

La préparation de l'après-8 mai

L'UDF fait front contre le projet de grand parti conservateur

Le « Point de vue » donné au « Monde » par M. Edouard Balladur, souhaitant la mise sur pied d'une confédération RPR-UDF, conduit les dirigeants des composantes de l'UDF à faire front : tour à tour, M.M. Raymond Barre, Jean Lecanuet, Bernard Stasi, François Léotard et Alain Madelin ont, avec des nuances, refusé le moment et la méthode choisis par le ministre d'Etat.

A quelques jours de l'annonce officielle de la quatrième candidature à l'Elysée de M. François Mitterrand, et alors que les sondages d'intentions de vote confirment à la fois la bonne santé électorale du président sortant et l'avance prise par M. Chirac sur M. Barre dans la primaire au sein de la majorité, celle-ci donne l'occasion aux socialistes de se réjouir. En effet, pour MM. Joxe et Mauroy, par exemple, la prise de position de M. Balladur révèle que M. Chirac et ses amis raisonnent d'ores et déjà comme si M. Mitterrand devait être réélu.

Il est vrai que la démarche du ministre d'Etat apparaît comme parfaitement cohérente s'il s'agit de souder dès maintenant la droite autour de M. Chirac, afin que celle-ci ne se désagrège pas à la suite de la dissolution de l'Assemblée prononcée par un président

réélu dans l'impossibilité de renouveler une expérience de cohabitation. L'attitude de M. Balladur n'est d'ailleurs pas sans rappeler celle de M. Chirac en 1981, qui avait, en vue des élections législatives du mois de juin et après avoir contribué à la défaite de M. Giscard d'Estaing, lancé l'opération dite de l'« union pour la nouvelle majorité » autour de lui. Dans l'immédiat, il est clair que MM. Balladur et Chirac ont cherché à se montrer plus unificateurs que M. Barre.

Il est possible que les sympathisants de la majorité y soient sensibles, encore que les relations entre les partis ne passionnent guère l'opinion. Mais M. Balladur a provoqué une réaction d'appareil en obligeant l'UDF à refaire, au moins pour quelques jours, son unité.

(Lire nos informations page 8.)

Moscou et l'Afghanistan L'URSS annonce que son retrait n'est pas lié à la conclusion d'un accord à Genève. PAGE 6

Un revers de l'Irak Deux villes kurdes enlevées par les iraniens. PAGE 5

Criminalité et délinquance 3,74 % de baisse en 1987 par rapport à 1986. PAGE 13

Un Boeing colombien s'écrase 137 morts PAGE 32

Le feuilleton du septennat 1985, il était un petit navire... PAGE 10

Le sommaire complet se trouve en page 32

La crise au Panama

Le général Noriega sur le départ ?



(Lire nos informations page 3.)

Elections dans le Land-modèle de la RFA

Miraculeux Bade-Wurtemberg !

HEIDELBERG de notre envoyé spécial

Contrairement à ce qui pourrait se passer en mai prochain au Schleswig-Holstein, aux confins du Danemark, les élections du dimanche 20 mars au Bade-Wurtemberg ne présentent guère de risque pour la coalition gouvernementale de Bonn. Tout au plus suppose-t-on dans les états-majors de la majorité les chances de M. Lothar Späth, ministre-président sortant, de conserver une majorité absolue qu'il a déjà réussi à défendre victorieusement à deux reprises.

Fort de la réussite économique d'un Land qui a su profiter de sa situation stratégique au cœur de l'Europe - aux frontières de l'Alsace et de la Suisse - pour

devenir un modèle de développement, ce baron turbulent du parti démocrate-chrétien ne désigne pas à l'occasion de jouer les francs tireurs pour faire la leçon à son rival et ancien voisin de la Rhénanie-Palatinat, le chancelier Kohl. Secrètement, certains parmi ses propres amis ne seraient peut-être pas d'un si mauvais œil ce santillant Souabe recevoir une petite leçon s'il devait, au lendemain de l'élection, céder une partie de son pouvoir absolu aux libéraux.

Les « noirs », comme on appelle ici les chrétiens-démocrates, bénéficient dans la région d'une si confortable avance qu'ils peuvent se payer le luxe de se moquer d'eux-mêmes : « Ici, on voterait pour un sac de charbon, simplement parce qu'il est noir ».

plaisait un aubergiste du pays de Bade, bon chrétien-démocrate de cette plaine rhénane homothétique de l'Alsace, qui nous assure que les gens du pays peuvent projeter leur ombre dans la plus obscure des caves, tant est ancrée en eux cette conviction qu'hors de l'Eglise et de la CDU il n'y a point de salut !

Les « rouges », les sociaux-démocrates, savent bien qu'ils n'ont, cette fois-ci encore, aucune chance de faire mordre la poussière à M. Lothar Späth. Leur principal objectif est de donner un coup d'arrêt à leur lente érosion électorale dans le sud de l'Allemagne, principal obstacle sur le chemin de la reconquête du pouvoir par le SPD.

LUC ROSENZWEIG.

(Lire la suite page 7.)

Souscription exceptionnelle pour un tableau

La fascination de Georges de La Tour

Pratique sans précédent ou presque dans l'histoire du patrimoine français, le Musée du Louvre lance une souscription publique pour acquérir un tableau de Georges de La Tour convoité aussi par les Américains.

par André Chastel

L'œuvre de Georges de La Tour a toujours fasciné l'intelligence française : Marcel Arland, Guéhenno, Malraux, bien sûr, élevaient ses « nocturnes » à la hauteur de grands symboles, et René Char accrochait la Madeleine comme une veillesse au mur de sa cachette. Lucien Febvre applaudissait au gros travail de F.-G. Pariset, qui rassembla en 1948 tout ce qu'on pouvait savoir au sujet et autour d'un artiste terriblement grave et mystérieux. Paul Jamot, longtempis conservateur en chef des peintures au Louvre, garda toute sa

vie la fierté d'avoir été un peu l'inventeur du maître lorrain dans l'exposition des « Peintres de la réalité », qu'il prépara en 1934 avec Charles Sterling. La Tour : un des trois génies français du dix-septième siècle, un maître de la spiritualité dans l'art.

La redécouverte d'un artiste de cette ampleur, dont le nom

devint assez vite populaire, eut pour conséquence la réapparition d'un nombre incroyable d'œuvres oubliées ou perdues. Avec les péripéties pittoresques habituelles : originaux ou copies ? Evasions de chefs-d'œuvre, montée ahurissante des prix, nervosité des grands musées. Une belle exposition J. Thuillier-P. Rosenberg réunit en 1972 une trentaine d'œuvres incontestables à l'Orangerie des Tuileries - si commode pour ce genre d'expositions. C'était une merveilleuse orchestration de rouges et de noirs, de jocos unies et de faces ridées, de grands drapés de laine et d'humides choses tombées à terre : un copeau, une écuelle. Le Louvre, sur la lancée, fit l'acquisition du Tricheur de P. Landry, comme pour se consoler d'avoir manqué en 1960 la Bonne Aventure, passée au Metropolitan Museum de New-York.

(Lire la suite page 21.)

Le Monde SANS VISA Le Vietnam : une destination pour la paix Dans le train Hongkong-Canton Escales - Gastronomie - Jeux Pages 15 à 19

La dernière année à Colomby CHARLES DE GAULLE LETTRES NOTES ET CARNETS Mai 1969 - Novembre 1970 Compléments 1970-1978 "Une précieuse sélection..." ANDRÉ PASSERON "LE MONDE" Plon

M 0147 - 0319 0 - 4,50 F 3790147004500 03190

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 195 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 30 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكزا من الأصل

L'arrivée de troupes américaines au Honduras

15 000 réservistes rappelés au Nicaragua

L'envoi de 3 150 militaires américains au Honduras, dans le cadre d'une opération baptisée « Faisan doré », provoque de nombreuses réactions d'inquiétude.

Les incidents survenus à la frontière du Honduras et du Nicaragua à « faire preuve de retenue ». Moscou a qualifié d'« inappropriée » et de dangereuse, l'intervention des États-Unis, que le Canada « regrette » pour sa part.

Par ailleurs, le commandant en chef de la force américaine, le général de brigade Carl Stiner, a indiqué que la 82^e division aéroportée avait reçu l'ordre de préparer son déploiement mercredi à 12 heures (heure locale), soit environ huit heures avant que le président hondurien Jose Azcona demande par télégramme l'assistance américaine.

Des « responsabilités particulières » qui remontent au début du siècle dernier

L'intérêt et la vigilance des États-Unis à l'égard de l'Amérique latine ne datent pas d'hier. Qu'il s'agisse de pressions, d'interventions, d'occupations ou de raids, le « grand voisin » a toujours tenté d'influencer ou de conduire les évolutions du sous-continent.

n'échappe bien évidemment pas à cette vigilance. Outre la zone du canal de Panama, occupée dès le début du siècle, le Nicaragua l'est à deux reprises, entre 1912 et 1925, et à nouveau l'année suivante pour sept ans.

Affrontements au Congrès de Washington

WASHINGTON de notre correspondant

Les quatre bataillons de troupes américaines engagés dans l'exercice « Faisan doré » ont commencé à arriver au Honduras, jeudi 17 mars, mais c'est naturellement au Congrès que l'opération décidée par le président Reagan a provoqué le plus de bruit et de fureur.

Tous les candidats à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle ont critiqué, avec plus ou moins de sévérité, la décision de M. Reagan, mais en évitant tout de même les déclarations trop franches sur le sujet, l'Amérique centrale, divise l'opinion. Au Congrès, néanmoins, plusieurs leaders démocrates ont vivement dénoncé l'initiative de la Maison Blanche, accusant l'administration de chercher par tous les moyens, y compris une mise en scène d'événements sans importance à leurs yeux, à attirer une nouvelle aide destinée aux Contras.

Le sénateur Sam Nunn, président de la commission de défense, ont pris le contre-pied de leurs collègues, et soulignent qu'en lançant son offensive contre les Contras, le régime sandiniste avait « montré le peu de cas qu'il faisait d'un règlement politique » du conflit.

De leur côté, les membres de la commission du renseignement au Sénat, après avoir reçu de l'administration « des informations détaillées », ont estimé que l'offensive des forces nicaraguayennes et leur incursion en territoire hondurien avaient été soigneusement préparées par Managua, dans le but de « balayer définitivement » les Contras. (Selon un haut responsable du Pentagone, ces derniers ont essuyé des pertes très sévères, et leur camp de la région de Bocay « a probablement déjà été détruit »).

Dès jeudi soir, des pacifistes se sont mis en ordre de bataille devant la Maison Blanche, brandissant des pancartes « Assez c'est assez, plus d'aide aux Contras », et dénonçant la politique « de la consommation » pratiquée selon eux par M. Reagan.

Mais des manifestants d'un tout autre bord ont aussi fait leur apparition dans les rues de la capitale : ceux-là, également jeunes et bruyants, prônaient la défense du colonel Oliver North, le « héros » des auditions de l'« Irangate » l'été dernier, et qui est sorti de l'oubli depuis qu'un procureur l'a inculpé, mercredi, en même temps que l'amiral John Poindexter, chef du Conseil de sécurité à l'époque des faits, et deux autres personnes impliquées dans l'affaire, le général à la retraite Richard Secord et le financier Albert Hakim.

Les accusés semblent fermement décidés à se défendre. Mercredi, le colonel North est apparu à la télévision, yeux fermés et mine sombre, mais l'air plus défiant que jamais, pour affirmer sa complète innocence, et ajouter : « C'est une triste ironie que cette inculpation soit prononcée le jour même où les communistes du Nicaragua envahissent leurs voisins, et où l'on célèbre le quatrième anniversaire de l'élévation de William Buckley (chef de file du CIA au Liban, tué par ses ravis-



seurs] et le troisième anniversaire de l'enlèvement de Terry Anderson [un journaliste américain], ces hommes que nous avions avec tant de difficultés essayé de sauver.

Cette ligne de défense peut être assez efficace auprès de l'opinion, bon nombre d'Américains continuant à penser que le colonel North, même s'il a employé des moyens contestables, avait de nobles intentions. Mais les inculpés peuvent aussi se battre pied à pied sur le terrain juridique, et selon de nombreux experts, l'accusation pourrait en ce cas avoir beaucoup de mal à étayer ses thèses, et surtout à conclure rapidement.

M. Reagan pourrait aussi mettre un terme à la procédure en accordant sa grâce aux inculpés, mais c'est peu probable car il serait aussi accusé de vouloir empêcher la vérité de se faire jour.

Mercredi, en tout cas, M. Reagan a pris la défense de M. McFarlane, l'ancien chef du Conseil de sécurité, reconnu, quelques jours plus tôt, coupable d'avoir dissimulé la vérité lors de l'enquête menée par le Congrès sur l'affaire de l'« Irangate » : « Il a admis qu'il était coupable de ne pas avoir dit au Congrès tout ce qu'il voulait savoir... » « Moi aussi j'ai fait ça » a ajouté en baissant la voix M. Reagan, interrogé par des journalistes au début de son entretien avec le premier ministre israélien, M. Shamir. Se retournant vers son interlocuteur, M. Reagan s'est alors écrié, faussement navré : « Mon Dieu, cette simple remarque imprudente va soulever une tempête, parce que l'envoi de troupes au Honduras a fait passer les inculpations et le reste au second plan. Mais ce n'est que partie remise, et M. Reagan n'emportera peut-être pas sa petite plaisanterie au paradis. »

En réalité, il n'y a eu que quelques vagues, parce que l'envoi de troupes au Honduras a fait passer les inculpations et le reste au second plan. Mais ce n'est que partie remise, et M. Reagan n'emportera peut-être pas sa petite plaisanterie au paradis.

● ETATS-UNIS : mort de William Porter. — William Porter, le chef de la délégation américaine aux négociations de Paris, qui avaient abouti à un cessez-le-feu au Vietnam en 1973, est mort, le mardi 15 mars, d'un cancer à Fall River (Massachusetts), à l'âge de soixante-trois ans. — (AFP.)

PANAMA : après la tentative de putsch

Le général Noriega chercherait à négocier son départ

PANAMA de notre correspondant en Amérique centrale

Vingt-quatre heures après la tentative de coup d'Etat militaire contre le général Manuel Antonio Noriega, les têtes continuent de tomber parmi les officiers qui ont urbi et orbi l'« homme fort » du Panama. Au moins six officiers ont été « mis à la retraite », jeudi 17 mars, dont le colonel Bernardo Barrera, chef du G-2 (service de renseignement militaire). L'armée a réussi à rétablir l'ordre, sauf à Colon, la deuxième ville du pays, où le gouvernement a dû ordonner un couvre-feu de 18 heures à 6 heures dans l'espoir de mettre fin au pillage systématique des magasins et à la violence. Un décret, publié jeudi, militarise tous les services publics (eau, électricité, téléphone, aéroports, hôpitaux, etc.) et certaines activités commerciales comme l'approvisionnement en fruits, légumes et viande.

La participation du colonel Barrera au complot avec le chef de la police, le colonel Leonidas Macías — actuellement détenu avec plusieurs autres officiers de moindre rang — constitue un coup très dur pour le général Noriega, qui affirmait jusqu'alors pouvoir compter sur la fidélité à toute épreuve de son état-major et surtout du G-2, dont il fut le chef redouté pendant douze ans. Il semble qu'il faille attribuer la perte de contrôle du général Noriega au départ dans le plus grand secret, il y a une quinzaine de

jours, de son principal conseiller en matière de sécurité, l'Israélien Michael Harari. Avant de se mettre au service du Panama, Harari travaillait pour les services secrets israéliens, le Mossad. Depuis plusieurs mois, Washington exerçait de fortes pressions sur Israël pour obtenir le départ de Harari du Panama.

Selon les informations recueillies auprès de militaires en désaccord avec leur chef, il faut s'attendre à une aggravation du mécontentement au sein de l'armée. Les mêmes sources confirment que la mutinerie de mercredi a échoué de justesse à la suite de divisions de dernière minute survenues au sein de la compagnie chargée de la protection de la caserne centrale, où se trouve l'état-major. Tout indique que le putsch avait été préparé en collaboration avec les États-Unis, qui exigent le départ du général Noriega et la mise en place d'un régime démocratique, conformément aux engagements pris par Panama en 1977 lors de la signature du traité sur le canal interocéanique.

L'économie paralysée

Compte tenu des énormes moyens mis en œuvre par les États-Unis pour forcer le général Noriega à partir, il est évident que celui-ci ne pourra pas résister beaucoup plus longtemps. L'économie panaméenne est totalement paralysée depuis quinze jours à la suite de la décision de Washington de geler les comptes

du gouvernement panaméen aux États-Unis. Le général Noriega n'était pas particulièrement populaire avant la crise, mais il était craint. Aujourd'hui, la peur n'a pas encore complètement disparu, mais la presque totalité de la population, qui le rend responsable de la situation économique, exige son départ dans les plus brefs délais.

Il est improbable que cela se fasse dans les prochaines heures, mais on apprendrait jeudi, pour la première fois, le général Noriega aurait fait parvenir des signaux à Washington pour ouvrir une négociation pouvant conduire à son départ — vers l'Espagne, la France, la République dominicaine ou même Cuba — en échange de la levée des inculpations de trafic de drogue portées contre lui par deux tribunaux de Floride.

Après la folle journée de mercredi, le calme est revenu à Panama, mais la plupart des magasins restent fermés, et l'activité est réduite au minimum. L'armée patrouille pour protéger les commerces contre le pillage et décourage toute manifestation antigouvernementale. Il a fallu vingt-quatre heures pour rétablir l'électricité, totalement interrompue par les sabotages des ouvriers furieux de n'avoir pas perçu leurs salaires. Après avoir réussi, lundi, à payer l'armée, les autorités ont versé, jeudi, une partie du salaire des professeurs. Pour cela, il a fallu réclamer les fonds de secours. Les professeurs l'ont en effet reçu en pièces de collection de 10 dollars!

BERTRAND DE LA GRANGE.

Diplomatie

Après la visite du président de la République de Chypre en Grèce

Nicosie appuie les ouvertures de M. Papandréou en direction de la Turquie

ATHÈNES de notre correspondant

Le nouveau président de la République de Chypre a achevé, le jeudi 17 mars, sa première visite officielle en Grèce. Selon ses propres déclarations, M. Georges Vassiliou n'était pas venu à Athènes pour « prendre des décisions ». Mais la plupart des observateurs sont d'accord pour affirmer que les contours d'une politique commune envers la Turquie ont bien été dessinés lors de ses rencontres avec les dirigeants grecs.

Ayant gagné le premier tour de l'élection présidentielle sur un discours modéré et avec l'appui du parti communiste Akel, qui a toujours soutenu le dialogue avec la partie turque, M. Vassiliou a dû « diriger » ses positions pour gagner au deuxième tour les électeurs de l'ex-président Kyprianou, ainsi que

ceux du parti socialiste Edeak. Il se retrouve sur la même longueur d'ondes que le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou. Ce dernier, après sa rencontre avec son homologue turc, M. Turgut Ozal, à Davos, essaie maintenant de « calmer le jeu » de la nouvelle entente gréco-turque en attendant des gestes concrets de la part d'Ankara. M. Vassiliou a donné son aval à cette politique. « Nous n'avons aucune preuve que la Turquie est prête à changer sa position sur des questions essentielles », a-t-il dit. « Nous attendons d'elle un premier pas. Qu'elle dise oui à la délimitation de l'île que propose M. Papandréou. »

En attendant ce geste ou un autre — par exemple le retour à la communauté grecque de la ville d'Ankhorochos (Famagouste), M. Vassiliou, en accord avec les dirigeants grecs, insiste sur l'intransigeance turque et rappelle les positions de

principe sur le statut de l'île et les libertés de ses citoyens. Ce n'est pas toutefois un retour à la tactique passée. Il était question que, pour la première fois depuis 1983, la question chypriote soit portée devant l'Assemblée des Nations unies, ce qui irrite en général la Turquie, et il semble en effet qu'on ait décidé à Athènes de renoncer à cette initiative.

Toujours dans le même esprit, M. Vassiliou a exprimé l'espoir qu'il pourra finalement rencontrer le premier ministre turc. Il a même souligné que cette rencontre pourrait être « informelle » et avoir lieu « n'importe où », car, a-t-il ajouté, « je suis réaliste et je n'ai pas demandé à être invité à Ankara en tant que chef d'Etat de Chypre ».

La visite de M. Vassiliou doit reconforter M. Papandréou, qui rencontre quelques difficultés à faire

passer sa nouvelle politique envers la Turquie, surtout au sein de son propre parti, le PASOK. Plusieurs membres du comité central et quelques députés ont déjà exprimé en public leurs doutes et leurs inquiétudes. Les grands partis du Parlement sont bien sûr d'accord sur la politique de dialogue avec la Turquie, mais ils expriment des réserves sur les modalités concrètes de son déroulement. Beaucoup estiment que, pour l'instant, la Grèce n'a fait que « donner » sans rien « recevoir » en échange. Sans crier à la « trahison », comme le font quelques secteurs de l'opposition, certes minoritaires, et la plupart des caricaturistes avec beaucoup de talent... l'opinion attend le moindre indice qui pourrait la convaincre qu'à Davos on a mis au point un plan de gestes réciproques pour rétablir la confiance.

THÉODORE MARANGOS.

La crise du mythe américain

Advertisement for the book 'REQUIEM POUR SUPERMAN' by Gerald Messadié, published by Robert Laffont. The ad includes the author's name, the title, a description of the book as 'tonique et brillant', and the publisher's name.



مقتدا من الاميل

L'Homéopathie est efficace.

Les Laboratoires Dolisos versent au dossier
de la défense de l'homéopathie les travaux de recherche* qu'ils ont fait réaliser
en milieu hospitalo-universitaire.

Recherche expérimentale.

International journal immunotherapy, T.3, N°3, 1987, pp 191-200.
Bastide, Daurat, Doucet-Jabœuf, Pélegrin, Dorfman.
Immunomodulator activity of very low doses of thymulin in mice.

Cancer detection prevention T.II, N°1-2, 1987, pp 69.
Karouby, Doucet, Boudard, Dorfman, Bastide.
Pharmacological study of thuyone in mice: antitumoral and immunomodulating effect of very low doses.

Immunobiology, T.174, N°3, sup., 1987, pp 139.
Doucet, Karouby, Carrière, Dorfman, Bastide.
Immunomodulation in mice by very low doses of an alpha-endorphin.

BULL Groupe Etude Rythmes Biologiques, T.18, N°1-2, 1986, pp 8-9.
Larue, Cal, Guillemain, Cambar.
Variations saisonnières et circadiennes de l'efficacité du pré-traitement par Mercurius corrosivus 15 CH vis-à-vis de la toxicité induite par le chlorure mercurique.

Annual Review Chronopharmacology, T.3, 1986, pp 99-103.
Cal, Larue, Guillemain, Cambar.
Chronobiological approach of protective effect of Mercurius corrosivus against mercury-induced nephrotoxicity.

Immunobiology, T.173, N°2-5, 1986, pp 192.
Karouby, Boudard, Douylyiez, Doucet, Bastide.
Immunostimulating and antitumoral properties of thuyone.

Immunobiology, T.173, N°2-5, 1986, pp 188.
Daurat, Carrière, Douylyiez, Bastide.
Immunomodulatory activity of thymulin and alpha-beta mouse interferon on the specific and no specific cellular response of C 57 BL/6 and NZB mice.

Immunology Today, T.6, N°8, 1985, pp 234-235.
Bastide, Doucet-Jabœuf, Daurat.
Activity and Chronopharmacology of very low doses of physiological immune inducers.

Néphrologie, T.6, 1985, pp 86.
Larue, Doran, Cal, Guillemain, Cambar.
Influence du prétraitement de dilutions infinitésimales de Mercurius corrosivus sur la mortalité induite par le Chlorure mercurique.

International Journal of Immunopharmacology, T.7, N°3, 1985, pp 312.
Doucet-Jabœuf, Pélegrin, Szcs, Guillemain, Bastide.
Action of very low doses of biological immunomodulators on the humoral immune response in mice.

Journal of Chromatography, T.319, 1985, pp 412-418.
Papharassans, Raynaud, Godeau, Bisard.
Analyses qualitatives et quantitatives de la Hyoscyamine atropine et de la Scopolamine dans les T.M. de Solanacées par C.L.H.P.

Néphrologie, T.5, 1984, pp 89.
Cambar, Malvaud, Cal, Desmoulière, Guillemain.
Influence du prétraitement avec une dilution infinitésimale d'immunsérum anti-membrane basale glomérulaire sur l'excrétion protéinique urinaire induite par l'injection unique d'immunsérum anti-membrane basale glomérulaire chez la souris.

Annual Review Chronopharmacology, T.1, 1984, pp 231-234.
Doucet-Jabœuf, Pélegrin, Cot, Guillemain, Bastide.
Seasonal variations in the humoral immune response in mice following administration of thymic hormones.

C.R. Académie des Sciences. Paris. Sér. III, T.259, 4/10/1982, pp 283-286.
Doucet-Jabœuf, Guillemain, Piechaczek, Karouby, Bastide. Présentée par J.F. Bach.
Evaluation de la dose limite d'activité du facteur thymique sérique.

Recherche clinique.

Cahier de Bio. N°98 - Mars 1988 - Sous presse.
Dorfman P., Epineuve F., Téau M.
Homéodose 20 - Un traitement efficace de l'insuffisance veineuse non compliquée des membres inférieurs.

IX° Congresso Nazion Soc. Ital. Patologia Vascolare, Capannello, 1987 6-9 jan. pp 1539-1543.
Lenaia, Micale, Mirabella, Pulvirenti, Amodio, Riccioni.
Ruolo di ell'arnica nella prevenzione della patologia venosa da terapia infusionele protratta. Valutazione mediante ultrasonografia doppler.

IX° Congresso Nazion Soc. Ital. Patologia Vascolare, Capannello, 1987 6-9 jan. pp 1533-1538.
Amodio, Musso, Missioto, Caglia, Veroux, Riccioni.
Il ruolo d'ell'arnica nella prevenzione della patologia venosa da terapia infusionele protratta. Valutazione della aggregabilità piastrinica.

Cahiers de Bio., 1987 avr., N°94, pp 77-81.
Dorfman, Lasserre, Téau.
Préparation à l'accouchement par homéopathie. Expérimentation en double insu versus placebo.

Cahiers ORL, 1986, oct., tome 21, N°9, pp 731-734.
Bordes, Dorfman.
Evaluation de l'activité antitussive du sirop Drosotux: étude en double insu versus placebo.

Thèse Doct. Med., Paris-Nord, Fac. Bobigny, 1984, pp 88.
Bourgois.
Protection du capital veineux chez les perfusés au long cours dans le cancer du sein. Essai clinique en double aveugle: arnica contre placebo.

Recherche clinique vétérinaire.

Communication in the XXIII World Veterinary Congress, Montreal Canada, August 1987. *Cahiers de Bio.* N°91 suppl. oct. 1986, pp 69-71.
Mahé.
Double-blind trial for evaluation of the effect of a collective homeopathic cure on morbidity and butchery qualities in calves.

International Journal for Veterinary Homeopathy, vol. 2 N°1, April 1987. *Mahé*.
Double-blind pathogenetical trial by the rabbit of a homeopathic remedy: Arsenicum album.

Cahiers de Bio. N°91, Août 1986, pp 82-84.
Mahé.
Comparaison en aveugle d'un traitement homéopathique et d'un placebo dans un cas collectif d'ulcérations chroniques chez le lapin.

Aujourd'hui, 15 millions** de patients se soignent par homéopathie.
Plus de 13500** médecins généralistes prescrivent entre autre de l'homéopathie.
Enfin, 20000 pharmaciens délivrent chaque jour des médicaments homéopathiques.
Cela prouve aussi l'efficacité de l'homéopathie.

Le Président-Directeur-Général des Laboratoires Dolisos

François Lévy

F.LEVY

* Copie des travaux de recherche cités ci-dessous disponible au Centre de Documentation Dolisos 62 rue Beaubourg 75003 Paris.
** Enquête Cofrencia réalisée en 1987.

Proche-Orient

Le conflit entre l'Iran et l'Irak

Bagdad reconnaît un important revers au Kurdistan

L'Irak a reconnu, le jeudi 17 mars, avoir subi un revers sérieux avec la chute de deux villes kurdes aux mains des forces iraniennes, et s'est déclaré déterminé à poursuivre la « guerre des villes » à outrance pour « imposer » la paix à l'Iran.

Engagée depuis cinq jours dans de très violents combats dans la province kurde de Suléimaniyeh, à moins de 300 kilomètres au nord-est de Bagdad, l'armée irakienne a dû se retirer de tout un secteur à la pointe orientale de cette province. Deux villes frontalières kurdes, Halabja (70 000 habitants) et Khurmal, à une dizaine de kilomètres plus au nord, ainsi que plusieurs localités et villages de cette région, sont tombés aux mains des forces iraniennes. Un porte-parole militaire irakien a reconnu la chute de ces deux villes, mais l'a annoncée dans le cadre d'un « démenti » aux « allégations » iraniennes sur le déroulement des combats. « Il n'y a pas de combats, puisque l'armée irakienne a évacué Halabja et Khurmal », a-t-il déclaré, en accusant l'Irak d'être en train de « détruire » Halabja.

Pour leur part, les Iraniens ont accusé les Irakiens d'avoir utilisé des armes chimiques dans la région, faisant des milliers de morts. Un porte-parole de l'Union patriotique kurde (UPK, mouvement indépendantiste allié de Téhéran), de son côté, a affirmé que les rebelles kurdes avaient enlevé Halabja dès mardi, avec l'aide des forces iraniennes.



Dans le Golfe, un marin japonais a été tué lors de l'attaque, jeudi soir, d'un cargo panaméen par des vedettes iraniennes.

Parallèlement, Téhéran a été évacuée par un grand nombre de ses habitants, notamment les femmes et les enfants, après la reprise, dimanche, des bombardements irakiens, rapportent des voyageurs en provenance de la capitale iranienne. Celle-ci, huit millions d'habitants, offre le visage d'une ville morte. « Les rues sont presque désertes », ont déclaré à l'AFP ces voyageurs, précisant que les autorités ont facilité l'accueil de ceux qui voulaient partir dans les villes et les villages autour de Téhéran. Dans un rayon d'une centaine de kilomètres, les mosquées ont été transformées en centres d'hébergement, et des distributions de nourriture sont organisées par la population locale. A Londres, le chef de l'UPK, M. Jalal Talabani, a accordé une interview à l'envoyé spécial du Monde.

« Nous ne négocierons jamais avec le président Saddam Hussein » nous déclare M. Jalal Talabani, chef du principal mouvement kurde irakien

LONDRES de notre envoyé spécial

« Le génocide dont ont été victimes les Arméniens en 1915 est en train de se répéter au Kurdistan irakien. De passage à Londres, M. Jalal Talabani, l'un des dirigeants historiques du mouvement nationaliste kurde et chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), la principale organisation des Pechmergas du Kurdistan irakien, s'étouffe de fait que l'opinion internationale ne s'émue pas outre mesure de ce qui se passe actuellement dans cette partie du monde. « Nous assistons, dit-il, à une véritable destruction de tout ce qui est kurde dans nos régions. Au cours du seul mois en cours, les Irakiens ont eu recours aux armes chimiques à vingt-trois reprises. Il y a encore trois jours, plus de deux mille Kurdes, pour la plupart des civils, ont perdu la vie à la suite de bombardements à l'arme chimique effectués par l'aviation irakienne dans la région de Halabja, occupée récemment par les forces de l'Irak. »

« Nous sommes, dit-il, contre toutes les formes de dictature. En l'occurrence, nous sommes des victimes du pouvoir personnel du président Saddam Hussein. La rupture entre nous et le numéro un irakien est définitive et irrévocable. Nous le considérons comme un criminel de guerre, et même s'il change d'avis et nous propose une formule de fédération, nous rejeterons son offre. Il faut qu'il parte. Tous les crimes qui sont commis au Kurdistan irakien sont ordonnés par lui et par lui seul. Quel qu'il arrive, nous ne négocierons jamais avec lui. »

Le chef de l'UPK affirme qu'il a reçu fin février une proposition de Bagdad lui demandant de reprendre les négociations qui avaient été suspendues en décembre 1983 dans le but de réviser la loi d'autonomie du 11 mars 1974 qui régit les relations de Bagdad avec les Kurdes d'Irak. Après quatorze mois de discussions laborieuses émaillées de multiples incidents, les pourparlers avaient échoué en janvier 1985, au moment où ils étaient sur le point d'aboutir.

M. Talabani souligne avec insistance que son hostilité à l'égard du président Saddam Hussein n'est pas dictée par un quelconque esprit de soumission à l'égard de Téhéran ni par l'alliance qu'il a conclue en octobre 1987 avec le régime de l'imam Khomeiny, qu'il considérerait jusqu'alors comme étant la véritable menace contre le mouvement nationaliste kurde.

Après l'échec des négociations avec Bagdad, affirme-t-il, les Iraniens nous ont offert leur aide à la condition que nous débarrassions nos « territoires libérés » des différents mouvements kurdes d'opposition au régime de Téhéran. « Nous avons répondu que notre vocation n'était pas de combattre nos frères kurdes, et il a fallu près de deux ans pour qu'ils se fassent à cette idée. »

Une rupture irrévocable

Dans ce contexte, M. Talabani approuve-t-il les propos de M. Aznive Neshitwan, le secrétaire général adjoint de l'UPK, qui nous déclarait il y a près d'un an souhaiter le démembrement de l'Irak en plusieurs petits Etats, chiite, sunnite et kurde ? (Le Monde du 16 avril 1987) Cette déclaration avait, à l'époque, suscité de vifs remous en Irak, y compris parmi les propres alliés de l'UPK qui y avaient vu une sorte de provocation malsadroite.

Après quelques hésitations, M. Talabani répond vaguement : « Nous sommes pour l'autonomie du Kurdistan irakien et pour son autodétermination. Si un régime démocratique s'installe en Irak, nous sommes prêts à accepter avec lui une formule de fédération qui reste à définir. Mais si l'Irak reste une dictature, nous opterons pour la création d'un Kurdistan indépendant. »

Une alliance purement tactique

M. Talabani estime que l'alliance conclue entre l'UPK, le Parti démocratique du Kurdistan (PKD) de Massoud Barzani et les Iraniens est de nature purement tactique. « Nous avons, dit-il, le droit et le devoir de nous allier avec ceux qui combattent nos ennemis mais sans mettre en cause notre indépendance. Il est vrai que nous n'aidons plus nos frères kurdes d'Irak qui combattent le régime de Téhéran, mais nous refusons de leur faire la guerre. »

Mais comment justifier une alliance, même tactique, qui nie le concept d'autonomie sous prétexte qu'il est incompatible avec l'Islam ? M. Talabani répond évasivement en affirmant que le régime de Téhéran ne se livre à aucun excès anti-kurde comparable à ce qui se passe au Kurdistan irakien et que son mouvement garde une indépendance totale à l'intérieur même de l'Irak à l'égard des islamistes groupés au sein du Conseil suprême de la révolution islamique d'Irak mis en place par Téhéran.

« La seule organisation islamique avec laquelle nous collaborons, précise-t-il, est le mouvement des musulmans du Kurdistan irakien. »

« Un religieux égyptien et un Libanais enlevés au Liban sud. — Un religieux égyptien, M. Mohamed Mahmoud Al Jiar, et un Libanais, M. Kassem Mahmoud Al Mahmoud, ont été enlevés, le jeudi 17 mars, au Liban sud par des hommes armés non identifiés, a-t-on appris de source proche de la sécurité libanaise. Les ravisseurs ont intercepté leur voiture au nord de Tyr, a-t-on indiqué de même source. M. Mohamed Mahmoud Al Jiar, de confession sunnite, est irakien à Bagdad, village proche de Tyr, où il vit depuis deux ans. Son rapit porte à six le nombre d'étrangers enlevés au Liban sud depuis le 5 février, date à laquelle deux fonctionnaires des Nations unies avaient été enlevés dans les environs de Seïda. Les deux hommes, un Suédois et un Norvégien, ont été relâchés vingt-cinq jours plus tard ; un Britannique et un Syrien, enlevés au début du mois, ont également été libérés. Un officier américain, le lieutenant-colonel Higgins, est toujours aux mains de ses ravisseurs. — (Teletex.) »

LIBAN

« Mon mari est mort à la fin de 1985 » confirme M^{me} Mary Seurat

Michel Seurat, le chercheur français enlevé le 22 mai 1985 au Liban, est mort et repose dans un cimetière situé à la sortie sud de Beyrouth, affirme son épouse, M^{me} Mary Seurat, dans un livre, *Les Corbeaux d'Alep*, à paraître le 22 mars (éditions « Lieu Commun-Callimard »). M^{me} Seurat écrit également que « le Quai d'Orsay aurait refusé le rapatriement (de la dépouille) pourtant proposé au cours des tractations ». Un porte-parole du Quai d'Orsay s'est refusé à tout commentaire à ce sujet. La mort de Michel Seurat a été annoncée par ses ravisseurs en mars 1986. Elle n'a jamais été confirmée officiellement. « Le hasard d'une rencontre, en janvier dernier, m'a permis d'apprendre le pire. Un conseiller technique, qui, lui aussi, a été mêlé aux négociations, me confia, à titre personnel, que mon mari était mort à la fin de 1985, que son corps reposait au cimetière de Raoudat-Al-Chahidayan [le jardin des deux martyrs], situé à la sortie sud de Beyrouth, mais que le Quai d'Orsay avait refusé un rapatriement pourtant proposé au cours des tractations », écrit Mary Seurat. Elle ne précise ni l'identité, ni la nationalité du conseiller, ni la date à laquelle ont eu lieu ces tractations, notamment si elles se sont déroulées sous le gouvernement socialiste ou sous l'actuel gouvernement de M. Jacques Chirac. Il y a plusieurs mois déjà, M^{me} Seurat avait demandé à Antenne 2 de ne plus mentionner son mari parmi les otages français encore retenus au Liban, étant déjà convaincue de sa mort. [Le Monde publie la semaine prochaine un compte rendu du livre de Mary Seurat.]

LES TROUBLES DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

Les autorités israéliennes accentuent leur pression économique

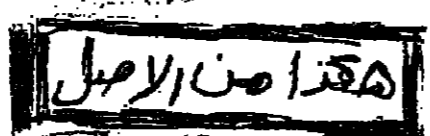
Tandis qu'à Washington le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, maintenait son opposition au plan de paix américain malgré l'insistance de ses interlocuteurs — le président Reagan et le secrétaire d'Etat George Shultz — l'administration des territoires occupés a accentué, jeudi 18 mars, sa pression économique sur les Palestiniens. Les autorités ont ainsi ordonné la fermeture des magasins aux heures où la « Direction unifiée du soulèvement » leur demandait d'ouvrir. Depuis deux mois environ, les commerces des territoires occupés sont ouverts durant trois heures dans la matinée et fermés l'après-midi à l'appel des nationalistes favorables à l'O.L.P. A Jérusalem-Est, les commerçants ferment le matin et ouvrent l'après-midi. Mais les autorités israéliennes sont décidées à remettre les « territoires occupés à l'heure israélienne ». Il s'agit de prouver que c'est l'armée, et non les nationalistes, qui a le dernier mot en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Les commerçants palestiniens se retrouvent devant un choix impossible : fermer leurs magasins vingt-quatre heures sur vingt-quatre au risque de se ruiner, ou reprendre le travail au risque de se faire accuser de « collaboration » avec l'occupant. L'armée avait déjà ordonné ces derniers jours la fermeture des magasins à certaines heures dans la région de Gaza et dans la ville de Jéricho. Cette mesure a été systématisée jeudi dans l'ensemble de la Cisjordanie, avec un succès relatif. A Ramallah et à El-Bireh, au nord de Jérusalem, des patrouilles militaires ont ordonné aux commerçants de fermer leurs rideaux de fer. Les commerçants n'ont obéi que pour quelques minutes. Par ailleurs, des bulldozers de l'armée ont déraciné, au cours de la nuit, une vingtaine d'arbres entourant le jardin d'un résident d'El-Bireh, d'où une bouteille incendiaire avait été lancée dimanche contre un autobus israélien. L'autobus desservant des implantations juives avait été brûlé sans qu'aucune victime ait été à déplorer. A Bethléem, au sud de Jérusalem, les magasins ont été contraints de

fermer sur ordre de l'armée, lorsqu'une centaine d'étudiantes palestiniennes ont tenté de pénétrer dans le campus universitaire pour protester contre la fermeture prolongée de leur université. Elles ont été repoussées par les forces de l'ordre. D'autre part, deux des trois militaires accusés d'avoir recouvert de terre quatre Palestiniens en Cisjordanie ont été condamnés à deux mois et demi et deux mois de prison par un tribunal militaire. A l'issue des trois jours d'entretiens à Washington de M. Shamir, la presse israélienne indiquait, jeudi, que M. Shultz effectuerait, le mois prochain, une nouvelle tournée au Proche-Orient dans le cadre de ses efforts de paix. Interrogé à ce propos, le secrétaire d'Etat a toutefois répondu qu'« aucune décision n'avait encore été prise ». Enfin, un combattant palestinien, ainsi qu'un Druze ont été tués et trois autres Palestiniens — dont un nourrisson — ont été blessés, jeudi, lors d'un raid de l'aviation israélienne sur la montagne druze, au sud-est de Beyrouth, a-t-on appris de source palestinienne et libanaise. Un immeuble de deux étages abritant une base du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP de M. Nayef Hawatmeh) a été touché de plein fouet par un missile air-sol, à Ainab (28 kilomètres au sud-est de Beyrouth) secteur contrôlé par le Parti socialiste progressiste (PSP) du chef druze Walid Joumblatt, a précisé à l'AFP un responsable du FDLP. L'immeuble s'est effondré sur ses occupants : un combattant du FDLP a été tué et deux autres blessés, ainsi que l'enfant de l'un d'eux, âgé de dix-huit mois. Un passant a également été tué. A Tel-Aviv, un porte-parole militaire a confirmé le raid, indiquant que des appareils « ont attaqué une base où se préparaient des attaques terroristes ». Le PSP avait, pour la première fois mercredi, revendiqué une attaque contre une position de la milice pro-israélienne de l'armée du Liban du Sud (ALS), à l'intérieur de la « zone de sécurité » créée par Israël. Des roquettes avaient en outre été tirées mercredi sur le nord d'Israël. — (AFP, Reuter.)

U.S.A. VIA TORONTO.
N'ATTENDEZ PLUS
A NEW YORK
VOUS ETES AU DESSUS
DE ÇA.

Vous savez sûrement que Toronto est une porte ouverte sur les plus grandes destinations canadiennes. Mais ce que vous ignorez peut-être, c'est que Toronto c'est déjà l'Amérique. Alors, si les amènes interminables à la douane et les formalités à n'en plus finir ne sont pas votre tasse de thé, faites un crochet par Air Canada, vous ne le regretterez pas. Toronto est une véritable plaque tournante vers les Etats-Unis : San Francisco, Los Angeles, Chicago, Boston, Miami, Tampa. Avec Air Canada, vous voyagez tranquille en bénéficiant du service et de la qualité d'une compagnie francophone. En 1^{ère} classe, ou en classe affaires, vous arrivez détendu, repôcé et à l'heure pour vos rendez-vous. Avec Air Canada, les Etats-Unis via Toronto, ça vous change un voyage.

AIR CANADA
UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS



Asie

La négociation d'un règlement en Afghanistan

Moscou annonce que le retrait soviétique n'est pas lié à la conclusion d'un accord à Genève

L'URSS a annoncé, jeudi 17 mars, qu'elle retirera ses troupes d'Afghanistan, même si les négociations de Genève échouent. Si aucun accord n'est conclu entre l'Afghanistan et le Pakistan, a précisé M. Vadim Perfiliev, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, « le retrait des troupes aura lieu selon d'autres modalités ».

« Nous le ferons nous-mêmes », en accord avec le gouvernement de Kaboul, a-t-il ajouté.

Le 8 février, M. Gorbatchev avait lié le retrait du contingent militaire soviétique « au refus d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan ». Il avait également lié la date du début de ce retrait - le 15 mai - à la signature, « le 15 mars au plus tard », d'un accord, à Genève, sur les conditions du rapatriement des troupes soviétiques. Mais, revenant sur la position antérieure de Moscou, il avait précisé que la signature de cet accord ne dépendait pas d'un règlement intérieur afghan.

« C'est un problème afghan purement intérieur, seuls les Afghans sont à même de le régler », avait-il déclaré.

L'URSS ayant ainsi pris la « décision politique » de se retirer militairement d'Afghanistan, les négociations indirectes de Genève, sous l'égide de l'ONU, entre Kaboul et Islamabad ont alors repris, dès le 2 mars, dans un climat plutôt optimiste, puisqu'il ne s'agissait, apparemment, que de s'entendre sur les modalités du retrait soviétique (calendrier, conditions de sécurité, contrôle international, retour des réfugiés, garanties internationales). Un accord de principe s'est rapidement dégagé sur une nouvelle proposition de Kaboul : un retrait soviétique commençant soixante jours après la signature d'un accord et s'étalant sur neuf mois, étant entendu que la moitié du corps expéditionnaire serait rapatrié dans les trois premiers mois.

Depuis, la date du 15 mars est passée et la négociation bute sur deux points : Islamabad réclame que « le principe et les modalités » d'un gouvernement intérimaire à Kaboul soient définis avant de signer l'accord. D'autre part, les Etats-Unis réclament une « symétrie » entre l'arrêt de leur

aide militaire à la résistance et celui de l'assistance militaire soviétique au régime actuel de Kaboul.

Dans ces conditions, les déclarations de M. Vadim Perfiliev ne signifient pas un changement de la ligne soviétique sur le fond. Moscou n'entend pas revenir, même en cas d'échec à Genève, sur sa « décision politique » de se retirer militairement d'Afghanistan. L'URSS ne veut pas davantage qu'un éventuel accord, sur ce retrait, soit lié à un règlement intérieur afghan. « Ce n'est pas notre problème ni le vôtre », avait déjà dit, le 8 février, M. Gorbatchev.

M. Perfiliev dit simplement que, en cas d'échec à Genève, Moscou organisera le retrait de ses troupes selon les modalités et dans les conditions qui lui conviendront. « Nous mettrons en place notre propre calendrier », a-t-il ajouté. Et il a insisté sur le fait que le Kremlin préfère, de toute façon, qu'un accord soit signé dans la ville suisse.

Face au risque de dérapage à Genève - où la polémique a pris le dessus, - il est possible que Moscou ait voulu adresser une sorte d'avertissement, notamment aux Pakistanais et aux Américains auxquels il reproche de faire obstruction à la signature d'un accord. Il se pourrait également que Moscou ne soutienne pas une revendication, introduite mercredi par le délégué de Kaboul, sur la négociation de la délimitation controversée d'une partie de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan.

Pour peu que le Pakistan maintienne d'ici là ses exigences sur la question d'un gouvernement intérimaire, il semble peu probable que la négociation soit relancée avant le séjour à Washington, du 20 au 23 mars, de M. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, en vue de préparer le prochain sommet soviéto-américain. Mais, en tout état de cause, M. Gorbatchev ne semble avoir guère de choix. Condamné à l'enlèvement s'il reste, il doit quitter l'Afghanistan. Simplement, il souhaite que l'opération soit sanctionnée par un accord international.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

BIRMANIE : violents incidents

L'armée a occupé le campus universitaire de Rangoon

L'armée a occupé, le jeudi 17 mars dans la soirée, le campus universitaire de Rangoon, faisant usage de gaz lacrymogènes pour tenter de disperser une manifestation de milliers d'étudiants. Elle a procédé à des centaines d'interpellations et une cinquantaine d'étudiants ont été blessés, a-t-on appris, vendredi, de source bien informée à Bangkok.

Des habitants du quartier de l'université s'étaient joints à la foule d'étudiants armés de pierres. Selon des témoins, au moins dix camions de l'armée remplis de manifestants

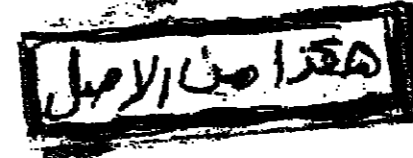
arrêtés ont quitté le campus. Toutes les routes menant à l'université ont été coupées, y compris l'artère principale reliant la capitale à l'aéroport.

Les autorités birmanes n'ont fait aucun commentaire sur ces événements provoqués par la mort d'un étudiant, mystérieusement abattu lors des émeutes qui ont eu lieu à l'Institut de technologie de Rangoon le week-end dernier et qui ont fait, en outre, treize blessés. Le gouvernement, qui avait initialement déclaré que l'étudiant avait été poignardé lors d'affrontements avec des jeunes gens provoqués par des étudiants en colère, a officiellement ouvert une enquête sur ce décès.

Les manifestations de jeudi sont les plus importantes depuis 1974, quand une révolte étudiante avait été brutalement réprimée par les autorités. - (Reuter.)

● INDE : cent vingt-cinq personnes brûlées vives dans un accident d'autocar. - Quelques cent vingt-cinq personnes, dont quarante enfants, sont mortes brûlées vives dans l'accident de l'autocar qui les transportait à une cérémonie de mariage dans le centre de l'Inde, a indiqué, le jeudi 17 mars, l'agence indienne PTI. Seules vingt-six personnes ont survécu à l'accident, dont le fiancé. Le véhicule a heurté une canalisation dans un village du Madhya-Pradesh, puis a fait deux tonnes avant de prendre feu, a indiqué PTI en citant un survivant. - (AFP.)

● La tournée de M. Rogatchev. - Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, qui effectue une tournée en Asie du Sud-Est (la Monde du 18 mars), a participé, mercredi 16 et jeudi 17 mars, à Phnom-Penh, à une « conférence consultative » avec ses homologues vietnamien, laotien et cambodgien. Cette conférence, qui s'était déjà réunie l'an dernier, a été notamment consacrée au conflit cambodgien, au différend frontalier lao-thaïlandais et aussi à la question des îles Spratleys. - (AFP.)



Afrique

AFRIQUE DU SUD : le sursis accordé aux « six de Sharpeville »

Allégresse chez les Noirs, soulagement à l'étranger

Le « soulagement » et la « satisfaction » ont fait écho, jeudi 17 mars, à l'étranger à l'allégresse enregistrée chez les Noirs sud-africains après le sursis d'un mois accordé par la justice aux six condamnés à mort de Sharpeville (nos dernières éditions du 18 mars). « Soulagement » officiel à Bonn où le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, a exprimé « l'espoir que

seront désormais créées les conditions pour une justice conforme à un Etat de droit ».

« Satisfaction » à Paris où M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, voit dans la décision de Pretoria « un premier pas dans la voie de la raison ». Les six condamnés devraient cependant être présentés au bourreau le 18 avril si le procès n'est pas révisé d'ici là.

s'agir d'un élément nouveau susceptible de rouvrir le dossier. Or, son président, M. Human, est le même magistrat, qui en première instance, a refusé le contre-interrogatoire. La défense s'est évidemment réjouie de ce retour, avocats avaient d'ailleurs souligné, lors du premier procès, que si des confessions étaient faites, elles devaient être rendues publiques si elles pouvaient profiter à l'accusé, en l'occurrence, à deux accusés sur six.

C'est pourquoi, le Parti socialiste français et Amnesty International, entre autres, tout en se « félicitant » du « recul sud-africain », appellent à rester mobilisés. Jeudi soir, environ trois mille personnes, selon la police, s'étaient réunies devant l'ambassade sud-africaine à Paris pour protester, et de brèves échauffourées ont opposé les forces de l'ordre à des groupes de manifestants qui souhaitaient pénétrer dans l'ambassade.

JOHANNESBURG de notre correspondant

Le rendez-vous avec le bourreau n'a pour l'instant, été différé que d'un peu plus de quatre semaines. Les « six de Sharpeville » sont toujours condamnés à la peine capitale. La nouvelle échéance a été fixée au 18 avril. D'ici là, la défense va s'efforcer d'obtenir la réouverture du dossier et de convaincre la justice que les charges retenues ne sont pas suffisantes et surtout qu'elles ne sont pas certaines. En accordant le sursis, le magistrat de la Cour suprême de Pretoria, M. Wessels Human, a bien précisé que les six « accusés participants » et non pas de paisibles badauds. Il s'est insurgé contre les déclarations qui tendaient à faire croire qu'ils avaient été membres passifs d'une foule en colère. Et cela, même si leur participation directe au

meurtre de l'adjoint au maire n'a pu être prouvée. Si la Cour, contre toute attente, a ordonné l'ajournement temporaire de l'exécution, c'est en raison d'un faux témoignage. Il s'agit des déclarations d'un homme, Joseph Maneta, qui a reconnu que ses accusations avaient été formulées après avoir été maltraité par la police. Les noms de deux des inculpés lui auraient même été soufflés. Joseph Maneta s'était rétracté après d'un avocat avant le premier procès, mais sa confession n'avait pu être prise en compte lors des débats, car il s'agissait de confidences préalables à sa désignation comme témoin à charge.

Le tribunal a opposé le principe du « privilège » qui interdit de faire état de conversations privées entre un avocat et son client et a donc refusé que la défense procède à un contre-interrogatoire. Jeudi, la Cour suprême de Pretoria a présumé qu'il pouvait

être rétracté, cela n'est plus suffisant selon la défense pour confondre un accusé. De plus, ces accusations forcées et fabriquées sèment le doute quant à la validité de l'autre témoignage qui, lui, concerne presque tous les condamnés à mort. La défense dispose donc d'une carte maîtresse. On s'interrogera sans doute longtemps sur les raisons pour lesquelles elle a été acceptée in extremis par la Cour après avoir été

rejetée en première instance et en appel. Est-ce à dire que les « six de Sharpeville » vont pouvoir échapper définitivement à la potence ? On n'en est pas sûr. Le sursis provisoire a été salué comme une victoire. La Cour suprême de Pretoria a soudain abrité un joyeux charivari : des débordements de rires, d'effusions, d'applaudissements, de cris d'une foule qui croyait plus vraiment quelques minutes auparavant. Des Noirs se sont mis à danser. L'avocat, M. Denis Kunj, a été porté en triomphe. « Amandla Awethu » (le pouvoir au peuple). L'évêque Desmond Tutu a, comme il se doit, remercié Dieu.

La décision réconforte la communauté noire, soulage le pouvoir et satisfait l'opinion publique internationale. La justice est finalement venue à la rescousse, d'un gouvernement qui

affectait d'être insensible aux pressions, et qui refusait de céder à ce qu'il qualifiait d'« exploitation politique » d'une affaire judiciaire. Le bureau officiel de l'information a fait remarquer que ce sursis « démontre une fois encore que l'Afrique du Sud a un système judiciaire indépendant ». La communauté a même souligné « la sagesse du chef de l'Etat et de ses ministres de ne pas s'immiscer dans le processus légal ». Il reste cependant à transformer en espoir définitif cette démonstration d'indépendance.

Quelques heures plus tôt, en début de matinée, une voiture piégée avait explosé dans la banlieue de Johannesburg, à Krugersdorp. L'attentat a fait trois morts, tous Noirs, et une vingtaine de blessés dont une fillette de quinze mois. Ce n'est sans doute pas un hasard si le véhicule avait été placé devant le palais de justice, situé à proximité d'un commissariat de police.

Un avis de recherche assorti d'une forte récompense a été lancé contre le fils d'un professeur blanc de l'université africaine de Stellenbosch, Heinrich Johannes Grosskopf, également soupçonné d'être l'auteur de l'attentat, en juillet dernier, contre le quartier général de l'armée à Johannesburg qui avait fait soixante-dix blessés.

MICHEL BOLE-RICHARD.

A TRAVERS LE MONDE

Yougoslavie

L'éditorial « contre-révolutionnaire » d'une revue slovène

Belgrade. - Le jour même où M. Gorbatchev se trouvait en visite à Ljubljana, le dernier numéro de la revue de la Jeunesse slovène, *Mladina*, a été provisoirement interdit par le parquet de Slovénie en raison d'un éditorial extrêmement critique pour les autorités yougoslaves. Ce texte signé « la rédaction contre-révolutionnaire », constitue un long réquisitoire contre le pouvoir, accusé de trouver plus pressant de museler la presse et de vendre des armes que de combattre la corruption et l'inflation et de ramener une économie « à l'agonie ».

Mladina dénonce également les privilèges des dirigeants, ainsi que « l'infirmité » de la Ligue des communistes de Yougoslavie et son monopole sur les affaires du pays. « Si vous restez encore longtemps au pouvoir, nous allons droit vers la restauration du féodalisme », écrit notamment *Mladina*, ajoutant que pour échapper à « l'avenir sans perspectives », les jeunes « n'ont d'autre recours que de faire la contre-révolution ». (AFP.)

Maroc

Protestation contre des sévices dans une prison de Casablanca

Deux « détenus politiques » marocains observent, depuis le 8 février, une grève de la faim illimitée à la prison Ain-Boudja de Casablanca en signe de protestation contre les tortures dont ils ont été l'objet, a annoncé l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM).

Le Monde
IMMOBILIER
chaque samedi dans
LE MONDE
RADIO-TELEVISION

DU 17 AU 21 MARS
5 JOURS CHAMPIONS
Dart'mat
dans la course
146 BD DE GRENELLE 75015 ☎ 45 75 62 80

EXPOSITION

JEU

1988

DU 18 AU 31 MARS 1988

ORGANISÉE PAR **Le Monde** DANS TOUS LES **Relais H**

- ce qui restera des sept dernières années
- les 12 événements qui ont marqué le septennat de François Mitterrand
- comment **Le Monde** en a rendu compte
- les meilleurs dessins de Plantu

1) VISITEZ

L'EXPOSITION DANS TOUS LES RELAIS H DE FRANCE (METRO, GARES, AEROPORTS)

2) TROUVEZ

CE QU'EN PENSENT LES FRANÇAIS. PARTICIPEZ AU JEU. Sur la base d'un sondage IPSOS pour le Monde et Relais H.

GAGNEZ

2 CROISIÈRES POUR 2 PERSONNES EN MEDITERRANÉE (1^{er} et 2^e PRIX)

- VENISE • DUBROVNIK • MYSTRA
- ISTANBUL • RHODES • VILLEFRANQUE

JEU GRATUIT SANS OBLIGATION D'ACHAT

Europe

IRLANDE DU NORD

Un nouvel enterrement s'est déroulé sans incident à Belfast

BELFAST
de notre envoyé spécial

La tension a baissé, jeudi 17 mars, dans les quartiers catholiques de Belfast-Ouest. Le Saint-Patrick a été célébré conformément à la tradition, et l'inhumation d'un membre de l'IRA, Kevin McCracken, tué lundi par l'armée britannique, s'est déroulée sans incident.

Des voitures ont été à nouveau incendiées dans la soirée par de jeunes catholiques, mais en bien moins grand nombre que mercredi. Une patrouille de policiers a essuyé des coups de feu dans le centre-ville et une bombe a explosé dans le nord, mais cela constitue pratiquement la routine à Belfast.

La police et l'armée se sont tenues à l'écart du cimetière de Milltown. Le Sinn Féin, l'aile politique légale de l'IRA, assurait son propre service d'ordre. De jeunes militants surveillaient le *no man's land* qui sépare l'autoroute menant à Dublin du cimetière. C'est de là que serait venu mercredi le tireur isolé protestant qui a jeté des grenades sur la foule réunie pour les obsèques des trois membres de l'IRA tués à Gibraltar, tuant trois personnes.

L'IRA a cependant évité de provoquer directement les autorités britanniques. L'hommage militaire rituel n'a pas été rendu au cimetière lui-même, mais deux heures plus tôt dans une rue du quartier catholique de Falls. Trois membres masqués de l'IRA ont tiré en l'air une salve d'armes automatiques et se sont aussitôt dispersés. La messe d'enterrement à l'église de la Trinité, dans un des quartiers les plus pauvres du ghetto catholique, Turs Lodge, a été l'occasion d'un sermon particulièrement musclé. Le curé de la Trinité a expliqué l'engagement dans l'IRA de nombre de ses jeunes paroissiens par l'injustice qu'ils auraient à subir quotidiennement. « Ils sont sans

cesse injuriés, harcelés et humiliés par les forces de l'ordre. Doit-on être surpris si certains d'entre eux jettent des pierres ou des bombes au pétrole, brûlent des voitures ou même entrent à l'IRA? », a-t-il déclaré en chaire.

Le conseiller local du Sinn Féin, qui a prononcé l'oraison funèbre au cimetière, a réaffirmé, de son côté, qu'il y avait eu, mercredi, « collusion » entre la police provinciale et le tireur protestant.

« En venant ici malgré l'attaque de la veille, nous avons prouvé que nous ne céditions pas à l'intimidation », a-t-il conclu.

Le tireur protestant isolé auteur de l'attaque du cimetière était tous jours gardé vendredi dans un hôpital de Belfast. L'IRA a fait circuler un tract donnant son nom, Michael Stone, et son adresse... La principale organisation paramilitaire protestante, l'Ulster Defence Association (UDA), a réaffirmé jeudi qu'elle avait rejeté sa demande d'adhésion il y a un an parce qu'il avait été précédemment condamné pour des vols mineurs. Un porte-parole de l'UDA a décrit Michael Stone, trente-deux ans, originaire du quartier loyaliste de Braniel à Belfast-Est, comme « une sorte de Rambo ». Un responsable de l'UDA, M. Thomas Little, nous a déclaré de son côté qu'il était le type même de recrue dont son organisation ne voulait pas : « Avec son passé de délinquant, il pouvait parfaitement devenir un indicateur de police ». M. Little s'attend à des « représailles » de l'IRA après ce qui s'est passé mercredi. La perspective d'une éventuelle interdiction de l'UDA, réclamée par les dirigeants catholiques modérés, ne l'émeut pas outre mesure. « On en parle depuis des années, cela ne nous empêcherait pas de poursuivre notre action », estime-t-il.

Les organisations paramilitaires protestantes sont, en réalité, depuis plusieurs mois dans un grand désar-

roi. Elles ont été mêlées publiquement à des affaires de détournement de fonds à des fins personnelles, qui ont terni leur image et provoqué les luttes internes entre leurs dirigeants. Il semble que les armes dont disposait Michael Stone proviennent d'un stock acheté à la fin de l'an dernier à la fois par l'UDA et par une autre organisation paramilitaire moins importante, l'Ulster Volunteer Force (UVF).

La part de l'UDA dans cet achat groupé a été saisie en janvier par la police provinciale. Le pistolet automatique et les grenades quadrillées dont disposait Michael Stone viendraient du contingent alloué à l'UVF. La police semble enfin mettre en accusation la thèse du Sinn Féin selon laquelle Michael Stone serait parvenu dans le cimetière à partir de l'autoroute; des témoins auraient été retrouvés qui auraient partagé un taxi avec ce dernier. Celui-ci serait ainsi entré dans le cimetière avec la foule en densité, et ne se serait détaché d'elle que par la suite. La police provinciale continue d'inviter les personnes présentes à lui fournir des informations. Mais le Sinn Féin, qui poursuit sa propre enquête, déconseille aux témoins de collaborer avec la police.

DOMINIQUE DHOMBRES.

URSS

Le comité régional du PC du Nagorny-Karabakh demande le rattachement à l'Arménie

Moscou. (AFP). — Le comité régional (Obkom) du parti communiste du Nagorny-Karabakh s'est prononcé officiellement, le jeudi 17 mars, pour la restitution à l'Arménie de cette région autonome rattachée sous Staline à l'Azerbaïdjan voisin, a indiqué vendredi à l'AFP un responsable de l'Obkom, joint au téléphone depuis Moscou.

L'Obkom, réuni en séance plénière, a adopté une résolution en ce sens, après que 70 000 personnes eurent manifesté le jour même à Stepanakert, chef-lieu de la région, a-t-il dit.

La résolution a été publiée vendredi dans le journal local *SovietSKI Karabakh*, a précisé ce responsable. Il a lu au téléphone ce texte qui demande au Politburo, l'instance suprême du PC soviétique, de réparer « l'erreur historique » qui a consisté le rattachement, en 1923, du Nagorny-Karabakh à l'Azerbaïdjan.

Deux limogeages après les massacres de Soumgait

MOSCOU
de notre correspondant

Les pogroms anti-arméniens de Soumgait viennent de coûter leur poste au maire et au premier secrétaire du Parti communiste de cette ville, MM. Zade et Mamedov, qui ont été contraints, mercredi 16 mars, de remettre leur démission.

Il s'agit là des premières sanctions politiques prises à la suite de ces massacres qui, pour s'en tenir au bilan officiel et très contesté, avaient fait, le 28 février dernier, trente-deux morts et un grand nombre de blessés.

On peut difficilement imaginer que la responsabilité de la passivité dont les forces de l'ordre avaient fait preuve face au déclenchement de ces violences n'ait tenu qu'à ces deux hommes. Si les sanctions devaient toutefois remonter plus haut, elles toucheraient obligatoirement la direction du PC d'Azerbaïdjan, ce qui ne pourrait relever que d'une décision politique au plus haut niveau.

Parallèlement, quelques journaux de Moscou ont commencé à distiller des bribes d'information ou d'analyse sur la crise du Nagorny-Karabakh, la région autonome d'Azerbaïdjan dont la population est majoritairement arménienne et où avaient débuté, il y a un mois, les troubles du Caucase. Mercredi, les *Nouvelles de Moscou* déplorait ainsi, dans un long article, que ni la Constitution de l'URSS ni celles des différentes Républiques ne précisent les droits des régions autonomes.

Ces droits sont souvent « fictifs », écrit l'hebdomadaire, en soulignant notamment que le Nagorny-Karabakh avait été complètement coupé de la vie culturelle arménienne.

LUC ROSENZWEIG.

AUTRICHE : renouvellement des cadres et rénovation idéologique

M. Sinowatz cède la place au chancelier Vranitzky à la tête du Parti socialiste

L'ancien chancelier autrichien, M. Fred Sinowatz, a annoncé jeudi 17 mars à Vienne sa démission de la présidence du Parti socialiste (SPOe). La direction du parti a désigné à l'unanimité l'actuel chancelier Franz Vranitzky pour lui succéder, choix qui doit être entériné par un congrès extraordinaire convoqué pour le 11 mai prochain.

VIENNE
de notre correspondante

Cette double décision marque la volonté du SPOe de brusquer un processus de renouvellement des cadres rendu nécessaire par l'implication de plusieurs dirigeants dans un certain nombre d'affaires qui secouent actuellement le monde politique viennois. En dehors de M. Sinowatz, il a été annoncé qu'un autre dirigeant du SPOe, M. Leopold Gratz, président du conseil national, abandonnerait ses fonctions de chef de la section viennoise du parti lors de son congrès le 23 avril.

M. Gratz est accusé d'avoir couvert les activités criminelles d'un de ses meilleurs amis, M. Udo Proksch, propriétaire du célèbre café Demel, contre lequel a été lancé jeudi 17 mars un mandat d'arrêt international. M. Proksch est recherché pour « escroquerie grave et homicide prémédité au moyen d'explosif ». Il est soupçonné d'avoir organisé en janvier 1977 le naufrage d'un cargo, le *Lucerna*, dont le chargement avait été assuré pour 31 millions de francs suisses. Le *Lucerna* était censé transporter une installation de traitement d'uranium. En réalité, il ne se serait agi que de ferrailles sans valeur. Arrêté à deux reprises, mais relâché à la suite d'interventions politiques, M. Proksch, actuellement en fuite, avait fondé avec M. Gratz le Club 45, une sorte de « loge rouge » au sein de laquelle se retrouvait tout

le gratin politique à l'époque de l'ancien chancelier socialiste Bruno Kreisky. Il avait été libéré la dernière fois après que M. Gratz, ancien ministre des affaires étrangères, eut fait venir par la valise diplomatique, de Bucarest, des documents censés prouver que le *Lucerna* transportait bien une installation nucléaire.

Une réalité
sombre

M. Sinowatz est victime, pour sa part, d'un procès en diffamation perdu, en première instance, contre un journaliste qui avait affirmé qu'il avait lancé de façon préméditée l'affaire Waldheim. On lui reproche d'avoir annoncé des mois avant l'élection présidentielle de 1986, dans une réunion du parti, « vouloir informer l'opinion en temps utile sur le passé brun » de M. Waldheim. M. Sinowatz a toujours démenti, mais le tribunal l'a convaincu de mensonge. L'ancien chancelier est également mêlé à une affaire de ventes d'armes illégales à l'Iran par une entreprise d'Etat. Un autre dirigeant socialiste, l'actuel ministre de l'intérieur, M. Karl Blecha, est impliqué dans la même affaire. Les deux intéressés ont fermement démenti jusqu'à présent avoir été au courant de quoi que ce soit.

Le chancelier Vranitzky sortira sans aucun doute de cette opération d'épuration comme l'homme fort du SPOe. Attaqué par l'aile gauche pour son pragmatisme, le chancelier a hésité à donner suite à la demande formulée à plusieurs reprises déjà de se charger de la direction du parti. Il avait jusqu'ici préféré se consacrer à son programme de réformes économiques qui heurte une partie des traditions du parti.

La « réunification » des deux fonctions entre ses mains doit forcément accélérer la rénovation idéologique du SPOe qui se prépare à fêter son centenaire à la fin de cette année.

L'aile gauche du parti n'a pas de choix pour l'instant et dû « avaler » une réforme fiscale et un programme de privatisation et de restructuration industrielle très contestés. Le score honorable du SPOe aux élections de novembre 1986 - 43,3 % des voix - ne doit pas cacher la réalité : ce n'était pas le parti qui avait gagné, mais son candidat à la chancellerie, M. Vranitzky. La réalité est sombre : depuis 1983, un sur six se les électeurs a abandonné le SPOe et, pour la première fois depuis 1971, la majorité des électeurs avaient voté en faveur des partis dits conservateurs.

WALTRAUD BARYLL.



AUTEUIL
DU 44 AU 58
Le mode pour les plus
jeunes des femmes
100, Rue de Passy 75016 Paris
Tél. : 1. 42.24.92.92
CATALOGUE GRATUIT
SUR DEMANDE

FOURRURES GEORGE V

du vendredi
18 mars
au 31 mars

RÉALISATION MASSIVE DES STOCKS

MANTEAUX					
Ragondin	8250 ^F	3850 ^F	Vison pastel	29750 ^F	14875 ^F
Zorinos	3850 ^F	2350 ^F	Renard blue silver	42750 ^F	17850 ^F
Vison pastel, morceaux	11850 ^F	5850 ^F	Vison Ko hi noor	55000 ^F	26850 ^F
Opossum d'Amérique	3850 ^F	6250 ^F	Vison blanc	65000 ^F	27850 ^F
Vison dark, morceaux	12750 ^F	6450 ^F	Lynx canadien	82750 ^F	31850 ^F
Rat d'Amérique	16850 ^F	9450 ^F	Pékan	85000 ^F	38750 ^F
Marmotte	28750 ^F	13850 ^F	Zibeline blonde	195000 ^F	85000 ^F
Vison dark	28750 ^F	14350 ^F			
VESTES					
Ragondin	5650 ^F	2450 ^F	Renard blue silver	19500 ^F	10850 ^F
Astrakan et tricot	7850 ^F	3650 ^F	Vison dark	22750 ^F	11850 ^F
Vison Kohinoor lustré	16750 ^F	7350 ^F	Vison saphir	35000 ^F	18750 ^F
Coyote	14750 ^F	7850 ^F	Pelisses inter. Lapin col opossum	3250 ^F	1750 ^F

MAGASIN OUVERT
TOUS LES JOURS
SANS INTERRUPTION
DE 10 H A 19 H



ouverture
exceptionnelle
dimanche
20 MARS

FOURRURES GEORGE V

40, Av. George V, Paris 8^e

مكتبة الامم المتحدة



Politique

La primaire dans la majorité

Les réactions au projet de M. Balladur d'une confédération conservatrice et libérale

L'UDF s'insurge contre la hâte et l'appétit du RPR

M. Raymond Barre s'est montré plus que dubitatif sur la proposition formulée dans le Monde par M. Edouard Balladur de réunir dans une grande confédération le RPR et l'UDF. Au cours de l'émission - Le monde en face - sur TF 1, le jeudi 17 mars, le candidat à la présidence de la République soutenu par l'UDF a déclaré : « Il y a en France des sensibilités différentes, ces sensibilités s'expriment dans des formations politiques ; certaines formations sont très organisées, ce sont des partis, d'autres formations sont plus souples [...] ; ce qui est important, c'est que ces sensibilités puissent s'exprimer ; je ne suis pas sûr que rassembler tout cela dans une seule organisation soit efficace dans la mesure où l'on verrait réapparaître des organisations nouvelles qui resteraient ces courants traditionnels ; il y a en France une grande persistance des courants politiques. »

Au cours du journal de TF 1 qui a précédé l'émission, M. Barre avait regretté que « l'on s'intéresse uniquement pendant cette campagne électorale à ces manœuvres, à ces intrigues qui relèvent beaucoup plus de la République des partis que de

la 5^e République ». Il a précisé : s'il y avait eu un grand Parti libéral - dans les circonstances actuelles, je me serais quand même présenté ».

M. Chirac : pas avant le 8 mai

M. Chirac s'est déclaré, jeudi soir, lors d'un meeting à Evry (Essonne), favorable à la création d'une confédération UDF-RPR, évoquée par M. Balladur, mais a estimé qu'elle n'était pas possible avant l'élection présidentielle. « Après cette élection, selon les résultats, l'union de la majorité, qui s'est déjà beaucoup renforcée depuis deux ans dans l'épreuve de la cohabitation, pourrait l'être encore davantage, mais il faudra que chacun fasse un pas vers l'autre », a ajouté le premier ministre.

Venu à Dijon soutenir la candidature de M. Barre, entouré de six ministres UDF et de M. Michel Poniatowski, M. François Létard, de son côté, a lancé : « Quelle idée merveilleuse ! ». Il a aussi ajouté : « Ce n'est pourtant pas le moment et cela ne doit pas se faire comme cela. » On ne sort pas de son cha-

peau une telle manœuvre à quarante jours des élections. Le secrétaire général du PR a également estimé qu'il s'agit d'une attitude très désobligeante à son égard.

Quant au numéro deux du PR, M. Madelin, il a souligné qu'« à quarante jours d'une élection présidentielle, il était particulièrement inopportun d'ouvrir un débat sur la recomposition de la majorité dans un parti unique ». « Ce débat, a-t-il ajouté, est de nature à alimenter des manœuvres de divisions, nuisibles à la victoire de la majorité. »

Du côté des centristes, M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, estime dans le *Nouvel Observateur* que « l'existence de l'UDF et du RPR correspond à deux sensibilités différentes au sein de la majorité ». « Vouloir les fusionner serait une opération réductrice et mutilante », dit-il avant de souligner : « Un seul parti et un seul leader, ce serait sacrifier au culte du chef derrière lequel on s'allierait. C'est une bonne chose qu'il y ait dans un camp des hommes d'égale qualité et de sensibilités différentes qui soient en situation de concurrence. A condition que cette concurrence ne dégénère pas en affrontements brutaux ».

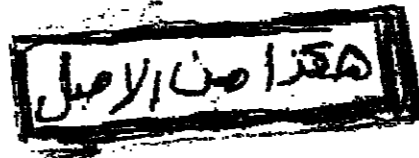
De même pour M. Michel Dur-

ant, sénateur UDF de la Loire, « la tentative d'OPA sur la majorité constitue une inconvenance et une erreur politique. Une inconvenance car beaucoup au sein de l'UDF, notamment au sein de la famille radicale, n'accepteront jamais de se reconnaître dans le RPR [...] dont l'orientation conservatrice et droite ne répond pas à leurs aspirations d'ouverture et de justice sociale. »

« Une erreur, car les effets induits de cette démarche maladroite au moment le plus inopportun n'ont pas fini de se faire sentir. Ce nouveau naufrage - politique celui-là - inquiétera les esprits les plus décidés à une coopération loyale et franche dans le cadre de la majorité. »

A gauche, enfin, M. Pierre Joxe a assuré : « Il y a actuellement une grande confusion dans la majorité entre le candidat du RPR et le candidat de l'UDF. Ce qui est clair, c'est que le RPR qui se prépare sans doute à un échec à l'élection présidentielle, se prépare à accaparer l'UDF. Laissons ces messieurs régler leurs comptes entre eux, la vraie campagne présidentielle va commencer parce que les vrais enjeux vont apparaître. »

De son côté, M. Pierre Mauroy a estimé que l'article de M. Balladur est un « article de défaite ».



M. Raymond Barre à TF 1

Sans « forfanterie » ni « défaitisme »

L'image, une fois encore, a eu plus d'importance que le fond. Invité le jeudi 17 mars du « Monde en face » sur TF 1, M. Raymond Barre a pu mettre en valeur ses qualités d'écoute, sa sensibilité devant les attentes des jeunes, les difficultés des personnes âgées, son admiration pour les créateurs d'entreprises dynamiques. Mais il a eu peu de temps pour parler de son programme, de ses propositions.

Le style de l'émission l'a voulu ainsi, en donnant la priorité aux reportages. Tant pis pour le candidat qui ne cesse de se plaindre que dans cette campagne, on privilégie la forme sur le fond. Tant mieux pour M. Barre, qui a ainsi pu montrer qu'il n'est pas qu'un professeur promettant du sang et des larmes pour sauver l'économie française.

Amoureux de grande musique, il connaît aussi les classiques du western dans les moindres détails de leurs scénarios. Préoccupé par la détresse de nos anciens, isolés dans une société qui n'est plus faite pour eux, il est aussi passionné par les questions des enfants et prêt, tout à la fois, à diminuer leur temps de classe et à maintenir le pouvoir d'achat des retraités, même s'il faut pour cela instituer un nouveau prélèvement sur l'ensemble des revenus.

Ravi de voir que de jeunes chômeurs se lancent dans la création d'entreprises, comme il le leur avait conseillé lors de son passage à l'hôtel Matignon, il n'en oublie pas pour autant les autres, à qui il assure que la solidarité nationale doit atténuer les conséquences des mutations économiques.

Par le choix de ses reportages et de ses intervenants extérieurs, Christine Ockrent a permis à M. Barre de mettre en avant ces qualités de candidat à l'élection présidentielle. Inséré dans une émission intéressant tout développement, le candidat n'a pu que glisser ces quelques petites phrases sur l'enjeu politique des élections. L'« éducation dans lequel l'étoufferait M. Jacques Chirac ne l'empêche pas de respirer, puisqu'il est tout à fait normal » qu'il soit « d'accord sur de nombreux points avec lui », les « différences », il y en a bien sûr, mais ce ne sont pas aux candidats de se « démarquer », simplement aux

électeurs de bien faire le lien « entre les actes et les paroles des uns et des autres ».

Pour ceux qui n'avaient pas bien compris, il a quand même redit son rejet de la coupure droite-gauche, qu'il a moins de moyens financiers que l'autre candidat de la droite, que la France n'a pas réussi à créer des emplois depuis mars 1986, qu'il ne comprend pas bien comment M. Edouard Balladur peut s'opposer au rachat des Echos par un groupe anglais, qu'il trouve anormal que l'on dise « que tout va bien » pour la Sécurité sociale, alors que « l'on sait très bien qu'en juin il faudra trouver 19 milliards de francs », surtout qu'il ne pense pas que « l'on puisse dire » que « des réactions racistes » devant les difficultés créées par l'immigration sont « compréhensibles » car, pour lui, la xénophobie est « inacceptable ».

Le ton le plus calme

Tout cela dit de ton le plus calme, comme s'il s'agissait d'une évidence. Même avec M. François Mitterrand, M. Raymond Barre s'est montré compréhensif : « Personne ne peut lui faire grief de son silence ; à sa place on ferait peut-être la même chose », même s'il serait « souhaitable » que les choses soient plus claires. Car le désaccord « sur les orientations politiques » n'empêche pas d'admettre les « qualités intellectuelles d'un adversaire ». Tant pis pour son lieutenant, M. Charles Millon, qui, l'après-midi même, avait publié un document axé virtuellement sur la personnalité du président de la République.

Même les sondages et les manœuvres politiques ne l'impressionnent pas, même si M. Barre a du mal à comprendre ceux qui se préoccupent tant d'un « futur qu'ils ne connaissent pas » : c'est de la « forfanterie » ou du « défaitisme », dit-il. Lui n'est atteint ni par l'un ni par l'autre. Cette émission ne lui a pas donné l'occasion de développer son programme, elle lui a au moins permis de confirmer son apparence « sérénité ».

THIERRY BRÉHER.

M. Chirac prépare son sacre du printemps

Vingt mille mètres carrés de parquet, 35 000 mètres carrés de toile, 15 kilomètres de tissu, 30 millions de thermies, 30 kilomètres de câbles électriques, 80 semi-remorques, 3 grues, 10 engins de levage... et un candidat. Prévert ? Non, l'intendance que le RPR fait suivre pour organiser, le dimanche 20 mars, sur l'hippodrome de Vincennes, sa « grande réunion nationale ». Il y faut aussi ajouter des films : *Bilan contre bilan* et *Oui, c'est Chirac*, réalisés par Jacques Monnet, des clips vidéo, des projections laser, des groupes folkloriques qui, en ce jour du printemps, sacreront le réveil de la nature... et des électeurs, quelques ministres sélectionnés pour leur popularité, MM. Balladur, Juppé, Pasqua, Séguin et M^{me} Barzach, un spectacle Johnny Hallyday et, en apothéose, vers 15 h 30, le discours de M. Jacques Chirac.

De ce lieu, de cette heure devra alors partir la dernière phase de la campagne du candidat avant le premier tour. Elle s'accompagnera de la diffusion d'une bande dessinée *Il était une fois Jacques Chirac* en couleurs, avec une édition en noir... pour que les enfants puissent colorier les scènes édifiantes de ce Tintin moderne, ami des grands et proche des humbles, héros sans peur et sans reproche d'une odyssée politique qui conduit inévitablement aux sommets. Un autre album, dû aux champions Guy Druet et Monique Bertoux, montre en Jacques Chirac... « la victoire du sport » incarnée ! De nouvelles affiches vont être apposées avec les images toujours aussi simples qui ont fait le succès des deux précédentes campagnes mais avec un slogan plus explicite et plus prometteur : « Nous irons plus loin ensemble ».

A travers ce thème, le candidat ambitionne maintenant de s'adresser à un électeur beaucoup plus large. La notion de rassemblement et de poursuite « ensemble » d'une action déjà engagée est susceptible de s'opposer efficacement - suppose-t-il - aux

thèmes comparables que M. Mitterrand pourrait utiliser. Il se base aussi sur l'accueil favorable réservé, selon lui, au bilan de son action au gouvernement qu'il a largement développé pendant la première phase de sa campagne et sur le quitus qui lui a été donné pour avoir pratiqué la cohabitation.

Des sondages d'opinion concordants l'ont convaincu qu'il avait désormais non seulement déjà fait le plein des voix RPR mais relié à lui un certain nombre de suffrages UDF. Son comité de soutien s'apprette à publier une brochure contenant les milliers de noms de personnalités appartenant aux comités locaux, d'où il ressort notamment, dit-on, qu'un maire sur deux y adhérant n'est pas RPR. Il espère conforter - à défaut de l'accroître - la petite avance que, selon les études d'intentions de vote, il aurait prise sur M. Barre. Un avantage qui, pour être mieux affirmé, n'exclut pas des appels du pied plus ou moins insistants envers l'électorat et même certains élus du Front national et également en direction de plusieurs composantes de l'UDF.

Le hasard programmé

Le sens de toutes ces opérations est de montrer que le candidat Chirac est attractif tandis que l'autre candidat de la majorité n'aurait pas réussi à obtenir la cohésion des éléments composites qui l'ont officiellement soutenu lors du lancement de son entreprise.

Enfin - *last but not least* - c'est au départ de cette dernière étape qu'éclate la proposition Balladur, conçue et élaborée pourtant depuis quelques semaines, sur la formation d'une « confédération » RPR-UDF. Une suggestion que le ministre d'Etat présente comme valable quel que soit le résultat des urnes le 8 mai. Voilà un hasard programmé avec une bien grande précision ! Ou

un « ballon d'essai » lâché en un temps soigneusement choisi ! Car si M. Chirac a tenu toute son énergie et ses activités multiformes vers le succès au premier tour, il peut aussi se comporter avec davantage de crédibilité comme un candidat de second tour, laissant déjà à M. Balladur le soin de concevoir les lendemains de l'élection. Soit pour réaliser la cohésion des battus, soit gage d'une future revanche, soit pour assurer au gouvernement d'un président vainqueur une majorité à l'abri de toute surprise.

M. Balladur, qui avait en septembre 1983 dans le *Monde*, théorisé et conçu la cohabitation comme un passage obligé pour M. Chirac sur la route de l'Elysée, lance aujourd'hui le semencement de moissons futures. Une majorité confiée à un candidat unique avait déjà été souhaitée aussi bien par M. Jacques Toubon que par M. Valéry Giscard d'Estaing. Le ministre d'Etat est convaincu que l'opinion publique est prête. Il pense que les divergences idéologiques se sont largement atténuées à droite, mais il n'ignore pas pour autant que les ambitions de personnes, les rivalités humaines, les pesanteurs de la géographie sociologique et électorale, et les prérogatives des appareils, constituent des freins puissants comme le montrent les premières réactions de refus venant de l'UDF.

M. Balladur, par son initiative enfin, tente de prémunir sa propre famille contre tout reproche de vouloir entretenir la division du camp majoritaire rejetant même sur les autres une telle responsabilité. Toutefois, en prenant dimanche la parole sur l'hippodrome de Vincennes, M. Chirac ne révélera qu'une partie de son « projet pour les sept prochaines années » en insistant sur la bataille préalable mais décisive des sept prochaines semaines.

ANDRÉ PASSERON.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Douffiaques

Un problème

Le Parti républicain a fait ce qu'il peut mais il se sent « sous-utilisé » en raison d'un « problème de direction de la campagne » de M. Raymond Barre : telle est l'impression que l'AFP, le 17 mars, par M. Jacques Douffiaques, Le ministre des transports souhaite « une cohérence accrue et un commandement » et que l'ancien premier ministre définit « la stratégie » et que « sa direction de campagne arrête la tactique ».

M. Fabius

Un diagnostic

M. Laurent Fabius qui était le jeudi 17 mars à Lyon a établi un diagnostic. Pour l'ancien premier ministre, son successeur à Matignon « souffre d'un défaut de vision de l'œil gauche » car il voit « des socialistes sectaires alors qu'ils veulent rassembler », ainsi que d'une « surdité de l'oreille droite » puisqu'il n'entend pas les critiques que lui lance M. Barre. « J'ai peur qu'il n'arrive pas à l'élection présidentielle en bon état physique », a ajouté le député de Seine-Meritime.

M. Mauroy

Un message

Invité d'Europe 1, le vendredi 18 mars, M. Pierre Mauroy a affirmé que M. François Mitterrand adressera « un message important » à l'occasion du rassemblement du Bourget,

dimanche 22 mars. Pour le maire de Lille, « il est important qu'après même de l'entendre, de connaître sa décision, il y ait un mouvement populaire » qui s'exprimera lors de cette manifestation.

M. Pinay

Un conseil

Dans une interview publiée par *France-Soir* du jeudi 17 mars, M. Antoine Pinay conseillait à M. François Mitterrand de ne pas se représenter. L'ancien président du conseil, 86 de quatre-vingt-dix-sept ans, lui recommandait de finir son mandat « en beauté » sans risquer « l'échec ». « Si vous vous retirez maintenant, les portes de l'Académie française vous sont ouvertes, peut-être même celles du Panthéon, ne passez pas à côté de cette chance », lui dit-il.

M. Vonger

Une dérive

M. André Vonger, secrétaire général du CID-UNATI dont l'organisation ne donnera de consigne de vote que le 18 avril, a indiqué, le jeudi 17 mars à Rennes (Ille-et-Vilaine) que M. Le Pen est « le candidat le plus proche » des positions de son organisation. Toutefois il a précisé « Nous n'avons pas l'intention de devenir la CGT du Front national, ni d'aucun autre parti mais nous ne pouvons constater la dérive de nombreux travailleurs indépendants poussés par le désespoir » vers le Front national.

Tout sur Barre
Minitel: 36.14 BARRE (tarif réduit)

中國快車
CHINE EXPRESS
LE VOYAGE INDIVIDUEL EN CHINE
La Compagnie des Voyages
28 RUE PIERRE LESCOT - 75001 PARIS - 45.08.44.88

PRÉSIDENTIELLE 1988
LE NOUVEAU GRAND DOSSIER ÉLECTORAL DE L'AFP
Pour cerner les candidats à cette élection et disposer d'un document complet sur le septennat écoulé :
UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL EN 2 VOLUMES INDISSOCIABLES
Ce vade-mecum de l'élection présidentielle, illustré de cartes, de graphiques et de photos AFP, est d'ores et déjà disponible sur simple commande accompagnée d'un chèque.
TOME I : LES DONNÉES HISTORIQUES CONSTITUTIONNELLES ET PRATIQUES
TOME II : LE SEPTENNAT ÉCOULÉ (Politique intérieure et internationale.)
PRÉSENTATION DES CANDIDATS (Biographie, organigramme de leur état-major, projet de campagne et les grandes lignes du programme.)
De plus, dès le 20 mai, vous recevrez les résultats complets circonscription par circonscription.
L'INDISPENSABLE DOCUMENT DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 1988
Prix : 1.765,50 F TTC (500 pages)
AFP : 11/15, place de la Bourse, 75002 PARIS
Tel : (1) 42.33.44.66 - Poste 4262

Allo Raymond Barre
Tél: (16) 1 45 49 45 49
Service Accueil Comité Barre 88
195 Bd. Saint Germain 75007 Paris

Communication

Election présidentielle

La CNCL précise les règles de la campagne télévisée

LA CNCL a rendu publique sa décision régissant la campagne électorale présidentielle sur les radios et télévisions publiques, dont elle avait déjà esquissé les grandes lignes (Le Monde du 25 février).

En télévision, chaque candidat aura droit à cinq minutes en ouverture (le 11 avril) et en clôture (le 22 avril) de la campagne officielle du premier tour. Entre ces deux dates, chacun disposera de quatre émissions de quinze minutes, diffusées trois fois : soit sur A 2 entre 19 heures et 20 heures (répété le soir après le journal de FR 3 et le lendemain à 7 h 30, toujours sur FR 3), soit sur A 2 à 13 h 30 (avec reprise le même jour sur FR 3 à 17 heures et le lendemain à 9 heures sur A 2). L'ordre de passage sera tiré au sort et publié au Journal officiel.

Ces émissions pourront contenir jusqu'à 40 % de documents vidéo. Pas question de revanche pour les réalisateurs - choisis par les candidats sur une liste établie par la SFP et approuvée par la CNCL - de faire usage du drapeau français, ni de combiner les couleurs bleu, blanc, rouge, ou d'intégrer tout ou partie de la Marseillaise dans l'illustration sonore autorisée. Une des émissions pourra être tournée hors des studios, par une équipe légère fournie gratuitement par la SFP. Mais il est exclu de faire apparaître les lieux où le candidat exerce des fonctions officielles.

Des émissions seront également diffusées sur France-Inter (à partir de 13 h 30 et de 20 heures), sur RFI et RFO.

Larsen FM dépose deux plaintes à l'encontre de MM. Droit et Rocca

Deux plaintes ont été déposées devant le tribunal correctionnel de Paris par la radio privée Larsen FM à l'encontre de MM. Michel Droit et Yves Rocca, tous deux membres de la CNCL.

Inculpé de forfaiture dans l'affaire Radio-Courtoisie par le juge Claude Grallier, M. Droit avait obtenu le 10 décembre 1987 le désistement du juge à la suite d'une requête en suspension légitime déposée le 27 octobre 1987 après de la Cour de cassation. Une dizaine de jours après, il retirait la plainte qui avait constitué le fondement de sa requête et la condition de sa recevabilité. « Manœuvre frauduleuse destinée à égarer la conviction des juges en ne servant que de prétexte à faire prospérer la requête en désistement », estime M. Jean-Louis Bessis, l'avocat de la radio, en

invoquant le délit d'escroquerie au juge.

La deuxième plainte se fonde sur un « Point de vue » de M. Yves Rocca publié dans le Monde du 23 décembre 1987. « Des articles qui n'en sont pas ». Commentant l'affaire Radio-Courtoisie, celui-ci affirmait que la plainte déposée à l'encontre de M. Droit par Larsen FM était « inconsistante » et « inconsidérée », le dossier étant, selon lui, « désespérément vide ». Cette attitude visait, estime Larsen FM, à « dicter un non-lieu au Juge de Rennes », auquel a été renvoyée l'affaire, ce qui constitue, selon la radio, le délit de « pression sur une juridiction d'instruction ».

MM. Droit et Rocca sont cités à comparution, mercredi 23 mars, devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris.

A. Co.

En rachetant les parts de Fairfax

M. Murdoch pourrait devenir le premier actionnaire de Reuter

M. Rupert Murdoch, déjà propriétaire d'un empire médiatique dans la presse et l'audiovisuel, va-t-il prendre le contrôle de l'agence de presse Reuter ? L'affaire se joue en Australie, où le groupe Fairfax a, pour réduire son endettement de 2,6 milliards de dollars, vendu à M. Murdoch ses participations dans l'agence Australian Associated Press (AAP). Or l'AAP est actionnaire à 13,89 % de la grande agence britannique Reuter.

M. Murdoch est déjà actionnaire de Reuter par l'intermédiaire de sa société britannique News Corp. L'acquisition de AAP ferait de lui le premier actionnaire de l'agence avec plus de 23 % des actions de classe A. Mais le propriétaire du Times risque de se heurter à deux obstacles. En Australie, la Commission des pratiques commerciales estime que M. Murdoch, qui contrôle déjà 60 % de la presse nationale, ne peut acheter la totalité d'AAP sans renforcer de manière excessive sa position dominante. En outre, les statuts de Reuter interdisent à toute société le contrôle de plus de 15 % des actions. M. Murdoch risque de contrôler encore plus de 10 % des droits de vote au conseil d'administration de Reuter, ce qui lui donnerait un poids déterminant au sein de l'agence.

Dans la perspective de 1992 et du développement de l'audiovisuel

La FNPF adopte ses nouveaux statuts

La Fédération nationale de la presse française (FNPF), que préside M. Claude Pohl, directeur général du *Republican Lorrain* (Metz) a adopté ses nouveaux statuts à l'issue de son assemblée générale-extraordinaire du jeudi 17 mars. Ils ont été votés à l'unanimité, 115 mandats sur 120 étant présents ou représentés. Les nouveaux statuts visent notamment à mieux refléter la diversité de la presse française : en témoignent l'attribution d'une voix de plus au Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne au sein de la commission plénière ainsi que la nomination au poste de vice-président de la FNPF de M. Marc Demotte (*Paris-Match*), président de la Fédération de la presse hebdomadaire et périodique (FNPHP) qui rassemble le secteur en continue expansion des magazines et des périodiques.

Les présidents des fédérations et syndicats composant la FNPF ont souligné tout à tour « le renforcement de l'union dans un esprit de solidarité, qui permet à la presse française d'aborder avec confiance et avec force les problèmes que posent à la fois le développement de l'audiovisuel et l'échéance européenne de 1992 ».

La grève des artistes de télévision

« Nous sommes comme l'oiseau sur la branche »

Depuis trois semaines, comédiens et artistes boycottent les tournages de la 5 et M 6, pour obtenir une augmentation de leurs cachets (Le Monde du 23 février). Une grève où se mêlent l'iniquité face à la stagnation de la production et la malaise face aux nouvelles conditions de tournage.

« Nous leur avons un peu gâché le dessert ! Serge Vincent savoure le dernier coup monté par les comédiens de télévision dans leur guérilla contre les chaînes privées. Entre deux apparitions au petit écran - dernièrement, il a joué des petits rôles dans *Bonjour Maître* et *Un chapeau au soleil* - Serge Vincent milite à la tête du syndicat indépendant des artistes. Après le piquet de grève envoyé à 5 pour empêcher le tournage de « Boulevard Bourvard », il vient de s'attaquer à M 6.

Le 29 février, alors que la dernière-née des chaînes privées fête son premier anniversaire à l'Espace Cardin, une quarantaine d'acteurs investissent le restaurant, en menaçant de perturber le « talk show » de Pierre Bouteiller, diffusé en direct en présence du PDG de la chaîne, Jean Drucker. Devant le fait accompli, la direction invite quelques-uns des grévistes, dont Jean-Pierre Darras et Bernard Lavallete, à venir s'expliquer sur le plateau. Accusé de ne pas respecter son cahier des charges, le PDG plaide les circonstances atténuantes - la jeunesse de la chaîne et son manque de moyens - en demandant aux artistes de lui « laisser le temps de s'établir ».

« Nous en avons assez des promesses non tenues ! rétorque Bernard Lavallete. Après des mois de négociations qui ont mené à l'imposée, vous ne pouvez pas attendre de bonnes manières d'un peuple en colère ! ». Les négociations avec la Cinq et M 6 ont repris dès le lendemain.

Des négociations sur la signature d'une nouvelle convention collective que les artistes-interprètes jugent nécessaire en raison des modifications du paysage audiovisuel, mais qui divise les partenaires - comédiens, diffuseurs, sociétés de production - dont les intérêts sont souvent divergents. L'un des points névralgiques porte sur les droits de redistribution, que les acteurs estiment insuffisants, surtout depuis la multiplication de chaînes qui piochent allégrement dans le stock de l'ORTF, acquis à bas prix.

Trois mille candidats pour un rôle

Comédie depuis vingt-deux ans, Serge Vincent est formel : « Sans recourir à la publicité ou au doublage, un acteur ne peut plus vivre de la télévision. On nous demande de faire en une journée ce que nous faisons auparavant en quatre - et pour le même salaire ! Avec la vidéo, on tourne jusqu'à vingt minutes - mille - 300, 400 lignes de texte sans répétition - par jour, contre trois minutes avant. Ensuite, et c'est plus grave, l'appel grandiose des artistes-interprètes par la télévision provoque la disparition des rôles secondaires. Puisqu'on achète les stars au prix fort, il ne reste que peu d'argent pour les autres (1). Sur les 3 millions de francs que coûte une émission de fiction originale, 15 % sont consacrés à la distribution, dont 10 % pour les premiers rôles et 5 % pour tous les autres. Le scénario est désormais bâti autour de la vedette et les rôles secondaires en pâtissent. Cela explique qu'il y ait aujourd'hui jusqu'à trois mille candidats pour un rôle ! »

Bernard Lavallete ne dit pas autre chose. « Je n'ai pas tourné pour la télévision depuis trois ans (c'était dans *Musi-Hall*) alors qu'avant je n'arrêtais pas, raconte-t-il. On nous disait que les nouvelles chaînes élargiraient le champ de la création française. Or on n'y voit que des séries américaines ou alors des rediffusions de nos anciens succès. Un exemple ? M 6 vient d'acheter à l'INA, pour un prix dérisoire, la série « Au théâtre ce soir ». C'est-à-dire cinq cents émissions tournées en vingt ans grâce au travail de mille comédiens. La chaîne s'enrichit, à cause des spots publicitaires, sur notre dos ! Non seulement on ne tourne plus, mais on use notre image, tout en nous spoliant sur le plan financier... »

Même les comédiens qui ont une plus grande notoriété, ou peut-être simplement plus de chance, portent le même jugement sur leur métier et se solidarisent avec leurs collègues.

De Laurentis vend une partie de ses droits à Michael Stevens. Le groupe cinématographique américain De Laurentis vend au financier britannique Michael Stevens les droits audiovisuels internationaux de son catalogue de trois cent vingt films. La vente, conclue pour 65 millions de dollars, servira à rembourser ses dettes bancaires de De Laurentis qui se montent à 57 millions de dollars. Le catalogue comprend des films comme *Le Lauréat*, les *Producteurs*. Ce plaisir qu'on dit charnel, etc. M. Stevens possède en France la moitié du capital de Parafance.

moins fortunés. Jean-Pierre Darras, par exemple, qui ne chôme pas, entre le théâtre, la nouvelle série qu'il vient de tourner à Marseille pour la télévision et le lancement de son nouveau livre, nous a confié : « A soixante ans, je suis arrivé à un âge où je dois compter sur les rediffusions. La spécificité de notre métier est d'être comme l'oiseau sur la branche ! Sans faire du misérabilisme, je rappellerai seulement que j'ai vu Jean Tisserand mourir de faim. Même un acteur de la stature de Pierre Fresnay n'était pas à l'abri de la misère... »

Le métier d'acteur a toujours été précaire, et cela ne s'arrange pas. En France, pour une trentaine de vedettes et deux cent cinquante comédiens qui s'en tirent tant bien que mal, la profession compte de dix mille à douze mille membres, avec un taux de chômage de plus de 80 %. Quant à la couverture sociale, ceux qui travaillent régulièrement peuvent espérer avoir une retraite de 4000 francs par mois, alors que les autres toucheront entre 600 et 800 francs.

Jean-Pierre Darras se plaint, lui aussi, des conditions de plus en plus « industrielles » qui sont imposées aux acteurs de télévision. « Pour que la création française puisse avoir une chance face à la concurrence étrangère, dit-il, les producteurs font de l'abâtardissement ! »

La riposte des diffuseurs

La fronde des comédiens gagne du terrain dans une profession connue pour l'individualisme de ses membres. A l'issue d'un véritable marathon de négociations avec l'intersyndicale des artistes-interprètes, et une menace de grève prise très au sérieux, TF 1, Antenne 2 et FR 3 ont fini par signer deux accords le 19 novembre 1987, qui garantissent aux artistes un volume horaire de production pour 1988 (cinq cent dix heures pour les trois chaînes) et une rémunération en cas de rediffusion fixée à 35 %, 20 % et 10 % du salaire initial, selon l'heure de diffusion. Canal plus et la Sept ont signé des accords analogues.

La 5, M 6 et l'Institut national de l'audiovisuel (INA), en revanche, ont refusé de s'aligner sur ce barème. Les chaînes privées fondent leur refus sur une analyse économique du marché français, arguant de leur propre équilibre financier précaire. A M 6, on n'hésite pas à qualifier d'« aberrations économiques » les accords signés par les trois

grandes chaînes, chiffres à l'appui. « Le prix horaire moyen d'une œuvre de fiction française est d'environ 2,3 millions de francs en 1987, fait-on remarquer. La masse salariale représente en moyenne 15 % du coût global d'une production, soit 375 000 F. Le montant de la rémunération demandée par les acteurs pour une rediffusion équivaut à 26 % du salaire initial, les versements réclamés s'élevaient à 97 000 F. Même la moitié de cette somme - pour notre taux d'initialisation de 50 % - soit 48 000 F, serait supérieure au prix payé pour diffuser une fiction européenne : de 25 000 F à 45 000 F. »

Quant à l'INA, il est devenu la bête noire des artistes, qui l'accusent d'avoir bradé ses stocks, constitués grâce au service public, à la 5 et à M 6 dans le cadre d'un accord contractuel signé en 1987. Les artistes se plaignent de toucher des sommes dérisoires pour les rediffusions qui se multiplient sur ces chaînes privées. Leur cachet est calculé sous forme de pourcentage du prix de cession des émissions (équivalent à 0,5 % à 3 % du salaire initial), alors que l'intersyndicale propose le reversement d'une proportion de ce salaire. Concrètement, les artistes réclament à l'INA un total de 95,7 millions de francs, pour 1987 et 1988, alors que l'Institut, grâce à une rallonge budgétaire de 90 millions de francs promise par le ministère, ne propose que 50,4 millions.

C'est l'impasse. Même si M^{me} Janine Langlois-Glandier, PDG de l'INA, se dit « confiante sur la conclusion d'un accord à terme ». Actuellement, dit-elle, le surcoût financier représenté par la revendication des artistes grèverait le budget de cent quarante personnes. « Faisant remarquer que la création audiovisuelle stagne dans tous les pays européens alors que le volume total des diffusions est en constante augmentation, M^{me} Langlois-Glandier plaide en faveur d'un « second marché », constitué de rediffusions et de multidiffusions sur la même chaîne. « Nous avons 300 000 heures de programmes en stock, ajoute-t-elle, et TF 1, A 2 et FR 3 ne diffusent chacun qu'une quelconque 250 heures par an. Ces chaînes ont un droit de préemption sur toutes les émissions produites depuis 1975 mais, en fait, elles recourent peu aux rediffusions. Alors que la Cinq et M 6, entre leur lancement en mai 1987 et la fin de cette même année, ont demandé 196 heures à l'INA, pour la même période TF 1 n'a diffusé que

55 heures et A 2, 59 heures. Autrement dit, si les nouvelles chaînes ne diffusaient pas ces émissions, personne d'autre ne les ferait. »

Les artistes accusent l'INA de délaisser sa vocation première, qui est triple - l'archivage, la formation et la recherche - pour se transformer en entreprise commerciale. « Faux ! répond la présidente Langlois-Glandier. Nous sommes le plus important détenteur de droits en Europe, mais notre marché est immense - les 106 millions de téléspectateurs francophones du monde - et nous devons renouveler nos archives, puisque les chaînes ne sont plus obligées de déposer leurs émissions chez nous. C'est pourquoi nous créons (une soixantaine d'heures haut de gamme), nous coproduisons, nous encourageons la recherche (avec Thomson), nous aidons les jeunes réalisateurs, nous participons au lancement de la chaîne cryptée au Maroc, nous produisons des cassettes vidéo, nous avons passé des accords avec le Japon, la Chine, l'Union soviétique. Si les artistes-interprètes nous reprochent notre politique commerciale dynamique, c'est sans doute parce qu'ils sont les seuls, dans ce monde qui bouge, à se cramponner à leurs droits acquis, en refusant une évolution inévitable ! »

La solution échappe même aux spécialistes. Le sénateur Jean Cluzel, par exemple, qualifie la volonté des artistes-interprètes d'imposer à l'ensemble des rediffusions la rétrocession au cachet initial revalorisé de « revendication compréhensible en situation de sous-emploi latente de cette profession », mais « extrêmement grave pour tout le monde ». Pour l'INA, d'abord, qui verrait disparaître sa marge bénéficiaire ou serait contraint de vendre à perte ; pour la culture française ensuite, puisque les sociétés de programmes remplaceraient la production française, rediffusée ou « fraîche », par des séries américaines bon marché ; pour les artistes eux-mêmes, enfin, pour lesquels « cette fausse solution consiste à scier la branche sur laquelle ils sont assis ».

Premières victimes de la logique commerciale qui s'est emparée de l'audiovisuel, les comédiens de télé sont les moins armés pour faire valoir leurs droits légitimes.

ALAIN WOODROW.

(1) Alain Delon, par exemple, qui tourne actuellement une série pour TF 1, « Cinéma », (quatre fois 90 minutes), est payé 20 millions de francs sur un budget de 60 millions. Or il y a 85 acteurs et 1 000 figurants...



1 MILLION DE NOUVEAUX AUDITEURS*

LE RÉSEAU RADIO FRANCE**
(PRÈS DE 10 MILLIONS D'AUDITEURS)
PREMIER RÉSEAU DE FRANCE



*ENQUÊTE MÉDIAMÉTRIE - JANVIER-FÉVRIER 1988

**FRANCE INTER - FRANCE MUSIQUE
FRANCE CULTURE - FRANCE INFO -
RADIO BLEUE - FIP - RADIOS LOCALES

ABANO TERME
(40 Km. de Venise-Italie)
Hotel PRINCIPE
TEL. 193949-669278-668278

MONTEGROTTO TERME
Hotel BELLAVISTA
TEL. 193949/793333-793278

TELEX 621379 PUMINT 1

VACANCES SANTÉ : Très confortables, piscines thermales, traitements thermaux, physiothérapies, esthétiques, d'arrangements, régimes, diététiques. Tous soins en hôtel. Pension complète à partir de 225 F.

Le Monde
sur minitel

TOUS LES SONDAGES

IPROS 36.15 TAPEZ **LEMONDE**

مكتبة الامارات

مقتدا من الامل

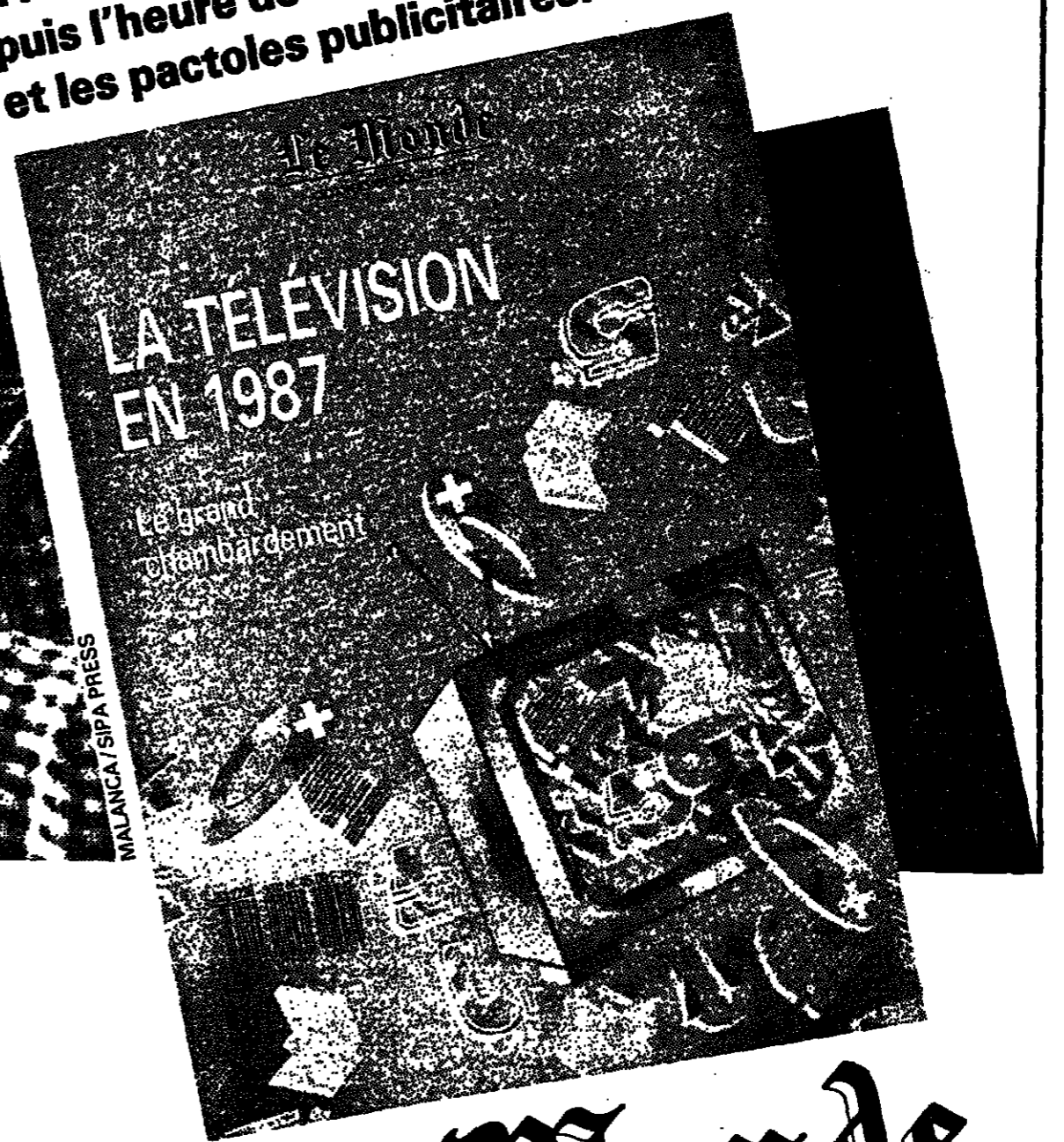
12 Le Monde • Samedi 19 mars 1988 ***

L'ANNÉE DE LA TELEVISION 1987

le grand chambardement



Quelle année !
au printemps, le combat
des chefs autour des privatisations ;
durant l'été, le petit ballet des stars
d'un écran à l'autre ;
à l'automne, la course aux audiences,
puis l'heure de vérité des sondages
et les pactoles publicitaires.



En un an, la télévision a plus changé qu'en dix ans. *Le Monde* présente le bilan de cette année mouvementée :

- Le feuilleton des privatisations. La guerre des chaînes. La CNCL et les « affaires ».
- La vie des sociétés. Stratégies, batailles d'influence, pouvoir de l'argent. La tyrannie des taux d'écoute.
- Les grandes émissions de l'année. Les nouvelles tendances. Portraits et interviewes de vedettes.
- A la recherche du « mieux-disant culturel ». La crise de la production et de la création. Le conflit cinéma-télévision.
- Le câble, les satellites...
- La loi Léotard. La chronologie des événements.
- Et aussi... le palmarès de la rédaction du *Monde* !

Le Monde

UN NUMÉRO HORS SÉRIE
160 PAGES

LARGEMENT ILLUSTRÉ DE PHOTOS ET DESSINS

CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX : 45 F

Le Monde SANS VISA

1988 sera-t-elle à la fois l'année du Dragon et celle d'un Vietnam ouvert au tourisme ? La tâche est immense mais pourrait à terme aider ce pays à sortir d'une situation catastrophique.



Une destination pour la paix : le Vietnam

par Claude Lamotte

M. VU est un colonel à la retraite. Tout sourire, il confiera, dans le minibus climatisé qui, à la sortie d'Ho-Chi-Minh-Ville, nous conduit vers l'Onest et les plantations d'hévéas de Song-Be, qu'il a combattu tour à tour les Japonais, les Français — les colonialistes bien sûr — et les Américains. Ce qui est beaucoup pour un seul homme, mais probablement vrai. Aujourd'hui, il s'occupe de tourisme, l'un des volets de la nouvelle donne économique du Vietnam.

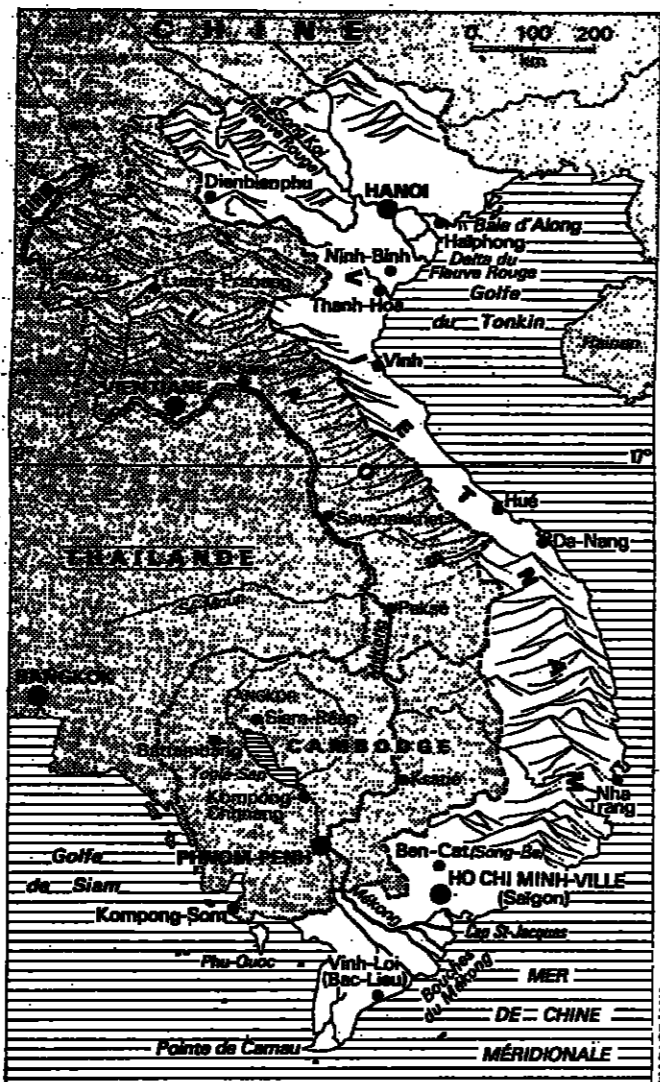
Rien dans ses abords polis et parfois chaleureux ne laisse soupçonner quelque nostalgie de l'époque où il se battait ni la moindre rancune pour l'autre voyageur qui nous accompagne, M. Lao Chi. Pourtant Lao Chi Duc, installé confortablement près du chauffeur et qui promène un regard fatigué sur le paysage qui défile, est ce que l'on appelle un « boat-people de luxe ». Lucide, il a pris le large quelques années avant que la grande et misérable vague de migration n'ait réveillé l'Occident, jusque-là plongé dans l'indifférence.

L'homme aux passeports

On aurait pu penser que la rencontre entre les deux hommes inspirerait méfiance et blocage de part et d'autre. Pas du tout. La collaboration, sans la signification que l'on peut donner à l'expression sur le Vieux Continent, semble totale. Dans le souci d'aboutir, de sortir enfin le pays du tunnel.

Il est vrai que M. Lao Chi, détenteur de plusieurs passeports, a une antenne familiale en France et une autre, tout aussi efficace, aux Etats-Unis. Il est vrai que sa quadruple culture — sino-vietnamienne, française et américaine — lui ouvre toutes les portes et éclaire les points de vue ici et là-bas. Il est vrai aussi que le Vietnam bouge et sait aujourd'hui quand c'est utile, sans rancune apparente, reconnaître la valeur et l'indispensable présence de ceux qu'il bannissait voici quelques mois encore. La survie d'un pays en ruine en dépend.

« Ah ! les Français ! Vous allez voir. Dans cette région, vous rencontrerez des hommes et des femmes qui vous paraîtront à peine étrangers. Très européens en quelque sorte. Vous savez pourquoi ? questionne M. Vu dans un français parfait, un peu chantant, en étouffant un rire. Parce qu'il y a eu ici, voilà des années, du temps du colonialisme, un poste militaire de chez vous qui surveillait la route des plantations. » Rire à nouveau. Et puis, remords sans doute, il ajoute : « Les Français aujourd'hui ne sont plus les colonialistes d' alors. »



Etrange discours tandis que la route longe, entre deux villages de modestes paillotes, un camp de rééducation pour femmes dont on aperçoit les miradors masqués par les bambous. Il n'y aura guère d'autres allusions au passé jusqu'à l'étape prévue, à quelque 150 kilomètres de l'ancienne Saïgon, dans cette tournée un peu spéciale qui nous amènera du sud au nord de la péninsule.

On nous attend dans un centre de repos réservé aux ouvriers des plantations de caoutchouc, qui s'égrènent jusqu'à la frontière du Cambodge. Un lieu judicieusement planté au milieu d'un lac aux eaux sombres et desservi par une navette aquamobile que pilote une sorte de Fangoie des cités lacustres, nerveux, efficace et jovial.

Une fois installé dans l'île sur pilotis, on peut observer à la jumelle, sur la rive, les voisins vaquant à leurs occupations ; femmes repiquant le riz, jeunes enfants tentant de capturer les poissons du lac à l'aide de grenouilles plantées sur un hampeon rustique fait de métal fin et recourbé, adolescents sous l'uni-forme lorgnant discrètement vers les deux infirmières qui embarquent pour rejoindre dans l'île les voyageurs particuliers que nous sommes.

Après un dîner que ne renieraient pas les maîtres queux vietnamiens de Paris, la navette débarque à l'hôtel flottant à bonne trentaine de convives joyeux et bruyants. Au programme, une séance de vidéo alimentée par des cassettes en provenance de Hongkong et doublées en vietnamien. Toute la compagnie rit aux éclats, et l'heure est à l'ambiance d'un patronage pour adultes. Ainsi la paix semble régner ici, à quelques kilomètres d'une frontière que l'on dit chaude.

Une volonté de redressement

A vrai dire, aucune présence militaire pesante ne se fera sentir au cours du voyage. Mieux, les conversations qui devieront sur la présence des Vietnamiens au Cambodge et les efforts financiers qu'il en coûte tourneront court, comme si l'évoquer touchait aux mauvaises manières. Seul le futur redressement du pays, dans lequel le tourisme devrait jouer un rôle essentiel, est un débat de circonstance. Un redressement plus que jamais urgent tant l'état du Vietnam paraît catastrophique.

Les derniers chiffres connus — 700 % d'inflation, 200 dollars de revenu annuel par tête d'habitant, plus de 8 milliards de dollars



lement et aux abords des zones de grand peuplement — le Delta, — a un invraisemblable trafic de cyclistes et de poids lourds à l'agonie qui se disputent un reste de bitume.

Vision grandiose pour peu que le crachin se mette de la partie, quand, dans la bataille, apparaît le train qui vient de Saïgon lancé à toute vapeur sur un pont à voie unique qu'empruntent tranquillement des camions borgnes bondés... « Les bombardements américains de 1972... », déclare le guide pour expliquer l'état des routes. C'est probable, mais seize ans ont passé...

Pour le bonheur de ceux qui, un jour, prendront la route du Vietnam, il n'y a pas que le mausolée d'Ho-Chi-Minh à faire visiter ou les pieux pèlerinages à Dien-Bien-Phu à organiser. Avec 3 000 kilomètres de côtes, de la baie d'Along à la pointe de Camau, des rives du fleuve Rouge à celles du Mékong, avec ses forêts inviolées de la Haute Région et les multiples traces d'une civilisation qui eut son heure de gloire, ce pays qui s'ouvre enfin à l'extérieur peut offrir bien d'autres choses. Mais il lui faudra, pour remporter son pari — et on le sait bien ici, — renoncer à un certain nombre d'idées reçues et à quelques mauvaises habitudes, ainsi qu'à des réticences d'un autre âge.

(Voir également page 16 le Carnet de route.)

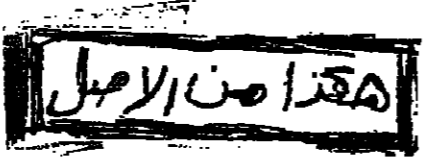
(1) Lire à ce propos l'enquête de Jean-Claude Pomonti dans le Monde du 18 juin 1987 et l'article de M. Nguyen Duc dans le Monde diplomatique de janvier 1988.

(2) Pullman (wagons-lits), une société française, va remettre en état le vénérable Métropole de Hanoï, qui attend depuis quarante ans un coup de peinture. L'hôtel Continental plaque tourmente de l'ancienne Saïgon va rejuvenir. Le Club Méditerranée, de son côté, étudie la possibilité d'une implantation à Da-Nang.

CLUB SANGHO ZARZIS
(Sud Tunisien)
Des vacances de rêve
dans l'un des plus beaux sites
de la Méditerranée 2 semaines
4.450 F
Tout compris Paris/Paris

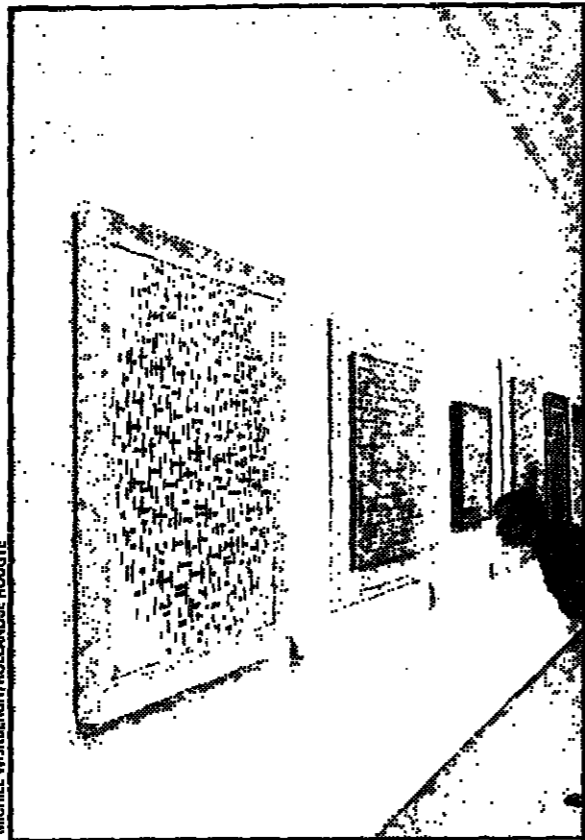
TUNISIE CONTACT
SEJOURS - WEEK-ENDS - VOYAGES SUR MESURE
42 96 02 25
documentation gratuite

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu
75001 PARIS
Lc. 4681



ESCALES

مقالات



MICHEL WUNDERLICH/HOLLANDE ROYALTY

La Haye pour Mondrian

Si l'on veut aller voir Mondrian, Vermeer, Rembrandt et quelques autres, c'est le moment : l'année des musées bat son plein à La Haye, certaines salles fermées ont rouvert leurs portes, et les forfaits sont là. Ainsi celui proposé par le syndicat d'initiative de La Haye comprend, pour un prix qui va de 255 F environ pour un hôtel de moyenne catégorie à 894 F environ pour un hôtel 5 étoiles par

personne en chambre double, deux nuits avec petit déjeuner et l'entrée gratuite dans trois musées de la capitale administrative des Pays-Bas : le Mauritshuis, celui de l'après-rénovation, qui possède une riche collection d'œuvres du dix-septième siècle hollandais : Rembrandt, Vermeer, Jan Steen, Van Goyen et Paulus Potter ; le Musée municipal, célèbre pour ses toiles de Mondrian, et le Musée du costume. On pourra aussi admirer le panorama de Meesdag, un tableau circulaire qui représente le

port de Scheveningen, et suivre un itinéraire de promenade pédestre intitulé La Haye, ville ancienne. On peut réserver en s'adressant à la centrale de réservation des Pays-Bas (NRC, BP 404, 2260 AK Leidschendam-Pays-Bas, tél. : 70-20-26-00).

Jusqu'au 29 mai, le Musée municipal présente deux expositions. L'une de deux cent cinquante toiles de Mondrian. Soixante-sept sont prêtées par un collectionneur privé de New-York, et un certain nombre n'ont jamais été exposées en public. L'autre est consacrée à l'école de La Haye et montre aussi des dessins de La Haye par Van Gogh.

Vienne pour Noreev

Ne figurent, au sommaire de ce week-end exceptionnel, que des noms prestigieux. Vienne, d'abord. La capitale autrichienne, son passé, les monuments qui en gardent la trace, exercent toujours la même fascination. Parmi ces derniers, l'Opéra, où sera dansé le Lac des cygnes. Rudolph Noreev, ensuite. Il sera l'un des interprètes du ballet et assistera, pour son cinquantième anniversaire, au dîner de gala donné en son honneur après la représentation.

C'est à ce dîner que CERT Voyages (63, avenue Parmentier, 75011 Paris ; tél. : 48-07-25-25) convie un petit nombre de balletomanes et d'admirateurs du directeur du ballet de l'Opéra de Paris. Ils seront logés dans deux établissements de prestige situés face à face sur le Ring, à deux pas de

l'Opéra : le Bristol et l'Impérial. Deux hôtels à l'allure de palais, gardiens de la grande tradition viennoise.

Du vendredi 25 mars au soir au dimanche 27 mars au soir : 6 900 F par personne sur la base d'une chambre double (vois aller-retour, transferts en limousine, deux nuits et petits déjeuners, ballet à l'Opéra et dîner à l'hôtel Impérial en présence de Rudolph Noreev). On peut avancer le départ pour Vienne d'une journée : ajouter alors 650 F.

Malabar par temps doux

Les Phéniciens, déjà, fréquentaient ces rivages. De tous temps, la côte de Malabar, au sud-ouest de l'Inde, côte tournée vers l'Europe, verdoyante et abritée des excès climatiques du continent par une chaîne de montagnes, a vécu autrement. La pauvreté est grande au Kerala, selon les statistiques, mais une nature équilibrée la rend moins cruelle. Et certains voient dans cette région où se côtoient toutes

les religions, l'un des crues de l'humanité : présence des chrétiens (saint François Xavier vers 1530, mais aussi, dit-on, saint Thomas, vers 52) encore sensible aujourd'hui, établissement des juifs (la synagogue de Cochim est un monument, mais aussi un lieu de culte), marque posée par les colons portugais, édifices laissés par les gouverneurs hollandais, sans parler de Mahé, ancien comptoir français, n'enlèvent rien à l'intensité des religions de l'Inde ni au flamboyant de ses traditions propres.

L'itinéraire proposé au Kerala par Le Monde de l'Inde et de l'Asie (15, rue des Ecoles, 75005 Paris ; tél. : 46-34-03-20) en deux semaines (le départ du 15 avril permet de participer à la grande fête de Pookam) a l'avantage de pouvoir être suivi avec un groupe de 15 personnes (11 820 F voyage compris) ou par deux personnes avec un chauffeur (13 995 F par personne tout compris). A Bombay, Cochim et Kovalam, les hôtels sont confortables ; aux autres étapes, ils sont rudimentaires ; mais le climat est



plaisant et partout il y a de l'eau et des arbres.

Greens d'Erin

Killarney, Tralee, Ballybunion. Trois noms qui sont au golf irlandais ce que Chartres, Reims et Amiens sont au gothique français. Mieux encore puisque ces trois sites offrent en fait cinq parcours, Killarney et Ballybunion doublant la mise. Killarney, c'est le golf esthétique sur les rives d'un lac à la Lamerline. Avec Tralee le premier links européen dessiné par Arnold Palmer et Ballybunion (le nouveau parcours porte la griffe du maître Robert Trent Jones), on change de registre pour aborder le diabolique. Et retrouver l'esprit d'un jeu qui est d'abord un mélange de panache et de défi. Ici, on ne

triche pas : ça passe ou ça casse. Et le joueur moyen en sort souvent pulvérisé. Mais grisé et combié. Avec, entre pluie et soleil, un vent qui balaise les écorces d'âme.

Du 4 au 11 juin, Jet Tours et Europcar proposent, sur ces superbes parcours, une semaine de compétitions (handicap entre 0 et 35) pour 7 050 F par golfeur (16 200 F par accompagnant) ; prix comprenant le vol Paris-Cork, une voiture, une chambre à l'hôtel Cahernane (petit déjeuner irlandais), quatre dîners et les green-tees. S'inscrire très rapidement au 47-05-01-95. A signaler également un avril et mai, des réductions importantes sur les séjours proposés par Jet Tours à Killarney où l'on peut goûter une semaine pour moins de 5 000 F. Renseignements dans les agences Air France et les agences de voyages agréées.



FRANÇOIS DUPRY

MONTAGNES & DÉSERTS
SAHARA, TIBET, MAROC, YEMEN, CRÉE, RENVA, ARCTIQUE
VOYAGES A PIED EXPEDITIONS
Dix guides
NOMADE
90 av. des Ternes - 75017 Paris - Tél. : 43 42 45 45

Grand Concours "Découvrez l'Europe de 1992."

Le Monde le GUIDE de ROUTARD AIR FRANCE

3° QUESTION
QUEL Anglais de la fin du XIX^e siècle, héritier par les Irlandais, donna son nom sans le vouloir à la postérité ?

L'INDICE DU « MONDE »
ATTENTION ! Il ne faut pas confondre notre homme avec le fameux comte de Sandwich.

4° QUESTION
EN 1987, combien d'escapes la compagnie Air France a-t-elle ouvertes en Europe ?

L'INDICE DU « MONDE »
C'EST deux fois plus que les ouvertures de 1986.

Les questions 5 et 6 et leurs indices seront publiés dans le Monde du vendredi 25 mars (daté 26).
Bulletin réponse et question subsidiaire dans le Monde du vendredi 6 mai (daté 7).

GAGNEZ 40 BILLETS AIR FRANCE
sur 20 destinations européennes et des Guides du routard

Garnet de route D'un fusil l'autre

La chasse au gibier d'eau est ouverte au Vietnam, et les étrangers peuvent désormais débarquer à Ho-Chi-Minh-Ville ou Hanoi avec armes et bagages. De quoi étonner parfois le voyageur.

Il peut paraître saugrenu, étrange et, pour certains, choquant, que les Vietnamiens aient choisi, en priorité, des chasseurs pour ouvrir au tourisme occidental les portes de leurs provinces jusqu'ici fermées aux voyageurs. Le souvenir d'une guerre sans merci reste dans les esprits de tous, que des films récents, sur tous les continents, entretiennent. Aussi peut-il paraître déplacé que d'anciens ennemis se retrouvent aujourd'hui sur un même terrain pour y lever bécassines et dendrocygnes de Java, alors que, par ailleurs, toutes les prisons au Vietnam ne sont pas encore vidées.

En fait les pays de l'Est ont depuis toujours favorisé ce genre de tourisme. Le gouvernement vietnamien ne fait ainsi qu'appliquer une méthode éprouvée de longue date et qui connaît toujours le succès pour peu que le gibier soit abondant.

Éléments précurseurs de troupes plus importantes qui constitueront plus tard un flux touristique et susciteront une irréversible évolution des mentalités, les chasseurs appartiennent à une catégorie d'êtres humains qui semble familière aux yeux des autorités locales. Ils partagent la même passion, parlent le même langage, ils ont le goût de la tradition et une

belle indifférence vis-à-vis du confort. Voilà autant d'explications. Si l'on ajoute que ces touristes particuliers ont généralement des moyens financiers supérieurs à ceux dont disposent, dans leur grande masse, les amateurs d'horizons lointains, on imagine avec quelle chaleur ils sont reçus.

Les Vietnamiens lancent ainsi, dès cette année, des programmes de chasse avec l'appui logistique de Jet Tours, qui, par ailleurs, va proposer très prochainement des séjours plus traditionnels dans la péninsule. Deux vastes zones ont été retenues, situées sur la périphérie des deltas (fleuve Rouge au nord, Mékong au sud). Les bacs-plats y sont abondants, les limicoles communs. Une prospection est en cours dans la plaine des Jones et vers la pointe de Camau au sud, dans la région côtière entre Thanh-Hoa et Vinh au nord, des provinces que l'on peut considérer comme des sanctuaires. La chasse se déroule selon les méthodes traditionnelles (battue et poste).

L'expérience ne manque pas d'étonner. Patauger dans les rizières du côté de Ninh-Binh ou de Bao-Lieu et voir courir sur les diguettes d'agiles rabatteurs en battle-dress peut surprendre. Pourtant, la bonne volonté est générale, et si les sampans, qui permettent d'évoluer dans les zones inondées quand les oies pygmées se sont posées, ne sont pas au rendez-vous, il faut simplement voir les effets de transmissions déficientes. Les trois bodôis dépêchés sur les lieux par l'autorité militaire

locale, surprise de voir débarquer des hommes armés de calibre 12 et bardés de cartouchières, s'en retourneront avec leur brassard rouge pour rendre compte qu'il ne s'agit là que d'amateurs de volatiles. Et, le lendemain, les barques seront amarrées là où on les attend, avec leurs râmures, généralement des gamins qui, pour la plupart, feront la découverte de ce qu'est un Occidental.

Ainsi s'ébauche, sur fond de rizière, dans un pays qui, encore aujourd'hui, s'arrache péniblement à la guerre, une révolution tranquille, celle du tourisme.

C. L.

Un programme de chasse figurera en avril au prochain catalogue « Chasse et pêche » de Jet Tours disponible dans les agences Air France. Mais d'ores et déjà des départs sont organisés. Pour tout renseignement, s'adresser à Jet Tours, 19, avenue de Tocqueville, 75007 Paris. Tél. : 45-50-20-76. Prix : environ 18 000 F pour douze jours dont huit de chasse.

Par ailleurs il est possible de se rendre à Angkor, au Cambodge, soit par Hanoi ou Saigon (Jet Tours : 47-05-01-95), soit par Bangkok (Asie Tours : 40-58-41-41 ; Trans-Tours : 42-61-58-28 ; Axiou : 42-96-15-59 ; Les amis de l'Orient : 47-20-33-08).

Enfin Dien-Bien-Phu, est ouvert aux visites.

AIR HAVAS TOUS LES VOLS POSSIBLES

TUNIS 1 220 F aller retour

à partir de :

EN VENTE : AIR HAVAS - 15 Avenue de l'Opéra - 75 001 PARIS
Tél. : 42 96 97 34, dans les agences HAVAS VOYAGES et Agences Occidentales de Voyages.
Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Les prix charter-La sécurité Havas-Voyages

SENEGAL GAMBIE Vol à partir de **2880 F**

1 semaine en BUNGALOWS SUR LA PLAGE 3480 F

uniclam voyages

- 63, rue Monsieur le Prince 75006 PARIS. Tél. 43.29.12.36
- 11, rue du Quatre-Septembre 75002 PARIS. Tél. 40.15.07.07

Les chanceux du Hongkong-Canton

POUR se rendre en Chine populaire, les Chinois de Hongkong n'ont désormais besoin que de leur carte d'identité et... d'un petit livre rouge. Pas pour s'imprégner des slogans du Grand Timonier. Mais pour y consigner leurs passages à la frontière. Souvent, les pages sont noires de tampons. A moins de dix ans du rattachement du territoire britannique à la Chine, le voyage à Canton chez les « cousins de province » fait désormais partie des habitudes.

En 1986, les services de l'immigration britanniques ont enregistré 21 millions d'allers et de retours, soit quatre fois la population de Hongkong ! Et chaque année, au nouvel an chinois, c'est le grand embouteillage. En l'espace de trois jours, cinq cent mille personnes vont fêter l'événement en famille, prêtes à patienter parfois dix heures avant de franchir les contrôles. « *Même pendant la révolution culturelle, je n'ai jamais eu de problème pour rendre visite à ma grand-mère à Canton* », raconte Lily Chan, une guide de l'office du tourisme de Hongkong. *Le cordon ombilical entre les deux villes n'a jamais été coupé. Mais aujourd'hui, c'est vraiment devenu une promenade.*

On se rend aussi en Chine pour faire de bonnes affaires ou pour faire bombance à moindres frais dans les restaurants de Canton. Les jeunes, eux, vont y faire du tourisme à bon marché pour retrouver leurs racines ou méditer sur l'après-1997 : « *Nous allons voir comment on vit là-bas et ce qui nous attend dans dix ans ; juste quelques jours* », explique Tsang, en riant, au milieu d'un groupe d'étudiants de l'université. Pour les Occidentaux, la route de Canton s'ouvre aussi facilement en plein cœur de Hongkong, au deuxième étage d'un immeuble discret de Central, le quartier des

affaires. Là, derrière les bureaux en bois du China Travel Service, l'agence de voyage officielle de la République populaire de Chine, les fonctionnaires, comme gagnés par la frénésie de la cité, ne traitent pas pour vous concocter votre séjour : photos d'identité prises sur place, billet de train, hôtel et visa dans les vingt-quatre heures, valable trois mois. Cet

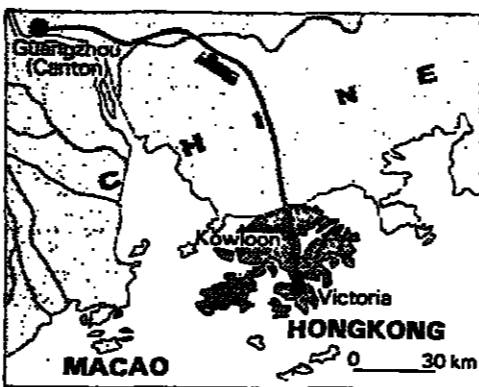
Hongkong, Canton. Deux villes, deux pays. Un train pourtant, depuis un siècle, a réussi, malgré les tourmentes de l'histoire, à réunir les familles. Mais dans un sens seulement...

empressement surprenant manquant presque de charme ; le privilège de visiter Canton ne se conquiert plus. Quatre trains directs relient quotidiennement Hongkong et Canton. Mais, en bons économistes, les Chinois préfèrent l'ancienne formule, trois fois moins chère : l'omnibus jusqu'à la frontière puis, à Shenzhen, la correspondance pour Canton.

La ligne ferroviaire est l'une des plus anciennes de Chine. Déjà, au début du siècle, les wagons briquetbalants de la Kowloon-Canton Railway Company approvisionnaient toute la province du Guangdong. Aujourd'hui, à Hongkong, la gare de Hongkong, de vieilles femmes en pyjama noir, le chignon bien relevé, une ombrelle sous le bras, et des hommes d'affaires pressés,

attaché-case à la main, embarquent côte à côte dans les compartiments ultramodernes de ce qui est devenu une sorte de RER local.

Le train s'enfonce dans les Nouveaux Territoires entre des collines pelées aux pentes abruptes, des rizières réduites aux dimensions de potagers, des fermes de canards et des lacs.



Une campagne inattendue à Hongkong, qui s'étend sur 30 kilomètres jusqu'à la frontière. Les arrêts du train sont nombreux. Shatin, Tai-po, Fanling, Sheung Shui : les villages d'autrefois sont devenus des villes nouvelles qui ont grandi à une vitesse météorologique depuis quinze ans et comptent parfois jusqu'à 500 000 habitants. Dominés par un décor inhospitalier, les immeubles ont déjà conquis toutes les plaines. Il faut maintenant tailler la montagne en gradins pour en construire de nouveaux. Il n'y a plus d'autre solution pour loger les 5,6 millions d'habitants du territoire.

Passer le pont

Lowu. Dernière station avant la frontière. Tout le monde descend. Pour se retrouver en Chine, il faut franchir, à pied, le célèbre pont de Lowu, qui pendant des années resta « *le porillon, l'unique et minuscule point de passage entre l'énorme Chine et le monde capitaliste* », comme le raconte Robert Guillain dans *Orient Extrême*. Encaissé au creux d'un falion surplombé de miradors, le lieu est inquiétant, presque dramatique.

Aujourd'hui encore, le passage ne se fait qu'à sens unique, ou presque. Sur les crêtes qui dominent le paysage, trois rangées de barbelés, hautes de plusieurs mètres, courent sur toute la longueur de la frontière. Invisibles, à quelques centaines de mètres, les bataillons de Gurkhas sont en alerte vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour refouler inexorablement les « I.L. » (immigrants illégaux venus de Chine), de simples paysans pour la plupart, qui croient encore que les rues de Hongkong sont pavées d'or.

Au centre exact du pont, décontractés, les policiers chinois en faction, superbement sanglés dans leur costume vert olive à revers rouges et à boutons dorés, regardent passer les arrivants avec bienveillance. En les croisant, les jeunes Hongkongais, walkman sur les oreilles, relèvent à peine la tête...

Après la douane, Shenzhen n'est pas encore la Chine. En 1979, ce petit bourg rural a été choisi par Deng Xiaoping pour accueillir la plus grande des quatre zones économiques spéciales destinées à attirer les investissements étrangers. Gigantesque chantier depuis près de dix ans, cette ville sans âme compte aujourd'hui près de 600 000 habitants, 50 000 chambres d'hôtels — dont la moitié sont vides — et



Un centre d'affaires de 52 étages. Une ville-tampon, à cheval entre deux systèmes économiques, et déjà « contaminée » par les trafics en tout genre de Hongkong. A tel point que les autorités ont isolé la ville du reste du pays par une rangée de barbelés et imposé un permis spécial pour venir y vivre ou y travailler.

Au fond d'une ruelle étroite et noire de crasse, la gare, elle, n'a pas encore été touchée par la vague de modernisation qui a transformé la ville. Sombre et vieillotte, elle vous replonge vingt ans en arrière avec ses comptoirs en bois, ses horaires jaunés et ses ventilateurs poussifs, sous lesquels somnolent des policiers à la casquette cerise de rouge fièrement vissée sur le crâne dans la chaleur lourde et humide de l'été subtropical. Aux guichets, ce sont les traditionnels bouliers, tout aussi rapides que les calculatrices de Hongkong, qui calculent pour l'étranger le prix de son billet — deux fois supérieur à celui payé par les Chinois.

En attendant la correspondance pour Canton, tout le monde s'entasse sur d'inconfortables bancs de bois tandis que les poulets rôtis, la sauce pimentée et les champignons noirs passent de main en main. Ici, aucune publicité, mais un immense panneau : « *Gardez un comportement moral* », supposé réfréner on ne

Le niveau sonore, déjà élevé, devient vite assourdissant. Car la discussion la plus aimable en cantonnais — qui ne compte pas moins de neuf tonalités, souvent très aiguës — prend automatiquement, pour une oreille occidentale, les traits d'une violente altercation.

L'excitation des passagers augmente encore à mesure que le train ralentit à l'approche de Canton. Soudain, surréaliste, retentit *le Beau Danube bleu*, diffusé à tue-tête dans tous les wagons pour l'arrivée. Quelques minutes plus tard, sur la grande place de la gare où sont massés des centaines de Cantonais, c'est l'heure des retrouvailles. Un week-end de fête commence.

Sur les trottoirs, la mode, elle aussi, a traversé la frontière. Des adolescentes, en robe de couleurs vives ou en jean serré, déambulent aux côtés de vieillards en veste Sun Yat Sen. Hongkong si proche et si lointaine à la fois. Pour les Cantonais, le voyage reste pratiquement impossible, à moins de posséder des devises étrangères, de la famille sur place et un passeport... Un rêve auquel certains s'accrochent en venant, le dimanche soir, regarder partir le dernier train pour Hongkong.

PASCAL WATTIER et OLIVIER PICARD.

SUÈDE LAPONIE FINLANDE

Un extraordinaire circuit accompagné remontant jusqu'au CAP NORD. Prix par personne (en chambre double) : 11 600 F

Demandez la brochure SCANDITOURS à votre agent de voyages ou à SCANDITOURS 10, rue Auber, 75009 PARIS - Tél. (1) 47.42.80.00

La qualité scandinave **SCANDITOURS**

La FFJudo et LE MONDE s'associent pour vous proposer un grand mensuel de judo et de ju-jitsu.

Un million de participants vont désormais pouvoir suivre leurs champions jusqu'aux jeux olympiques.

Tous les français vont maintenant pouvoir comprendre et se passionner pour ce sport merveilleux en lisant

JUDO mensuel

Je désire m'abonner pour 10 numéros : 100 F 20 numéros : 190 F

NOM Prénom

Adresse CP

Je joins un chèque bancaire ou postal de F à l'ordre de FFJDA 43, rue des Plantes 75680 PARIS CEDEX 14 - Tél. (1) 45 42 80 90

POUR CEUX QUI CROIENT AVOIR TOUT VU : LE RHIN AVEC KD !

Il y a encore des choses à découvrir dans la vie !

Pour apprécier le charme et la majesté des sites, pour vous détacher sans partir aux antipodes, pour vous détendre dans une atmosphère privilégiée, embarquez-vous sur la KD !

Dés aujourd'hui, mettez le cap sur votre agence de voyage.

Pour recevoir gratuitement notre brochure 1988, merci de nous adresser votre carte de visite en précisant le nom du journal et la date de parution : **SCANDITOURS** KD 9, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS - Tél. (1) 47 42 52 27

Une grande croisière de LA PROCURE

"PEUPLES DE LA MÉDITERRANÉE"

DU 2 AU 13 NOVEMBRE 1988

Dans le sillage des croisés et des marchands du Moyen-Age, 12 jours fabuleux à Venise, Dubrovnik, Mystra, Istanbul, Rhodes, Malte, Villefranche.

Au cours de cette croisière des historiens, des journalistes et des artistes de renom parleront du passé et du présent de ces peuples : André Miquel, professeur au Collège de France, Jean Favier, directeur des Archives Nationales, Bernard Chevallier, journaliste à TF1.

OUI, je désire recevoir gratuitement votre documentation à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Code postal [] [] [] [] Ville

LA PROCURE VOYAGES
Paris
4, rue Madame, 75006
Tél. (1) 45.48.63.30
Nice
18, rue de Suisse, 06000
Tél. : 93.88.65.40

Paris Bangkok en 12h 30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

Thai **ARC**

هنا من الاصل

مقتدا من الاموال

JEU

échecs

N° 1272

SUR UNE IDÉE DE FISCHER

(Tournoi international de Linas, mars 1988)

Blancs : CHANDLER Noirs : NIKOLIC

Partie espagnole. Système fermé.

1. d4 e5 18. Cb-d2 d5 (m) 2. Cf3 Cc6 19. f3 Cc5 (Westerman-Pachman, La Havane, 1967).

NOTES a) Les trois variantes principales du système fermé sont 9... Ca5; 9... Cb8 et 9... b6. Le retrait du C-R (9... Cc7, défense Tchigorine-Smylov) a connu une grande vogue au lendemain de la dernière guerre mondiale, mais est assez rarement utilisé actuellement.

14. Cf1, Dc7; 15. Tg1, e4; 16. Cc3-d2, d5! (Westerman-Pachman, La Havane, 1967).

NOTES d) Et non 12... b4? 13. d5! (si 13... cxb4, Cc6; 14. Fd3, Cxb4), bxc3; 14. b4, Cb7; 15. a5 suivi de Cxc4.

1) Si 15... Fb7; 16. d5! j) Ou 16... Fb7; 17. Cb-d2, Cxd2; 18. Fxd2 avec un léger avantage aux Blancs.

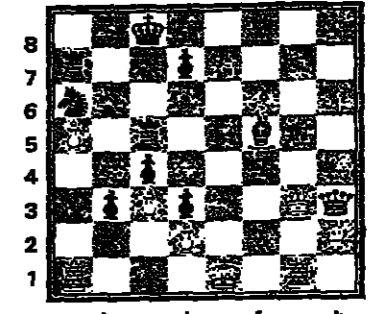
o) Dans la partie Fischer-Maslovic (Vinkovci, 1968) les Noirs prirent le F. Après 23... Dxc7; 24. Td8+, Cb8; 25. Dxb4, Fd7; 26. Txf7, Dd8; 27. Ca5, Cg6; 28. Cc6, Df8; 29. Dc3, a5; 30. Tc7, Dd8 (si 30... a4; 31. d6, a3; 32. Cb3, a2; 33. Ca1, Dd3; 34. Cc7+, Cxg7; 35. Txf7, Dd8; 36. Dg6, Fd6; 31. d7) la merveilleuse précision de Fischer; 31. d6 (ou 31. Dxb5), Fd7; 32. Cc7+, Rb8; 33. d5, a4; 34. Cb1! les Blancs l'emportent au quarante-quatrième coup.

q) Si 25... Fa6; 26. Fxa5. r) Si 26... Fg7; 27. Cb-g5 s) Menace 29. Td8+. Les deux pions passés liés des Noirs sur l'aile D ne compensent nullement l'énorme supériorité des Blancs au centre.

u) Simple Si 34... gxf5; 35. Cxf5+, Rb8 (35... Rg8; 36. Dg4+ suivi du mat ou 35... Rg6; 36. Dg4+, Rb6; 37. Fxf8 etc.); 36. Dd6 suivi du mat.

6. Rd6, Rg4; 7. Rd6, Rg5; 8. Txb8; 9. Rxb8, Rg7; 4. Rg7, Rb6; 5. Rd6, Rxb5; 6. Rd7, Rg5; 7. Rd6 et les Blancs gagnent.

CLAUDE LEMOINE ÉTUDE N° 1272 R. LUNGMAN (1947)



SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1272 D. GURGUENIDZE, 1974 (Blancs : Ra8, Fb6, f5, h5, Noirs : Rb8, Td8, Ff6.)

bridge

N° 1270

LES GARDES ROUGES

L'ouverture de barrage de 3 SA n'a pas permis une grande précision dans les enchères, mais, quand on sait que les distributions vont être très irrégulières, la sagesse devrait être de se contenter du petit chelem. Heureusement une technique parfaite permet de trouver la treizième levée.

Bridge hand analysis including a card layout diagram and text: 'Ann. : O. don. Tous vuln. Ouest Nord Est Sud 3 SA! contre 4♠! 6♣! passe 7♣! passe passe'.

(vraisemblablement singleton). Comment Horton, en Sud, a-t-il gagné ce GRAND CHELEM A PIQUE contre toute défense?

Réponse : Il faut évidemment se servir des Cœurs, mais pour ne pas être coupé par Ouest il faut commencer par lui enlever ses cotillons et battre autour deux fois. Il faudra ensuite libérer le cinquième Cœur en espérant un partage 3-3 ou 4-2 des Cœurs.

cinq Carreaux), le déclarant n'eut plus qu'à tirer le Roi et l'As de Cœur et à couper deux fois Cœur afin de libérer le 8 de Cœur.

Si Est avait défaussé un Carreau (au deuxième tour à Trèfle), le déclarant, qui avait vu Ouest fournir deux fois à Carreau, n'aurait eu aucun problème pour franchir et utiliser le cinquième Carreau du mort grâce à la reprise du Roi de Cœur et des deux coups à Cœur du mort...

L'étonnante réduction

Les jeux de réduction, même quand on en connaît le mécanisme, ont toujours des effets surprenants comme le montre cette donne distribuée dans un tournoi du championnat du Marché commun.

Bridge hand analysis with card layout: ♠ RD843, ♥ A5, ♦ D, ♣ AR653. Ann. : S. don. Tous vuln.

Table with 4 columns: Sud, Ouest, Nord, Est. Rows for Garozzo, Harry, L. du Pont, Emmy. Passes and tricks are listed for each player.

Garozzo a-t-il fait ONZE levées au contrat de QUATRE PIQUES quelle que soit la défense?

Note sur les enchères : Garozzo utilisait avec L. du Pont un Trèfle de précision (très « perfectionné » par lui) : « 1 Trèfle » : au moins 16 points; « 1 Carreau » : naturel ou un As et un Roi (ce qui était le cas); « 2 Cœurs » : bicolore... noir; « 3 Trèfles » : au moins trois cartes à Pique mais pas à Trèfle; « 3 Carreaux » : relais interrogant sur la qualité des Piques; « 3 Cœurs » : pas d'honneur à Pique; « 4 Trèfles » : cue bid; « 4 Piques » : arrêtons-nous là! Courrier des lecteurs : « Un déclarant qui montre des cartes, mais sans qu'elles touchent le tapis, ne doit-il pas être pénalisé? » demande un lecteur. Certainement pas, car ses adversaires ne peuvent que le remercier de son amabilité, puisqu'il ne fait que faciliter le jeu! En revanche, la pénalité est automatique si un défenseur éclaire son partenaire en montrant une de ses cartes. Et c'est logique. PHILIPPE BRUGNON.

scrabble

N° 289

UN LOTO QUI NE RAPPORTE PAS GROS

Certains problémistes cherchent à réaliser, avec des tirages préparés, la partie la plus « chère » possible (quelque 2 900 points en 14 scrabbles non améliorables). Paradoxalement, la revue Scrabblemania (*) de février propose une partie croupin de 46 points : les cinq premiers coups, non améliorables, mènent à la situation suivante :

Scrabble board diagram showing the initial 5-letter words: L, BOF, LOTOS, FOB, S.

La partie est achevée, aucun mot n'étant désormais plaçable, quel que soit le tirage suivant. Mais aucune partie in vivo n'a jamais été bloquée, même pour un coup. En 1985, certes, beaucoup de joueurs ont rendu un bulletin blanc au 3^e coup d'une partie jouée à la mairie du vingtième arrondissement, mais les forts en thème ont relancé la machine en prolongeant ZOO en ZOOIDE. Ce mot, qui a conservé son sens étymologique de ressemblant à un animal, ne figure pas dans nos précédentes compilations des mots en OIDE. En voici d'autres, placés dans leur contexte : un physique NÉGROÏDE (qui rappelle les Noirs); un corpuscule DISCOÏDE (en forme de disque); une amphore OVOÏDE (comme un œuf); une bonde SIPHOÏDE (comportant un siphon); un RHIZOÏDE, filament rappelant une racine, par lequel une algue se fixe; un poisson à écailles GANOÏDES (qui ont de l'éclat); un volume GÉOÏDE (ayant la forme de la Terre); une HÉROÏDE, épître en vers faisant parler un héros; la fièvre TYPHOÏDE, qui ressemble au typhus. Si cette chronique vous a endormi, considérez qu'elle vous a mis dans un état HYPNOÏDE!

Table with 5 columns: N°, TIRAGE, SOLUTION, RÉF., PTS. Lists 23 words and their solutions and point values.

(*) Soviété tenant du brel et du moulin. 1^{er} Michel Duguet 947. Résultats finals : 1^{er} Duguet, qui établit un nouveau record en gagnant toutes les parties d'un tournoi en 5 manches; 2^e Bellouis; 3^e Pallavicini; 4^e Du.

Festival de Cannes 14 février 1988 4^e manche. Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O; les colonnes par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. MICHEL CHARLEMAGNE.

mots croisés

N° 500

Grid for crossword puzzle N° 500 with some letters filled in.

Horizontalement I. C'est justement celui-ci. II. Pour le repos du douillet. Élément vital ou petit ennemi? III. Un col, entre autres. Bien pourvus. IV. Certains apprécient sa peluche. A lui les capitales! Note. - V. Multiplient les champignons. Fleuve. VI. Pourraient être saisis. Demi-capitale. VII. En mouvement. Ce qu'elle fait, c'est pour l'autre. VIII. Evite de compter beaucoup. Aura donné deux départements et quelques fromages. IX. Des âmes perdues. Ne se fait pas habituellement. - X. Prendras. Dans un fauteuil. - XI. Ne poussent pas à la consommation. Verticalement 1. Avec le Monde il a de quoi faire. - 2. Ferme le chemin. Bien déplaçante, si on y est pris. - 3. Nécessaires, parfois, à l'inventeur. - 4. Mesure. Invention irlandaise. Apporte un certain bonheur. - 5. Stoppent. Dans une part. - 6. Pour le bonheur ou les honneurs? Génie. - 7. Définitives. En vain. - 8. De premier choix. Ce n'est plus un village. - 9. Rivière. Peu recommandé aux pauvres mortels. - 10. Dispense de leçons. - 11. Une pierre de belle taille. Était. - 12. S'éparpillèrent.

SOLUTION DU N° 499 Horizontalement I. Pater familias. - II. Apurées. Donna. - III. Torrentueuses. - IV. Ile. Irradiés. - V. Shu. Mao. Lesse. - VI. Siphonné. St. - VII. Union. Eau. Eve. - VIII. Einu. Offre. En. - IX. Réelle. Lutent. - X. Enseignement. Verticalement 1. Pâtisserie. - 2. Apollinien. - 3. Turbulents. - 4. Erre. Houle. - 5. Ré. Mon. Li. - 6. Fenian. Oeg. - 7. Astronof. - 8. Ur. Enfle. - 9. Idéal. Arum. - 10. Lourdes. Été. - 11. Insiste. En. - 12. Ances. Vent. - 13. Sasserments.

SOLUTION DU N° 500 I. SOMBRERO. - 2. BOLEROS. - 3. TRÉME, navire de guerre

anacroisés

N° 501

Horizontalement 1. ACEINRR. - 2. ADEGNOT. - 3. AEHMRLUX. - 4. AELMPRY. - 5. EEEGL (+ 1). - 6. AACINRR. - 7. AAEIIRY. - 8. EEINNTT. - 9. EPIORSS. - 10. AEEINNST. - 11. AELNORS. - 12. EEINRSZ. - 13. ABCENRUL. - 14. AEEGNRTU. - 15. EEEGRSTT. - 16. AEEIRST (+ 1). - 17. EIJNSTU. - 18. BEEIIRT. Verticalement 19. ACEILTV. - 20. AIOORSS. - 21. ACEINNSU. - 22. ACEINMOT. - 23. EGHIRTU. - 24. EEN-NORTY (+ 1). - 25. EEINNTT. - 26. AEEHNNR. - 27. AEEGLS. - 28. ACEMNOS (+ 1). - 29. EEEILSTV. - 30. AAEOTTZ. - 31. AAEGINR (+ 5). - 32. DEPRRRU. - 33. EEEIRSS. - 34. OLNW+UY. - 35. AEEILRT. - 36. EENPRSU (+ 2).

Word search grid for anacroisés N° 501 with letters A-Z and numbers 1-36.

(MERTTER, TRIMERE). - 4. ALUMINE. - 5. ILLEGAUX. - 6. RENÉE. - 7. LIMACE (MALICE). - 8. TLOUGOU, langue dravidienne. - 9. NAGEBENT (EGREVANT ENGRENAT ENRAGENT GENERANT REGNANTE). - 10. SAISIE. - 11. SANDWICH. - 12. SESAME (MASSEE). - 13. ACESCENT. - 14. MILICIE. - 15. TERRAIN (RATINER REN. TRAI TERNIRA TRAINER). - 16. PENSIF. - 17. ETHYLENE. - 18. ACARIOSE. - 19. ISOLONS. - 20. STILTON, fromage anglais. - 21. PASTICHA. - 22. ORLEANAIS.

23. GLISSAIT. - 24. BREVETE. - 25. IMPARTI (PRIMAÏT). - 26. EMAILLE (MAILLEE). - 27. REUNIONS. - 28. ISOCLINE (SILICONE). - 29. CORSAGE (COGERAS). - 30. STIPES, troncs non ramifiés (PISTES). - 31. DEDICACE. - 32. EMINCEE. - 33. PIONNES (PEINONS PENSION). - 34. ONEREUX. - 35. CHTONIEN, désigne les divinités de la Terre. - 36. ENTICHE. MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

Culture

PATRIMOINE

La fascination de Georges de La Tour

(Suite de la première page.)

L'érudition n'a pas châtié : elle a peu restitué la figure assez inattendue d'un artiste arrivé, arrogant, peu sympathique, sur lequel on s'interroge encore. Mais la Lorraine des années 1620-1640 est soumise aux « bouneurs de la guerre » (voir Jacques Callot), Lunéville est mise à sac en 1638, et, comme l'a relevé Jacques Thuillier, c'est encore une chance que l'œuvre entière n'ait pas disparu. On a retrouvé des tableaux



« Saint Thomas », de Georges de La Tour

aux quatre coins de la France, dans le Nord, le Dauphiné, la Bourgogne, et des copies un peu partout. A Albi, par un jeu de circonstances mal éclairci, se trouvait une curieuse série des Apôtres en buste, avec des visages après, des symboles voyants (tous refaits sauf deux). A peu près la moitié de l'œuvre connue est hors de France : Berlin, San-Francisco, Russie.

Sur ces ouvrages, où dominent les figures coupées, les éclairages forts, les gestes impitoyables, planait le terme générique de « caravagisme », qui en France n'était pas, jusqu'à ces derniers temps un terme de faveur. La manière de La Tour représentait probablement il y a trois siècles et encore aujourd'hui ce que le goût français peut absorber du « brutalisme » du Caravage romain. Le filtrage de la lumière sur des rochers somptueux et variés à plaisir, une ombre portée sur la bure froide d'une robe, le contre-jour frange de la main de la main qui couvre la chaudière, les visages lisses qui semblent faits d'une matière douce au toucher... et puis les regards, toujours insistants, des prunelles noires... Rien de tout cela ne s'oublie, ni même les affreuses grimaces dont ce peintre - des « Madoleïnes » méditantes semble bien dans sa jeunesse avoir fait une de ses spécialités.

ANDRÉ CHASTEL

Une souscription exceptionnelle

La souscription lancée par le Musée du Louvre, en vue d'acquiescer le dernier tableau de Georges de La Tour, encore aux mains de propriétaires privés, doit permettre de réunir les 32 millions demandés par l'ordre de Melis, actuel détenteur de ce saint Thomas de 71 centimètres sur 66, signé « Georgius de La Tour fecit ». Cette toile avait été découverte dans un château de la Sarthe en 1950, mais n'avait pas figuré à l'exposition de 1972 en raison du refus de sa propriétaire d'alors. Il s'agissait d'une œuvre connue des seuls spécialistes.

L'enjeu pour le Louvre est d'importance, puisque ce serait la seule peinture digne de ce peintre qui posséderait le musée, qui en compte cinq autres à l'heure actuelle. L'appel à une souscription publique, pratiquement jamais utilisé en France - seule exception célèbre : Olympia, de Manet - est à l'inverse d'un usage plus courant en Grande-Bretagne, en Suisse

ou en Allemagne fédérale. Une telle souscription a permis de conserver à Berlin une des deux versions de *l'Embarquement pour Cythère*, de Watteau.

Mais ce recours sera-t-il suffisant face à l'offre américaine de 7 millions de dollars pour ce La Tour ? Le jeudi 17 mars, le ministre de l'économie et des finances, M. Edouard Balladur, s'est déclaré favorable à l'initiative du Louvre et a annoncé qu'il « serait tout prêt à ce que l'Etat apporte sa part ».

Le temps de la souscription, du 22 mars au 30 avril, le saint Thomas sera exposé au Musée du Jeu de paume, place de la Concorde, tous les jours de 12 heures à 20 heures. Des urnes seront installées au Musée du Louvre et au Jeu de paume, afin de recueillir les dons en espèces. Les chèques devront être établis à l'ordre de Fondation de France-La Tour, boîte postale 100, 75363 Paris Cedex 08. Ces dons sont susceptibles d'une déduction fiscale pour les particuliers comme pour les entreprises.

MUSIQUES

« Le Freischütz » de Weber au Châtelet

Balles à blanc

Ce que l'exécution musicale apporte de ferveur et de naturalisme poétique la mise en scène le détournent et tend à l'effacer. Mais Weber est le plus fort.

Huées et quolibets ont accueilli, le samedi 12 mars, au Châtelet la première représentation du *Freischütz* de Weber. C'est à Archim Freyer, le metteur en scène, que s'adressait l'avalanche réprobatrice. Le Berlinois y répondait au moment des rappels par force grimaces et pieds de nez, confinant un naturel non violent et plutôt gai. Sa mise en scène est comme ça : plus taquine qu'audacieuse. Weber méritait mieux que cette mise en boîte. Archim Freyer, mais que cette mise à l'index. La condamnation du public était exagérée.

D'un côté, une musique dense comme la forêt, contrastée comme un ciel d'hiver, capable de faire rire, de faire peur, de faire pleurer. De l'autre une vision désamorcée, préférant égratigner au quarante-troisième degré plutôt que de saisir à bras-le-corps, quitte à le « trahir » ou le trahir, ce qui fait du chœur du bien et du mal, de l'irrationnel et de la pureté, cette « naïveté » du romantisme allemand dont il est trop aisé de se moquer et si difficile d'adapter les codes à notre sensibilité.

Archim Freyer a choisi de tout rapetisser. Les extérieurs de montagnes et de forêts sont évoqués par des toiles peintes à la diable ; les thèmes fantasmagoriques ou fantastiques (alliance diabolique, scène de magie) schématisés en un pauvre bestiaire imaginaire, gros lapin lubrique, démon portant un nouveau-né au bout de sa pique, araignée géante tombant du plafond, ignobles insectes en carton-pâte, fumées rampantes.

De la Bohême précisément - province où *le Freischütz* est censé se passer - ne subsiste qu'un faux folklore : image de l'Allemagne profonde dont Bob Fosse s'est déjà servi pour dénoncer les liens de la tradi-

tion germanique et du nazisme dans *Cabaret*.

Gestes d'automates, visages de poupées, les personnages perdent hélas toute consistance sur ce théâtre au plancher incliné comme à Guignol. Faut-il que la musique qui leur est destinée soit sublimée pour qu'on ait encore envie de partager leurs angoisses et leurs difficultés ?

Cheryl Studer est une grande Agathe, c'est vrai, instinctive, passionnée, diaphane sans naïveté (c'est évidemment de sa voix qu'il s'agit, ses mimiques sont souvent consternantes). Janet Perry, une Anchen très attentive à tirer le maximum d'un timbre un peu plat, capable par l'intelligence de le compenser. Paul Frey n'est pas le ténor héroïque que son rôle nécessiterait. Mais face à ce Max en difficulté, tous les personnages masculins chantent bien et avec dignité, Richard Cowan (Kuno), Harmut Welker (Kaspar) et un superbe chœur d'hommes belgare, en particulier.

Le romantisme de Weber culmine heureusement dans « l'expression de la nature », comme disent Lagarde et Michèle - ces deux paroles - qu'émettent au sein du temple-orchestre les « vivants piliers » de solos instrumentaux. La clarinette de Robert Fontaine, laiteuse comme une apparition ensoulée, le violoncelle d'Eric Leventon, pure émanation des voix de la forêt, les cinq cors, aurore formidable, le hautbois affectueux de Jean-Louis Capezoli, autant de chants secrets qui se mêlent ici à l'anecdote individuelle et la fondent dans un panthéisme heureux. Dirigé, peut-être comme jamais, par un Marak Janowski webérien de cœur, le nouvel Orchestre philharmonique tient la vedette toute la soirée.

ANNE REY.

* *Le Freischütz* produit en 1980 par l'école de Stuttgart et récemment repris à Genève est redonné au Châtelet les vendredis 18, mardi 22, vendredis 25 à 20 heures, ainsi que le dimanche 27 mars à 15 heures. Tél. : 42-21-00-86. Signalons que le spectacle commence et la première partie se termine à 19 heures. Livre de Johann Friedrich Kind que Weber a renoncé à mettre en musique.

MODE

Les Japonais

Les Japonais nous racontent enfin des histoires. Re Kawakubo (Comme des garçons) s'adonne à la couleur, au rouge, au blanc, aux imprimés fermiers, avec l'enthousiasme d'une citadine en voyage. Elle oublie les paillettes, les biais et les volants de son « été » pour un hiver de petits chaperons, de clowns modernes et de lutins brodés d'edelweiss. Elle a prévu quantité de jeux, de vestes qui s'enfilent comme des blouses de chirurgien, de plis ironiques et d'ampleurs décollées, de boléros noirs à queue-de-pie et de manches courtes gonflées comme des bonnets d'évêques ou longues et fendues ; ainsi, on peut sentir ses bras, croire qu'on va s'envoler parce que les basques du dos ressemblent aux ailes des anges.

Yohji Yamamoto, lui, choisit la pureté, le silence des lignes. « Je n'ai pas d'image, pas de message, pas de tendresse ; j'ai voulu fermer

la porte de la mode pour être moi-même. » A force d'art et de travail, il finit par être un artiste à rendre la simplicité exceptionnelle, grâce à un bouton sur un col, une bordure ocre qui s'interrompt à gauche et pas à droite, un manteau domino blanc devant, noir derrière. Comme une redécouverte avec deux battements de porte sur son cahier. Trop simple. Trop compliqué. Les femmes sont belles. Les pans d'une jaquette cool s'écartent, un col se plisse pareil au cou d'un chat qu'on attrape. Tout est là, posé comme une évidence, un sourire d'enfant, un trait de pinceau qui se dégrafe avec la lumière, du bleu encre au prune, du vert bronze un peu fumé aux éclats du noir. Sur un manteau, trois baguettes brodées interrompent par des cabochons de strass.

LAURENCE BENAÏM.

Thierry Mugler

Femmes araignées dont les toiles se tissent sur des blousons courts, femmes insectes aux carapaces noires miroitantes, veuves moulées dans leurs vêtements de deuil déchiquetés, mantes, vamps en - pantalon guêpe - qui font les jambes extraordinairement longues, en robes fendues, couvertes en oblique sur de hautes cuissardes, en fourreaux entravés qui obligent à des déhanchements excessifs.

Peau livide, lèvres rouges, coiffes en cornes en oreilles de chat, elles ont des gestes théâtraux, des moues farouches, ce sont les filles du diable, vêtues de velours frappé, de satin, de drap sec. Des silhouettes épurées noires, un noir qui fait chanter des éclats de vert, de violet, d'orange, de rouge, le rouge des pierres incrustées, des ceintures médiévales qui soulignent la courbe des hanches...

Fasciné par sa propre imagination, Thierry Mugler se laisse aller à ses fantasmes, fabrique des héroïnes de BD érotiques auprès desquelles les fumetti les plus extravagants ressemblent à de l'art minimaliste. Et en même temps, il offre des suites de jupes droites pour jolis genoux, des vestes cintrées qui creusent la taille et font réver.

C. G.

Dernière le 26/3/88

THEATRE DE POCHÉ
Samedi 21h
TCHEKHOV
DOCTEUR RAGUINE
mise en scène Julien NEGRESCO
Magnifiquement interprété par Etienne Bierry, Frédérique Ruchaud, Albert Médina et Bruno Rattelle...
« Une réussite », *le Journal du dimanche*.
« Du théâtre comme on l'aime et comme on a envie de le faire aimer », *Figaro Magazine*.
« Un grand comédien dans la pleine puissance de son art », Etienne Bierry, *Figarooscope*.
Loc. : (f) 45.48.92.97

Le Monde
PUBLICITÉ
TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

l'éclat du blanc ou l'élegance du noir ? Quand on a tout pour plaire, on se doit d'offrir le choix. Même celui de la couleur. A l'intérieur, les sièges sont recouverts d'un tissu rouge vif ou bleu éclatant. Ainsi habillée, l'Y 10 Fila, idéale pour aller au vert, fera dans les villes une entrée très remarquée. Ses 4 CV, ses 3,39 m, son hayon, sa banquette AR rabattable et son exceptionnelle habitabilité en font plus que jamais une vraie perle qui a tout pour vous satisfaire.

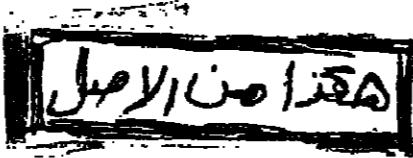
Perle noire ou perle rare ? N'hésitez plus.



Y10 Fila 45.800*
L'Y 10 (Fire, LX, Fila, Touring et 4 WD) a tout pour vous plaire. Faites un essai chez votre concessionnaire Lancia-Autobianchi.

75 PARIS 11, Garage de LA ROCQUETTE, 43 79 80 16 75 PARIS 13, T.P.L.V., 45 94 15 39 75 PARIS 14, CHATELON BRUNO AUTO, 45 39 57 33 75 PARIS 15, Garage GUTENBERG, 45 50 19 21 75 PARIS 16, EXELMAN AUTO, 45 24 50 30 75 PARIS 17, FORT CARONNET AUTO, 46 22 14 40 75 PARIS 18, FIAT AUTO FRANCE, 46 07 37 88 77 AVON FONTAINEBLEAU, Garage de TELECOPE, 64 22 38 71 77 DAMMARIE LES LYS, NORCOM, 64 39 04 18 77 SEVIGNY BRIE COMTE ROBERT, SADES, 64 05 84 84 77 MAREUIL LES MEAUX, Garage de LA RESIDENCE, 64 34 10 25 78 ORGIVAL, PERFORMANCE PLUS, 79 75 95 84 78 VERSAILLES, Garage de VERSAILLES, 30 21 14 04 78 MANTES LA VILLE, MANTES PRESTIGE AUTO, 30 92 78 94 81 ATHIS MONS, AUTO HALL 91, 60 48 39 65 81 MASSY, Garage du CENTRE, 69 20 05 81 91 BOULAN, Garage HUBERTY, 64 59 65 81 91 VRY CHATELON, Garage LE CALLOU, 69 05 35 71 91 VIGNY, SODAM 91, 69 05 33 14 91 SANCY SUR ORCE, SAVILLAC, 69 95 15 18 92 MANTREY, AUTO SERVICE, 67 24 12 15 92 BOULOGNE, Garage PRIGON, 46 05 09 09 92 LEVALLOIS PERRET, Garage de LORRAINE, 47 37 16 84 92 LEVALLOIS PERRET, FIAT AUTO FRANCE, 47 30 50 00 92 CLAMART, Garage MAGNIER LUYET, 46 45 95 00 92 NEUILLY SUR SEINE, NEUILLY ROULE, 47 45 33 11 92 BOULOGNE, FIAT AUTO FRANCE, 46 04 91 19 92 ANTONY, Garage PHILIPPE, 46 66 05 89 93 LE BOURGNET, Garage ACTIS BARONE, 48 57 91 30 93 AULNAY SOUS BOIS, AULNAY CENTRE AUTOS, 48 66 18 31 93 SAINT DENIS, Garage GABRIEL PERI, 42 43 44 18 93 LA COURNEUVE, Garage SEAC, 48 36 41 82 93 VILLEMOISSE, Véhicules AUTOSPORT, 48 55 18 42 93 NEUILLY PLAISANCE, Garage du Centre Commercial, 45 08 95 73 94 VINCENNES, Garage DEMARBA, 45 28 16 33 94 VILLEJUIE, FRANCE AUTOMOBILES, 47 56 17 06 94 SAINT MAUR, Garage ESCOFFIER, 48 05 05 83 94 NOGENT SUR MARNE, STATION AUTO NOGENT, 48 75 48 38 94 CHARENTON SUR MARNE, Garage du TREMBLAY, 47 06 07 70 94 NRY S/SEINE, AUTO DYNAMIC SERVICE, 46 70 15 96 95 ENGHEN LES BAINS, Garage ANDRECOLL, 39 64 70 32 95 ERMAONT, SEVRA, 54 15 97 85 95 SAINT OUIEN L'AUMOINE, VAL DOSE MOTORS, 30 57 20 78 95 60 COMPIEGNE, ST LAZARE AUTOS, 44 40 10 10 60 CHANTILLY, Garage CHANTILLY, 44 57 13 83 60 BEAUNAIS, Garage MAUPETIT, 44 48 29 35 60 CREIL, PICARDIE AUTO, 44 24 25 72.

MARIN KARWITZ PRÉSENTE
PENDANT QUE LONDRES BRÛLE...
SAMMY ET ROSIE s'envoient en l'air.
EXHIBÉ STEPHEN FREARS



SOMMAIRE

Le déficit commercial américain a atteint 12,4 milliards de dollars en janvier contre 12,2 milliards de dollars en décembre et 13,2 milliards en novembre 1987. Ce résultat, qui a rassuré les milieux financiers, confirme une tendance à la réduction (lire ci-dessous).

Le gouvernement britannique cherche à concilier, non sans difficultés, la défense d'une livre forte et la lutte contre l'inflation (lire ci-contre).

Malgré l'inquiétude des milieux ruraux, le ministre de l'agriculture a su se faire applaudir

au congrès de la FNSEA (lire page 29).

Le colloque organisé par le Monde et l'Institut d'études politiques sur les dirigeants de 2001 a rassemblé près de quatre cents responsables des entreprises, des administrations et des collectivités locales (lire page 28).

Commerce extérieur américain

Les résultats de janvier confirment une diminution du déficit

Le déficit du commerce extérieur des États-Unis s'est établi en janvier à 12,4 milliards de dollars. Ce résultat attendu avec impatience par les cambistes, s'il a été bien accueilli, n'a provoqué ni enthousiasme ni forte hausse du dollar. Le billet vert a tout de même gagné plusieurs centimes en passant de 5,7050 F à 5,7490 F, et de 1,6766 DM à 1,6936 DM.

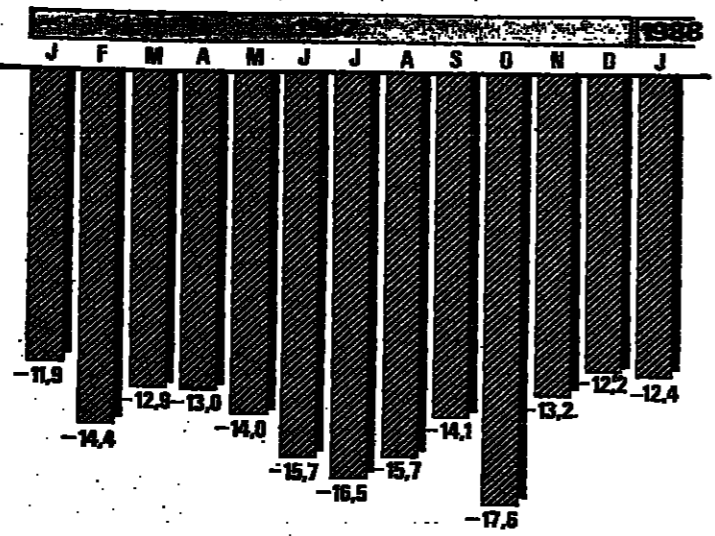
Cette réaction sans chaleur excessive s'explique : en décembre, le déficit s'était nettement réduit à 12,2 milliards de dollars après 13,2 milliards en novembre et 17,5 milliards en octobre, chiffre catastrophique puisqu'il correspondait à un déséquilibre annuel de plus de 200 milliards de dollars de la balance commerciale (après 156,2 milliards de déficit effectif en 1986).

Le mois de janvier ne marque aucune amélioration par rapport à décembre : le déficit se creuse même très légèrement de 200 millions de dollars. Peu importe si ce chiffre douanier a été fourni brut et s'il est probablement été meilleur avec une correction des variations saisonnières, comme ce sera le cas chaque mois à l'avenir : l'impression a probablement été que la réduction du déficit était stoppée.

Mais surtout, les milieux financiers ont été sensibles au fait qu'en janvier, les exportations des États-Unis, qui ne cessent de grimper, avaient reculé de 10 % par rapport à décembre, se limitant à 22,3 milliards de dollars contre 24,5 milliards de dollars le mois précédent. Un recul qui a d'autant plus éveillés l'attention que les importations avec 34,7 milliards de dollars, ne diminuaient que de 6 %.

Cela dit, le résultat de janvier est plutôt bon. D'abord parce qu'il confirme la réduction du déficit mensuel à un niveau voisin de 12,5 milliards de dollars, un chiffre encore élevé puisqu'il correspond à quelque 150 milliards de dollars par an, mais un chiffre nettement amélioré par rapport aux résultats du

LE DÉFICIT COMMERCIAL DES ÉTATS-UNIS



troisième trimestre, qui avoisinaient les 16 milliards de déficit mensuel. Pour l'ensemble de 1987, le déficit a d'ailleurs atteint 171,2 milliards de dollars en termes douaniers, ce qui est très sensiblement supérieur à la tendance de ces trois derniers mois.

Autre élément positif de déficit des États-Unis s'est réduit par rapport au Japon (3,85 milliards de dollars contre 4,79 milliards en décembre), mais aussi par rapport à l'Europe de l'Ouest (1,3 milliard de dollars après 1,4 milliard). Cette évolution est évidemment liée à la compétitivité de la monnaie américaine, comme le prouve le déficit grandissant des États-Unis vis-à-vis de pays comme Taïwan et la Corée du Sud dont les monnaies ont en tendance à coller au dollar dans sa

chute, pendant un certain temps du mois.

Plus fondamentale est l'évolution en volume du commerce extérieur des États-Unis, c'est-à-dire, hors des effets prix et variations du dollar. Les exportations américaines progressent à vive allure et de plus en plus rapidement comme le montre le tableau ci-dessous : + 20 % l'an pendant le quatrième trimestre 1987. A l'évidence, le dollar, au niveau où il se trouve depuis des mois, dope les ventes américaines sur les marchés étrangers.

Les importations - également en volume - augmentent beaucoup moins rapidement (de 6 % l'an). On peut donc se demander si le déficit extérieur des États-Unis ne va pas décrocher au cours des mois à venir et repasser au-dessous de la barre

des 10 milliards de dollars par mois. Une hypothèse qu'avancent déjà certains économistes, qui voient le billet vert en forte remontée fin 1988 début 1989.

La question vaut d'être posée depuis que le dollar a cessé de se déprécier, stoppant une des causes du renchérissement des importations en valeur. Mais la réponse ne peut être que prudente, pour plusieurs raisons.

La première est qu'une forte réduction du déficit commercial postule avant tout un freinage sensible de la consommation des ménages. Ce freinage est en cours, mais n'est que progressif, et l'étonnante poursuite de l'expansion américaine n'est guère propice à la rigueur.

L'industrie américaine tourne maintenant presque au maximum de ses capacités de production : plus de 80 %, un taux qui n'avait pas été dépassé depuis 1980. Les entreprises vont peut-être se montrer incapables - faute d'une offre suffisante en quantité - de satisfaire la demande étrangère.

Enfin, si l'on regarde bien les chiffres, on s'aperçoit que, depuis mars 1985, le dollar a baissé de 40 % contre toute monnaie, mais que la hausse des prix à l'importation a été beaucoup plus faible (18 %). Preuve que les exportateurs étrangers ont fortement comprimé leurs marges.

Il n'est pas impossible, au cours des mois à venir, que les sociétés étrangères se rattrapent sur ce terrain : les prix des importations américaines pourraient alors augmenter plus vite et retarder d'autant la réduction du déficit.

Ce n'est qu'une hypothèse, mais elle doit être envisagée.

ALAIN VERNHOLLES.

BILLET

Mme Thatcher et les contradictions du libéralisme

Reniant toutes ses déclarations antérieures sur la nécessité absolue de maintenir à un niveau élevé le taux d'intérêt en Grande-Bretagne, le gouvernement de Mme Thatcher a dû capituler sous la pression des marchés des changes, qui faisaient flamber le livre sterling, et, le jeudi 17 mars en fin de matinée, se résigner à abaisser ces mêmes taux d'intérêt (le Monde du 18 mars). A vrai dire, il n'avait plus tellement le choix.

La livre sterling, qui jusqu'à présent se maintenait au-dessous de la barre des 3 DM, cours considéré comme « raisonnable » et compatible avec la situation de la Grande-Bretagne au sein de la Communauté économique européenne, avait déjà commencé à « bouger » il y a une quinzaine de jours en raison du niveau élevé des taux d'intérêt britanniques, qui attirèrent les capitaux du monde entier. Ces taux, réglés par le taux directeur de la Banque d'Angleterre, avaient été ramenés de 9 % à 8,5 % le 4 décembre à l'occasion d'une baisse concertée des taux d'intérêt en Europe consentie sous la pression du gouvernement américain, qui en faisait une condition à l'arrêt de la chute du dollar.

Mais, le 1er février, la Banque d'Angleterre, par surprise, relevait à 9 % son taux directeur avec le souci, à l'époque, de réduire la surchauffe de l'économie britannique, qui devenait dangereuse, et susceptible de relancer l'inflation.

« Come back »

Tout allait trop bien et trop vite : les salaires augmentaient de 8,5 % par an, plus rapidement que la productivité, les prix de l'immobilier flambaient, de même que le crédit à la consommation. Bien que Mme Thatcher pût se prévaloir d'une prospérité retrouvée - « old England has come back » (la vieille Angleterre est de retour) - les risques d'un désajustement majeur se profilaient à l'horizon, non seulement sur le front des prix domestiques que l'inflation menaçait, mais aussi sur celui du commerce extérieur, lourdement déséquilibré par une augmentation galopante de la consommation au moment même où la chute des prix du pétrole venait diminuer la recette en devises tirée des gisements de la mer du Nord.

Conscients du danger, Mme Thatcher et M. Nigel Lawson, son ministre des finances,

entendaient maintenir leur politique de taux d'intérêt élevés, donnant la priorité à la lutte contre l'inflation. Le 8 mars, devant les Communes, le premier ministre déclarait avec vigueur que la baisse de la livre, déjà annoncée à l'approche d'un projet de budget jugé par avance avantageux pour les contribuables et la City, ne serait combattue « ni par une baisse du taux d'intérêt ni par des interventions de la Banque d'Angleterre », des déclarations tout à fait vertueuses.

Mais c'était compter sans les marchés des changes, et les marchés tout court. La quasi-certitude du maintien des taux d'intérêt britanniques à leur niveau - le plus élevé d'Europe - déclenchait une ruée sur la livre sterling, qui débordait irrésistiblement les 3 DM et bondissait à 3,08 DM, au grand embarras de M. Lawson qui, par un jeu d'entrée de la livre dans le système monétaire européen, au contraire de Mme Thatcher, aurait bien voulu freiner cette envolée.

Mais, en ministre discipliné, il déclarait mercredi 16 mars à la télévision qu'il était vital de maintenir les taux d'intérêt au niveau nécessaire à la lutte contre l'inflation, ajoutant que « dans une économie libre, dans une société libre, les taux d'intérêt sont le seul instrument efficace pour contrôler l'inflation et maintenir l'économie sur les rails ». Fier mais désastreux mouvement de menton ! Immédiatement, les capitaux se ruèrent à nouveau sur la livre sterling qui, jeudi matin, s'envolait à près de 3,12 DM et 10,60 F à Paris.

Trop, c'était trop, et Mme Thatcher a « craqué », comme on l'a vu. Mais comment faire, dans une économie libérale où toute solution à un problème en crée un autre ? Si on relève les taux pour contenir l'inflation, on attire les capitaux et on fait monter les cours de sa monnaie, ce qui, à terme, handicape les industries exportatrices et, dans l'immédiat, favorise la consommation en abaissant le prix des produits importés, le tout au plus grand préjudice de la balance commerciale. Entre deux maux, il faudra alors choisir le moindre, peut-être la surévaluation de la livre dans le cas de la Grande-Bretagne, en espérant qu'elle sera temporaire. Dilemme délicat pour « Maggie » !

FRANÇOIS RENARD.

ÉTRANGER

L'ouverture économique en URSS

Des partenaires occidentaux pour un pôle pétrochimique soviétique

ROME de notre correspondant

« L'ENI et la Montedison, partenaires de Gorbatchev », titre spectaculairement, jeudi 17 mars, le quotidien Corriere Della Sera. Enichem, la branche chimie de la grande holding publique italienne, et la firme privée milanaise récemment passée dans le giron du groupe Ferruzzi ont en effet signé, le 16 mars à Moscou, un protocole d'accord en vue de la construction, sur les bords de la mer Caspienne, d'un très important pôle pétrochimique d'une valeur de 6 milliards de dollars, auquel participent également l'American Occidental Petroleum et la firme japonaise Marubeni.

L'objectif est de séparer par cracking, 2 millions de tonnes chaque année de sous-produits à partir d'une poche de gaz associée à une nappe de pétrole découverts au début des années 80 à Tengiz, et qui devrait commencer d'être exploitée l'année prochaine.

La société née de l'accord du 16 mars a été décrite par M. Armand Hammer, président de l'Occidental Petroleum et de longue date habitué à travailler en URSS, comme « la plus importante joint-venture (société à risques partagés) du monde ». C'est en tout cas le plus gros contrat né du décret soviétique du 13 janvier 1987, symbole du nouveau cours économique gorbatchévien (le

Monde du 16 mai 1987), favorisant la création de sociétés mixtes entre l'Etat soviétique et des entreprises occidentales.

Conformément aux dispositions de ce texte, l'URSS possèdera 51 % de la nouvelle société et les quatre partenaires occidentaux 49 %, qu'ils se partageront à égalité. Ainsi chacune des sociétés italiennes, américaine et japonaise devrait investir 750 millions de dollars. Montedison sera chef de file pour la production du propylène (500 000 tonnes annuelles), ENI pour le polyéthylène (500 000 tonnes également), l'Occidental Petroleum, pour le styrène (1 million de tonnes) et Marubeni pour la commercialisation hors Union soviétique de la moitié au moins des produits sortis du complexe de Tengiz.

JEAN-PIERRE CLERC.

Les exportations croissent beaucoup plus vite que les importations

Table with 3 columns: Trimestre, Exportations, Importations. Shows growth in exports and a decrease in imports from 1987 to 1986.

REPÈRES

Banque centrale européenne

la RFA favorable à terme

Dans un mémorandum adressé aux pays membres de la CEE, le ministre ouest-allemand, M. Gerhard Stoltenberg souligne que la création d'une union économique et monétaire est un but à long terme qui « doit être précédé par la libéralisation prioritaire des mouvements de capitaux et par la réalisation complète, prévue pour 1992, du marché intérieur ». Cette union « doit s'accompagner d'une banque centrale européenne » qui doit répondre à trois critères : engagement envers l'objectif de stabilité monétaire, indépendance et équilibre entre les éléments centralisés et fédérés dans le processus de décision. La prochaine réunion, lundi 21 mars à Bonn, du Conseil économique et financier franco-allemand, sera l'occasion d'un premier débat bilatéral sur ce mémorandum.

Produit national brut

Croissance de 4,2 % au Japon en 1987

Le produit national brut japonais a enregistré une croissance réelle de 4,2 % en 1987, contre 2,6 % en 1986, selon l'Agence de planification économique. Le boom de l'économie japonaise s'est donc poursuivi durant le quatrième trimestre 1987 avec une augmentation réelle du PNB de 1,7 % par rapport au troisième trimestre qui avait déjà connu une augmentation de 2 %. Le rythme annuel d'expression réelle du PNB a été de 6,9 % pour le quatrième trimestre contre 8,2 % pour les trois mois précédents. Le Japon a retrouvé un rythme de croissance comparable à celui qui prévalait avant la crise de 1973.

CONJONCTURE

Publication des comptes de la nation

(Suite de la première page.)

Sur deux points, l'année 1988 devrait conforter la position française dans le monde. D'une part, la hausse des prix va continuer de se ralentir : + 2,5 % cette année en glissement (décembre 1987 à décembre 1988) et + 2,2 % l'année prochaine après + 3,1 % en 1987. D'autre part, les déficits publics vont encore se réduire : 2,2 % du produit intérieur brut en 1988 et 1,9 % en 1989 après 2,3 % en 1987 et 2,9 % en 1986.

Enfin, la prévision officielle table sur une légère baisse des prélèvements obligatoires : 44,5 % cette année et l'année prochaine après 44,7 % en 1987. Cela malgré un alourdissement des cotisations sociales.

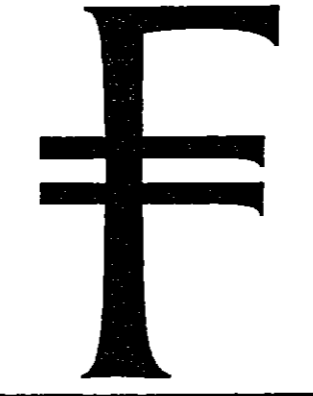
MONNAIES

Nouveau logo pour le franc

A l'occasion du trentième anniversaire du Nouveau Franc, lancé par le général de Gaulle, en 1958, et par M. Antoine Pinay, son ministre des finances et des affaires économiques, M. Balladur a annoncé, le 17 mars, un changement du symbole du franc. Le Nouveau Franc (NF) était devenu le franc (F) en 1962.

La double barre nouveau symbole signifie un double F : comme Franc et comme Français. Par ailleurs, M. Balladur a présenté, en présence de M. Pinay, une nouvelle pièce bicolore - pour la première fois dans l'histoire de la République - de 10 francs (l'ancienne, trop lourde, s'oxydait) et a annoncé une pièce de collection de

1 franc commémorative du trentenaire du nouveau franc avec le portrait du général de Gaulle sur l'avers.

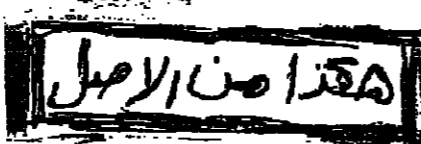


POUR VOS PROCHAINES VACANCES,



Sélection CROISIÈRES PAQUET UNE TRADITION D'AVENIR Croisière dans les Fjords de Norvège à bord de MERMOZ 8 jours départs 3, 10, 17 juin et 27 juillet 1988 Vol direct Paris/Bergen/Paris à partir de 9830F en cabine double. Pension complète (vins inclus)

L'AGENCE DE TOUS VOS VOYAGES. KUONI PARIS 8e, 32, bd Malesherbes - Tel 42 65 29 09 KUONI PARIS 9e, 12, bd des Capucines - Tel 47 42 83 34



Marchés financiers

BOURSE DU 18 MARS

Cours relevés à 14 h 55

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and various international stock indices.

Comptant (sélection) / SICAV (sélection) / 17/3

Table of financial instruments including bonds (Obligations), foreign stocks (Étrangères), and various mutual funds (SICAV).

Table of exchange rates (Cote des changes) and gold market (Marché libre de l'or) data.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

عقدا من الامل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 L'arrivée de troupes américaines au Honduras.	8 La primaire dans la majorité.	13 La baisse de la criminalité et de la délinquance a été de 3,74 % en 1987.	20 Théâtre : Daisy, de José Sazportes ; Docteur Ragaine, d'après Tchekhov ; Le Chat botté, de Ludwig Tieck.	27 Le commerce extérieur américain.	Abonnements... 2 Annonces classées... 25 Campus... 24 Cartes... 25 Jeux, Mots croisés... 18 Loto... 24 Météorologie... 24 Philatélie... 24 Région-télévision... 23	● Election présidentielle : J-37. ELEC ● Tous les sondages... TELO ● Jouez avec le Monde. JEUX Actualité, International, Bourse, Abonnements, Campus, FNAME, 3615 Tapez LEMONDE
5 Le conflit entre l'Irak et l'Iran.	9 La campagne des oppositions.	- Inculpation de Françoise Sagan à Lyon.	21 Musique : la Fraschütz, de Weber, au Théâtre.	28 Quatorzième congrès de la CILIS à Melbourne.		
6 Afrique du Sud : le suris des six de Sharpeville.	10 Le feuilleton du septennat.	14 La notation des professeurs : un projet de M. Monory.	11 Communication : la grève des artistes de télévision.	29 M. Guillaume et l'enquête de la FNSEA.		
7 Irlande du Nord : un nouvel enterrement s'est déroulé sans incident à Belfast.	2 DÉBATS : « Centrales nucléaires : l'image et la confiance », par Jacques Dominati.	26 SPORTS : carton jaune pour le Loto sportif.		30-31 Marchés financiers.		

La rencontre des ministres soviétique et américain à Berne

Le général Iazov n'a pas convaincu M. Carlucci d'un changement dans la doctrine de défense de Moscou

BERNE de notre correspondant

Le chef du département militaire fédéral, M. Arnold Koller, était peut-être allé un peu vite en besogne en qualifiant d'« historique » à la télévision soviétique la rencontre entre les ministres de la défense des États-Unis et de l'URSS, qui s'est achevée, jeudi 17 mars à Berne.

Le caractère défensif de la doctrine militaire, la parité et la sécurité égale, le changement du caractère de l'activité militaire de la structure des forces armées et de leur composition, ainsi que la réduction obligatoire des armements et des forces armées et un contrôle rigoureux. Toutes ces questions ne sont pas faciles ; cependant on peut les résoudre sur la base de l'égalité.

A l'évidence, M. Iazov n'a pas réussi à convaincre son interlocuteur américain : « Je ne vois pas de différence entre la doctrine « défensive » soviétique et celle « défensive » de Leonid Brejnev », a précisé M. Carlucci.

Les deux ministres ont procédé à un vaste tour d'horizon portant notamment sur le désarmement. Ils ont cependant tenu à préciser qu'ils n'entendaient pas se substituer aux négociateurs ni aux ministres des affaires étrangères qui se retrouveront la semaine prochaine à Washington.

La réunion de Berne se proposait également d'examiner les moyens d'éviter les incidents militaires comme celui qui, le mois dernier, a opposé des navires soviétique et américain en mer Noire.

La rencontre de Berne devait être en fait l'occasion pour le général Iazov d'expliquer la nouvelle doctrine défensive de Moscou, qui se fonde sur le concept de « suffisance militaire ».

137 morts dans la chute d'un Boeing-727 de la compagnie colombienne Avianca

Un Boeing-727 de la compagnie colombienne Avianca s'est écrasé le 17 mars, près de la frontière avec le Venezuela, avec 131 passagers et 6 membres d'équipage à son bord.

L'appareil, qui avait décollé de l'aéroport de Cucuta pour Barranquilla, a percé la cordillère à 2 500 mètres d'altitude et explosé.

Le président des Travaux de la République...

ENFIN UN "RAIDER" DANS LA DECORATION!

Il faut toute l'audace, toutes les relations internationales, toute l'habileté d'un "raider" pour pouvoir vous offrir ce que les femmes veulent : la décoration, toutes les décorations, aux prix qui vous conviennent.

LA VOGUE, on saura vous montrer des costumes griffés réalisés dans un atelier de prêt-à-porter de luxe, des chemises, des cravates, et surtout des matières, des coupes et des coloris qui conviendront à votre look.

LA VOGUE, 38, bd des Italiens (près Opéra) et Centre commercial Vézey-II

Pour 2,6 milliards de dollars Le japonais Bridgestone l'emporte sur Pirelli pour le rachat de Firestone

En un sec communiqué de quatre lignes publié vendredi 18 mars en fin de matinée, la société Pirelli de Milan a fait savoir qu'elle renonçait à relancer l'OPA, engagée par ses soins le 7 mars dernier en vue de racheter le numéro deux américain du pneumatique Firestone, avec l'appui de la firme française Michelin.

En prenant le contrôle de Firestone, Bridgestone consoliderait sa place de numéro trois mondial, avec 16 % de part du marché (contre 9 % actuellement), comblant une bonne partie de l'écart qui le sépare des deux premiers, l'américain Goodyear (19 % du marché mondial) et Michelin (18 %).

L'élection municipale partielle de Bolbec

Une « première » après la redistribution des cartes à gauche

Qui va prendre la succession du communiste Paul Belhache à la mairie de Bolbec ? Un an avant les élections municipales générales, cette commune de treize mille habitants de la Seine-Maritime va offrir, le dimanche 20 mars, pour la première fois, une photographie des rapports entre les différentes composantes de la gauche. Une première. Ils sont mauvais.

En dix ans, les partenaires sont passés de l'amour euphorique au ménage à trois. Triomphe en 1977 : la liste d'union de la gauche ravit l'hôtel de ville, dès le premier tour, à la droite. Suspicion en 1983 : les socialistes imposent une primaire aux communistes et font cause commune au second tour avec le maire sortant, Paul Belhache.

Malade depuis plusieurs mois, Paul Belhache meurt en février. Sa succession se révèle rapidement un casse-tête. Les communistes affirment vouloir reconduire les accords de 1983, tout en ne présentant pas le premier adjoint communiste au poste de maire, conformément à son vœu, mais M. Michel Havard, un conseiller municipal sans carte du PCF, conseiller général du canton et « successeur » potentiel du maire, le socialiste Pierre Roussel revendique le poste de premier adjoint.

Tout cela serait bien simple si les communistes n'avaient pas alternativement proposé aux socialistes d'éliminer les trois « juquistes » du conseil municipal et à « rénovateurs » en question de figurer sur la liste soutenue par le PCF. Le PS n'a pas marché. Ses conseillers ont démissionné en bloc.

Les « rénovateurs », qui n'en demandaient pas tant, ont foncé dans la brèche en constituant une liste où dix-sept femmes font la pige à seize hommes. Du Juquin pur sucre. Seuls les communistes, qui disent avoir attendu jusqu'au bout « une liste d'union », se seraient bien passés de cette consultation précoce. Des neuf adjoints de la liste sortante, ils n'en ont récupéré qu'un seul. Trois anciens « camarades », le docteur Sylvain Vué, M^{me} Chantal Lepage et M. François Tranchard, qui ne sont plus au parti depuis 1979, mais figuraient tout de même sur la liste du PCF en 1983 et occupaient des postes d'adjoint, dirigent aujourd'hui la liste du comité Juquin. Un autre adjoint communiste a préféré se mettre en congé de conseil municipal. Quant aux socialistes, ils repartent avec leurs quatre adjoints sortants.

M. Laurent Fabius, député de ce département, est venu tenir meeting dans la ville, le 15 mars. M. Juquin est passé le surindemain. Les communistes, pour leur part, s'occupent de l'attention que suscite cette consultation « uniquement locale ».

M. Laurent Fabius, député de ce département, est venu tenir meeting dans la ville, le 15 mars. M. Juquin est passé le surindemain. Les communistes, pour leur part, s'occupent de l'attention que suscite cette consultation « uniquement locale ».

M. GEORGES MARCHAIS invité du «Grand Jury RTL - le Monde»

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL - le Monde», dimanche 20 mars, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le député du Val-de-Marne, qui fut en 1981 candidat du Parti communiste à l'élection présidentielle, répondra aux questions d'André Passeron et de Olivier Buffard, de Mondaie, et de Dominique Desjeunet et de Paul Joly de RTL, le débat étant dirigé par Jean-Pierre Deffrais.

A nos lecteurs

Des perturbations dans la distribution de la presse sont à l'origine des difficultés rencontrées par les lecteurs de certaines régions en France et à l'étranger pour se procurer le Monde dans des conditions normales. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.

EN BREF

Stucido à Fleury-Mérogis. - Un détenu marocain âgé de dix-neuf ans, Khalid Boujid, incarcéré au centre des jeunes détenus de Fleury-Mérogis, s'est donné la mort, lundi 14 mars, au « mitard », en se pendant aux barreaux avec sa chemise. Condamné pour vol à cinq mois de prison par la 23^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, le jeune homme avait été placé au « mitard » après plusieurs altercations qu'il aurait eues avec les gardiens. Il avait déjà tenté de s'ouvrir les veines le 12 mars. Le parquet d'Evry (Essonne) a ouvert une information « pour recherche des causes de la mort ».

Mise en liberté de deux Italiens réclamés par leur pays. - La chambre d'accusation de Paris a fait droit le 16 mars à la demande de mise en liberté de Roberto Gaminiani et Paolo Azzaroni, qui sont sous « écrou extraditionnel » en France, le premier depuis quatorze mois, le second depuis sept mois. Réclamés par leur pays pour des faits de terrorisme remontant aux années 1976-

Douce droguée

Il est vraiment super, mon Jacques. Moi, je suis aplette devant, écarotée d'admiration. C'est Tarzan et Pasque, c'est Sheeta, ça guénon. Ils sont vraiment forts, ces mecs-là. Vous n'imaginiez pas le mal qu'ils se sont donné pour arriver à se procurer le carnet d'adresses du Tour-Paris de la drogue. Remarquez, ils auraient pu me le demander, je dois en avoir un qui traîne quelque part. De toutes façons faut le remettre à jour après chaque dîner en ville. Les noms restent, mais les doses changent. Ou les produits.

Il est vraiment super, mon Jacques. Moi, je suis aplette devant, écarotée d'admiration. C'est Tarzan et Pasque, c'est Sheeta, ça guénon. Ils sont vraiment forts, ces mecs-là. Vous n'imaginiez pas le mal qu'ils se sont donné pour arriver à se procurer le carnet d'adresses du Tour-Paris de la drogue. Remarquez, ils auraient pu me le demander, je dois en avoir un qui traîne quelque part. De toutes façons faut le remettre à jour après chaque dîner en ville. Les noms restent, mais les doses changent. Ou les produits.

On attendait, haletants, épuisés, toutés par tant d'audace et de courage que s'éteint à la une des journaux le beau frige sale des grands de ce monde. Moi, je vous le disais pas, je voulais vous réserver la surprise, mais j'en dormais plus. Le suspense devenait intolérable. Et puis là, hier soir, je triptote ma télécommande, mon écran s'allume et je retombe sur mon campé, foudroyé par la stupeur et l'émotion. Qui c'est qu'ils ont choisi d'inculper ? La plus redoutable, la plus puissante, des faiseuses d'opinion, la plus soumise aussi parce que personne, vraiment personne n'aurait pu penser un seul instant qu'elle puisse picoler ou sniffer. Sagan !

Oh, la touchante, l'adorable, la désarmante Françoise Sagan eh ben ! c'est l'annéni public numéro un. Elle n'a que ce qu'elle mérita. Ça lui apprendra, la garce, à jouer les groupes de mon Mimi. Et que ce vous serve de leçon aussi. Vous n'allez quand même pas vous laisser influencer par une pauvre droguée.

CLAUDE SARRAUTE.

L'embellie actuelle dissimule l'aggravation de notre retard estime le député bariste Bruno Durieux

Les Français n'ont pas conscience de l'enjeu économique et social des élections, car le président de la République broille les cartes et le broille d'autant plus facilement que la France bénéficie actuellement d'une embellie conjoncturelle. Telle est, en substance, l'analyse qu'a développée, le 18 mars devant la presse, M. Bruno Durieux, député bariste du Nord.

Reconnaissant que « la conjoncture économique s'est améliorée au cours des derniers mois » - la production industrielle a sensiblement progressé, les exportations se sont ressuscitées, la consommation des ménages a été soutenue, l'exécution budgétaire meilleure que prévu, - M. Durieux a souligné le fait que tous les pays industrialisés avaient bénéficié d'une amélioration de leur situation plus nette que la nôtre.

En d'autres termes, le député bariste estime que l'embellie actuelle dissimule la réalité : le retard de la France sur les grands pays industrialisés ne se résorbe pas et continue même de s'aggraver. Sauf sur un point : l'inflation et les coûts salariaux, dont le ramassement « constitue un succès incontestable ».

Grève surprise à Paris-Austerlitz. - Une grève surprise perturbe depuis 11 heures, le vendredi 18 mars, le trafic sur la ligne C du RER, et des perturbations devaient avoir lieu dans l'après-midi sur les grandes lignes au départ de Paris-Austerlitz. Car arrêt de travail syndicaux CGT, CFDT et FGAAC (agents de conduite autonome), « pour protester, précise la CGT, contre les sanctions prises contre un militant CGT d'Ivry-sur-Seine ».

Le numéro de « Monde » daté 18 mars 1988 a été tiré à 538 756 exemplaires.

Grève surprise à Paris-Austerlitz. - Une grève surprise perturbe depuis 11 heures, le vendredi 18 mars, le trafic sur la ligne C du RER, et des perturbations devaient avoir lieu dans l'après-midi sur les grandes lignes au départ de Paris-Austerlitz. Car arrêt de travail syndicaux CGT, CFDT et FGAAC (agents de conduite autonome), « pour protester, précise la CGT, contre les sanctions prises contre un militant CGT d'Ivry-sur-Seine ».

Coupe d'Europe de football : Marseille-Ajax et les coûts salariaux. - L'Olympique de Marseille remporte l'Ajax d'Amsterdam en demi-finale de la Coupe des vainqueurs de Coupes. Le match aller aura lieu le 6 avril à Marseille et le match retour le 20 avril à Amsterdam. L'autre demi-finale opposera le FC Malines (Belgique) à Atlanta Bergame (Italie).

SOYEZ HOMME ... DU MONDE

À l'élégance des manières, à la courtoisie et à la bonne éducation, ajouter le raffinement vestimentaire sans pour autant devenir un dandy... S'avoir s'habiller, c'est d'abord savoir se regarder dans une glace, c'est aussi accepter les conseils de l'autre, surtout s'il est un spécialiste de la mode masculine.

LA VOGUE, on saura vous montrer des costumes griffés réalisés dans un atelier de prêt-à-porter de luxe, des chemises, des cravates, et surtout des matières, des coupes et des coloris qui conviendront à votre look.

LA VOGUE, 38, bd des Italiens (près Opéra) et Centre commercial Vézey-II

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE APPRENEZ LE CHINOIS EN CHINE

Une année de septembre 88 à juin 89. Débuts et avances de 18 à 40 ans - Clôture 25 mai - Doc. contre 3 timbres CEPES 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

ABANO TERME

Des vacances pour une remise en forme HOTEL TERME MILANO 741.1939/49/669444, Viale delle Terme, 169 HOTEL TERME BOLOGNA Tal. 9329/49/669499, Via Felice, 29

ODOUL d'agents de demeco

Garde-meubles 42 08 10 30 16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

Le Monde sur minitel

BOURSE :

Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille

36.15 TAPÉZ LEMONDE